

# Commission des Douanes

## Procès-verbaux

du 1<sup>er</sup> Avril 1937

au 10 Février 1940

(1) Cette Commission est composée de MM. Edouard Néron, *Président*; Eugène Chanal, Ulysse Fabre, *Vice-Présidents*; Toy-Riont, Paul Bachelet, *Secrétaires*; le Comte H. d'Andlau, Adrien André, Marcel Astier, Beaumont, Léonus Bénard, de Berny, Betfert, Carré-Bonvalet, Jacques de Chammard, le Marquis de Dion, Marcel Donon, Elby, Albert Fouilloux, Gautron, Labbé, Léon Lauvray, Lederlin, Jean Lemaistre, Moïse Lévy, Victor Lourties, Jean Maroger, Ostermann, Parayre, Adrien Richa, Rogé, Serlin, Sigrist, Henri Tasso, Turbat, Georges Ulmo, Viellard.





Seance du 29 avril 1937

La seance est ouverte à 14 heures sous la présidence de M. Chapsal président de la Commission

Sont présents MM Chapsal, Néron, M. Lévy, Bauffe, Turbat, Chanal, Rogé, Thureau-Dangin, Bachelet, d'Andlau, de Dion, Elty.

M. Chapsal tient à signaler à la Commission que depuis le départ en vacances du Sénat il a reçu des plaintes de plus en plus nombreuses sur la concurrence étrangère. Il pourra d'ici quelques semaines présenter une étude d'ensemble sur ce sujet. L'industrie de tous les pays a augmenté au cours de 1936, mais en France cette augmentation est assez réduite (France 5%) par rapport à celle des autres pays. Par contre la vie de la vie a beaucoup plus augmenté dans notre pays que dans les autres états. Il y a là des symptômes particulièrement inquiétants.

M. Néron donne lecture de son rapport sur le projet tendant à ratifier une délibération de la Guyane relative à l'inscription au tarif spécial de cette colonie des résidants métalliques importés pleins d'huiles minérales  
Le rapport est adopté sans discussion

M. Chanal fait adopter par la Commission son rapport sur le projet tendant à ratifier le décret du 30 juin 1936 qui a modifié le régime douanier des capsules de poudre fulminante de guerre

M. Beaumont donne connaissance à la Commission du contenu de son étude sur le projet tendant à ratifier le décret du 4 décembre 1935 portant approbation de la délibération de la Guadeloupe du 8 septembre 1935 demandant par dérogation une disposition du décret du 4 juillet 1935 la maintien des droits actuels sur la viande de porc  
Sur sa proposition la Commission décide d'apporter l'annexe de cette question pour information complémentaire

M. Turbat après plusieurs observations de M. Chapsal et Bachelet est autorisé à déposer son rapport sur le projet ayant pour objet de ratifier le décret du 28 mars 36 modifiant la taxe à laquelle sont assujettis les bénéficiaires d'importation d'objets d'art

M. Thureau-Dangin fait approuver deux rapports  
Le premier sur le projet tendant à ratifier le décret du 10 mai 1933 approuvant la



deliberation de la Nouvelle Calédonie du 14 dec 1946 tendant à instituer une  
nouvelle douane temporaire sur les produits de terre  
Le second tendant à ratifier le décret du 11 février 1935 modifiant le tarif douanier  
applicable aux farines de froment importées à la Réunion

M Bachelot après avoir donné lecture des deux rapports et prie de les voter devant l'Honorable Assemblée  
Le premier sur le projet tendant à ratifier le décret du 6 avril 1933 portant approbation  
du décret de la délibération des établissements français de l'Océanie du 16 décembre 1932  
tendant à modifier le tarif des droits de sortie appliqués aux produits originaires de la colonie  
exportés à destination de la France  
Le second sur le projet tendant à ratifier le décret du 9 juin 1933 relatif à la délibération des  
établissements français de l'Océanie du 17 février 1933 tendant à réviser les droits de douane  
sur les marchandises d'origine étrangère

M Chaput fait connaître en l'absence de M Jean Bore, la conclusion du rapport de ce dernier  
sur la proposition de loi Joseph Faure relative à la répression des importations faites  
en sus des contingents autorisés

Après des interventions de MM Chaput, Nèron, Harant, Thureau-Dangin qui sont  
unanimes à reconnaître le grand intérêt que présente la proposition le rapport  
de M Jean Bore est adopté après quelques modifications de détail

La séance est levée à 16 heures

---



2

Séance du 25 mai 1956

La séance est ouverte à 14h15 sous la présidence de M. Chapal président de la Commission

Sont présents MM. Chapal, Rogé, Lévy, Rouze, Abel Lefevre, Ulysse Fabre, Naudin  
Bachelot, Delhomme Néron

M. Néron fait approuver son rapport sur le projet tendant à ratifier le décret du 24 avril 1956 qui a modifié la tarification douanière des peaux de lapin teintés et lustrés

M. Rogé donne lecture de deux rapports

l'un au nom de M. Thureau-Dangin tendant à ratifier le décret du 19 mai 1955 rejetant la délibération de l'Indochine du 6 janvier 1955 demandant l'application partielle à la colonie du décret du 16 septembre 1951 portant relèvement des droits de douane sur l'avoine, le seigle, le maïs et leurs dérivés.

l'autre de M. Chanal tendant à ratifier le décret du 15 novembre 1951 approuvant la délibération de l'Indochine du 5 août 1951 demandant la non-application dans cette colonie de la loi du 20 avril 1951 portant relèvement des droits de douane applicables aux fleurs de tilleul

Après observation de M. Rogé la Commission autorise M. Rogé à déposer ses deux rapports au nom de M. Thureau-Dangin et de M. Chanal

M. Abel Lefevre fait adopter deux rapports

le premier sur le projet tendant à ratifier le décret du 20 juin 1956 relatif au régime douanier des livres et publications de propagande en Indochine

le second au nom de M. J. Bore sur le projet tendant à la ratification de l'échange de lettres entre la France et le Brésil du 6 mars 1956

M. Chapal indique à la Commission les divers facteurs qui continuent à rendre nettement défavorable notre balance commerciale, il insiste sur la nécessité de surveiller avec la plus grande attention la situation de nos diverses industries dont certaines sont dans un état particulièrement inquiétant

La séance est levée à 15 heures



## Séance du 5 juin 1954

La séance est ouverte à 10h30 sous la présidence de M. Chapsal président de la Commission

Sont présents M. Chapsal, Naudin, Ruge, Beaumont, Turbat, d'Andlau, Jean Bore, Bachellet

M. Naudin après lecture est autorisé à déposer ses rapports sur le projet tendant à ratifier le décret du 11 juillet 1953 relatif aux droits de sortie sur le peaux en Nouvelle Calédonie et sur le projet tendant à ratifier le décret du 23 octobre 1953 approuvant la délimitation de l'A.O.F. pour l'abrogation par la colonie des décrets des 9 juillet 1921 et 28 mai 1925 prohibant la sortie de certaines marchandises (mitaines précieuses)

M. J. Bore donne lecture de son rapport sur le projet tendant à la ratification de l'accord commercial franco-allemand du 16 janvier 1953. Le rapport est adopté après observation de M. Chapsal qui insiste sur la nécessité de demander dans nos accords commerciaux la forme de la cession la plus favorable en matière de paiements

M. J. Bore fait connaître à la Commission les conclusions de son rapport sur le projet tendant à l'approbation de l'accord commercial franco-autrichien du 16 mai 1953 signé le 9 juin 1953  
La Commission le autorise à déposer son rapport sur le Bureau et la Haute-Assemblée

M. Beaumont fait approuver son rapport sur le projet tendant à ratifier le décret du 5 novembre 1953 accordant le bénéfice de l'admission en franchise aux peaux de ligards tannés originaires de Mandernagor

M. Beaumont indique qu'après étude complémentaire il est partisan d'adopter le projet tendant à ratifier le décret du 4 décembre 1953 approuvant la délimitation des 8 septembre 1953 de la Guadeloupe demandant par dérogation à l'application du décret du 7 juillet 1953 la maintien des droits actuels sur les viandes de porc salées. Une borne à signaler dans son rapport la nécessité pour la colonie d'acheter le produit agricole de la colonie, si elle veut exporter en franchise leurs différents marchandises dans le métropole  
Après intervention de M. Naudin, Chapsal, Bachellet et Ruge qui appuient ce point de vue, il en est décidé

M. Chapsal donne lecture de plusieurs lettres de divers syndicats groupant les fabricants français de vêtements confectionnés qui signalent la vive concurrence que leur



est faite par les importations étrangères, et qu'ils plaignent des dépensements très importants des contingents qu'ils protègent.

Après des observations présentées par M. Chapal, J. Rose et Bozi, la Commission décide d'appuyer très énergiquement les revendications de ces producteurs nationaux, et de rediger un texte empêchant tout dépassement des contingents.

La séance est levée à midi.

### Séance du vendredi 11 juin 1937

La séance est ouverte à 10h30 sous la présidence de M. Chapal, président de la Commission.

Sont présents : M. Chapal, Néron, Turbat, Elby, Thureau-Dangin, Chanaud Abel, Lefebvre, Jean Rose, Delhomme.

M. Turbat donne lecture de sa proposition de résolution tendant à attirer l'attention du gouvernement sur les effets néfastes pour la production agricole non inscrites à la loi de cadenas des diminutions des droits de douane et de taxes de licence sur ces produits et sur la nécessité de les ajouter à la liste de ceux qui sont énumérés aux articles 11 et 12 de cette loi.

M. Chapal tient à souligner que pour la 1<sup>re</sup> de l'article unique de la proposition de résolution pour répondre exactement à l'exposé des motifs, il y aurait lieu de supprimer les graminées ensemencées et d'ajouter le feuillage. Pour la 2<sup>o</sup> et la 3<sup>o</sup>, il serait préférable de réunir ces deux paragraphes. En ce qui concerne la 4<sup>o</sup> (réduction de taxes de licence d'octobre 1936) il y aurait lieu de faire des observations lors de la ratification des traités qui ont abaissé les taxes, ceci fait il faut réunir la 4<sup>o</sup> et la 5<sup>o</sup> dans une formule générale pour l'établissement de taxes de licence vraiment efficaces. La rédaction de la 6<sup>o</sup> doit être légèrement modifiée. Le comité permanent de l'Assemblée permanente des Chambres d'Agriculture devrait être consulté plutôt que l'Assemblée permanente qui se réunit rarement.

Après une discussion à laquelle ont pris part M. Chapal, Jean Rose, Abel Lefebvre et Turbat, M. Néron est chargé de rédiger un rapport sur cette proposition de résolution contenant compte des observations de M. Chapal.



M Abel Lefevre lit l'exposé des motifs de sa proposition de résolution tendant à inviter le gouvernement à rapporter les réductions de droits de douane et de taxe de licence pris le 1<sup>er</sup> octobre 1936.

Il insiste tout particulièrement sur l'augmentation considérable du prix de revient français qui a eu pour conséquence un accroissement massif des importations de objets fabriqués et une diminution massive de nos importations.

M Chapuis indique que la Commission des Douanes de la Chambre a également l'intention de demander l'abrogation de ces droits.

Après un échange de vues entre les membres de la Commission qui sont tous unanimes à approuver les observations de M Abel Lefevre, celui-ci est chargé de rédiger un rapport conduisant à l'adoption de sa proposition.

La prochaine séance est fixée au mardi 15 à 15h30

La séance est levée à 11 h 45

---

### Séance du 1 juillet 1937

La séance est ouverte à 15 heures sous la présidence de M Néron vice président de la Commission et en présence de M Chapuis ministre du commerce président de la Commission.

Sont présents MM Néron Jean Bore Abel Lefevre, Tey Riout, Viellard, Lévy, Beaumont, Boufle, Lami, Bonalet, Bachelet, Thireau-Dangin, Delhomme, Chunal, Rogé, Penzoze, Elly, Jacques Benoit, Ulysse Fabre, Bontier.

M Néron félicite M Chapuis de sa nomination et il offre ses vœux les meilleurs pour que le réajustement de toute notre politique commerciale soit rapidement accompli et lui promet que la Commission lui donnera tout son concours pour cette œuvre si nécessaire.

Le projet que M Chapuis vient défendre a déjà été examiné par la Commission en février il comprend des mesures permanentes (mesure de défense contre la concurrence et ratification des conventions commerciales) et des dispositions provisoires (plein pouvoir douaniers).

Il est estimé que M Chapuis fera adopter par la Haute Assemblée ce projet après pour des raisons inconnues en février par elle.



M Chapot ministre du commerce remercie M Néron de ses félicitations. Il n'a accepté d'être ministre qu'à la demande de M. Luchaire en regrettant beaucoup de quitter la présidence de la Commission des Douanes à laquelle il tenait beaucoup. Il y a <sup>énormément</sup> ~~beaucoup~~ de reformes à réaliser.

Comme l'a indiqué M. Néron le projet comprend des dispositions temporaires et d'une partie permanente.

Pour cette dernière l'accord s'étant fait en faveur entre la Commission et elle de la Chambre, il ne semble pas d'ailleurs qu'elle soulève des objections, il est donc inutile de s'y arrêter.

Seuls seront examinés les dispositions provisoires.

L'article 1 a trait aux pleins pouvoirs douaniers demandés à titre exceptionnel. Cette formule ne me paraît pas mauvaise; les raisons qui avaient motivé les projets précédents identiques restent les mêmes. D'ailleurs la plupart des autres gouvernements étrangers ont des armes similaires à leur disposition. En fin de la discussion devant le Sénat avait revêlu une ~~certains~~ <sup>quelques</sup> vaines ~~et~~ provoquée par des déclarations trop vives de certains ministres du dernier cabinet (détente douanière). Les paroles impudences avaient soulevé des objections et amené certains ~~sénateurs~~ à demander que le Gouvernement soit seulement autorisé "à majorer" les droits et non "à les modifier".

À la Chambre la majorité a un dessein conserver le mot "modifier". Pour éviter tout conflit qui provoquerait des retards fâcheux, il faut que la Commission et le Sénat se conçoivent le Gouvernement prend l'engagement de ne réaliser aucune diminution de droits sauf dans des cas tout-à-fait exceptionnels.

Les paragraphes 1, 3 et 4 prévoient que pour les produits agricoles aucune diminution de droits ne sera réalisée; et par produits agricoles il faut entendre ainsi que la préface la tente non seulement ceux qui figurent dans la loi de caducité mais également ceux dont l'énumération sera faite dans un décret rendu en conseil des ministres.

Le paragraphe 5 stipule que les droits sur les produits des pêches maritimes et sur l'iodo ne pourront être diminués.

La question s'est posée de savoir si les pouvoirs financiers ne comprennent pas le plein pouvoir douanier. Il est certain qu'il entraient pleinement dans le cadre du "redressement économique". Mais la durée de ces pouvoirs étant limitée au 31 août, le Gouvernement a préféré faire aboutir le projet douanier en instruisant le Sénat.

Le faisant il donne de garanties au point de vue agricole au Sénat, le projet, la loi sur le plein pouvoir financier permettant de modifier les droits sur tous les produits agricoles ou autres. D'ailleurs cette limitation permettra d'ailleurs au Gouvernement de maintenir ses positions lors de discussions avec les pays étrangers.



Quelle sera notre façon de procéder?

Pour un certain nombre de positions, l'enlèvement des réclamation qui paraissent fondées; pour celles qui ne sont point consolidées, l'ajustement sera facilement réalisé. Quant aux autres positions non consolidées nous les examinerons avec le plus grand soin, mais cette étude nous demandera beaucoup de temps. Pour les positions consolidées nous aurons beaucoup de mal à reprendre notre liberté, il y a des délais à observer et à cet égard la date du 31 janvier nous était absolument nécessaire.

L'art 1 bis (interdiction d'établir sans autorisation législative, le contrôle des changes ou de la circulation de l'or) est l'amendement Bonnel. Il n'a en fait rien de nouveau et il indique seulement que le Gouvernement ne peut toucher librement aux questions monétaires. Nous estimons qu'il vaudrait mieux le désinsérer, il n'est pas ici à sa place. D'ailleurs à partir du 31 août il est bien certain que le Gouvernement ne peut instituer le contrôle des changes sans faire voter une loi. Si cet article est disjoint le projet reviendra devant la Chambre c'est ce que souhaite d'ailleurs le président de la commission des Douanes de la Chambre.

Pour les art 1 et 3 (ratification des décrets) il n'y a pas de difficulté, ils ont été longuement étudiés dans le rapport de M. Néron au mois de février.

Reste certains points litigieux. La disposition qui interdisait au Gouvernement de statuer par voie générale pour éviter le renouvellement de ce qui s'était passé en octobre a été jugée inutile par la Chambre, le fait que la reprendre c'est une marque de confiance à son égard. Je ne procéderai d'ailleurs que par mesure individuelle après avoir examiné chaque position.

Faut-il abroger les décrets d'octobre c'est une question particulièrement délicate. Après mûre réflexion il me semble préférable de les laisser arriver à échéance et ne point les renouveler. Mais à quelle époque doivent-ils devenir caducs? C'est une question que M. Jean Bore devrait examiner dans son rapport. Si je supprimais immédiatement ces décrets j'ai peur de représailles de la part de l'étranger qui traversait annuellement au moment où une dévaluation favorable nos exportations et tend à diminuer nos importations d'objets fabriqués. L'on prendra une décision même en faveur de nos industriels.

Je voudrais que le projet soit voté demain car il est possible que la Chambre se sépare à cette date; la suppression de l'art 1 bis amènerait une nouvelle loi mais elle serait rapide et l'on éviterait des difficultés avec la commission des finances.

M. Lapeyre reprend ensuite à un certain nombre de questions posées par M. Abel Leferre Touchat Jean Bore, Rogé, Bachelot.  
Il revient sur les difficultés que doivent entraîner la suppression immédiate des décrets



8

d'octobre. Il indique qu'il fera voter par la Chambre avant le départ en vacances le projet reprimant le trafic des licences d'importation.

M. Jean Bore Le projet est urgent aussi il ne paraît pas opportun d'amener une nouvelle au sujet de la suppression de l'art 1 bis qui n'a effectivement rien à voir ici. C'est une très grosse question politique qu'il serait malade de renvoyer à la Chambre.

M. Chapuis partage l'avis de M. Jean Bore mais il importe de donner satisfaction à la partie socialiste du ministère qui veut à tout prix cette suppression.

La séance est levée à 14 heures

---

### Séance du vendredi 1<sup>er</sup> juillet 1937

La séance est ouverte à onze heures sous la présidence de M. Néron vice-président de la Commission

Sont présents M. M. Néron, Jean Bore, Abel Lefèvre, Rogé, Bauphe, Harant, Elly, Ulm, Turbat, Bachellet, Toy. Riant, Beaumont.

M. Jean Bore donne lecture de son rapport sur le projet tendant à accorder au Gouvernement le droit de modifier par décret le tarif douanier.

Les dispositions permanentes ne donnent lieu à aucune difficulté; la commission les a adoptées en février.

Pour les autres: à l'art 1 je laisse le mot "modifier" à cause de M. Chapuis. Le reste de cet article donne incontestablement satisfaction à l'agriculture et à l'industrie de la pêche.

L'art 1 bis amendement Laniel ne devrait pas figurer dans ce projet, il y a été introduit par esprit de méfiance vis-à-vis des ministres du cabinet Blum. M. Chapuis qui hier demandait sa suppression, partage aujourd'hui ma manière de voir, le laisse pour éviter une nouvelle avant de prendre une décision. Il y aura bien de connaître à cet égard l'avis de la Commission des finances.

Les autres articles ne soulèvent aucune objection.

Quant à l'opportunité de ce projet, j'approuve entièrement les raisons données hier.



par M Chapal

M Harent accorde une pleine confiance à M Chapal mais il ne peut oublier qu'il y a le conseil des ministres qui peut passer outre les décisions de M Chapal

M Néron voudrait obtenir quelques précisions sur la liste de produits agricoles qui figurent dans le décret prévu à l'art 1.

M Bachelet indique que M Chapal peut ne pas être ministre des commerce jusqu'à la fin de la période des pleins pouvoirs douaniers. Il y aurait peut-être bien également à remplacer le mot "modifier" par un synonyme pour ne pas être gêné vis-à-vis des associations agricoles

M Abel Lafosse souligne que le mot "modifier" permettrait peut-être de négocier certains traités avantageux malgré quelques faibles concessions. Il y aurait-il par là toutfois de ne pas accorder les pleins pouvoirs douaniers jusqu'en 31 janvier

M Boge signale qu'il a reçu de nombreuses demandes pour un vote rapide du projet certains industries sont en péril, il est impossible à la machine parlementaire de voter rapidement les modifications de droits ou une refonte complète du tarif

M Beaumont estime que le projet donne trop rapidement naissance à l'agriculture

M Boge et M Abel Lafosse voudraient une réforme complète du système de distribution des licences

M Jean Bore répondant à ces diverses observations en reconnaissant la valeur, il voit que le vote du projet est un gros danger à courir mais qu'il faut seulement le courir. Si ailleurs jusqu'en mai le silence il n'y a pas de danger. Notre tarif douanier est lamentable et il y a des moyens de le corriger. On fait aucun ministre ne pourra faire une politique de détente douanière

Le rapport de M Jean Bore est adopté à la majorité pour l'art 1 bis la commission lui laisse toute liberté

La séance est levée à midi trente



9

Séance du mardi 6 juillet 1934

La séance est ouverte à 14h15 sous la présidence de M Néron vice-président de la Commission

Sont présents MM Néron, Jean Bon, Toy, Riout, Ulysse Fabre, Elby, Donon, Turbat, Victor Bouché, Chancel, Vieillard, Terlin, Bauphe, Loutier, Beaumont, d'Andlau, Bachelot, Ulmer, Jean Lemaître, Camé, Bonvallet, Capus, Moise Levy, Naudin, Thureau-Dangin, Loutier

M Néron souhaite la bienvenue à M Terlin nouveau membre de la Commission

M Donon propose d'élire comme président de la Commission par acclamations M Néron qui a une compétence toute particulière en matière domaniale et qui a toujours suivi de très près les travaux de la Commission

M Néron se déclare très flatté de l'honneur qui lui est fait mais il ne peut accepter une telle fonction toute son activité est absorbée par la présidence du groupe forestier. Seul mieux que le rapporteur général de la Commission M Jean Bon ne remplirait mieux cette charge, il a d'ailleurs été déjà président de la Commission des Domaines de la Chambre

M Jean Bon est élu à l'unanimité président

Il remercie ses collègues et déclare que cette place revenait de droit à M Néron dont toute la pensée après la compétence, la modestie et le désintéressement. Il indique qu'il a concentré son activité au parlement sur l'étude des questions économiques. Notre économie nationale est dans un état désastreux. Il demande à tous une grande activité

Sur la proposition de M Jean Bon à l'unanimité sont nommés  
rapporteur général M Abel Lefevre  
secrétaire M Toy-Riout

La séance est levée à 18h15



Séance du mercredi 14 novembre 1934

La séance est ouverte à 14 heures sous la présidence de M. Jean Bore président de la Commission

Sont présents MM Jean Bore, Abel Lefevre, Néron, Chanaï, Rogé, Loutier, Ulysse Fabre, Thureau.  
Rangin, Turbat, Loutier  
Absents M. Vielland

M. Bore qui préside pour la première fois la commission indique qu'il compte sur la concours de tous les membres pour mener à bien une tâche particulièrement pénible

Il est ensuite procédé aux attributions des rapports suivants

- n° 346 - 1934 Tarification douanière des foudres et vases (dents du 31 décembre 1936) M. Abel Lefevre
- n° 347 - " des instruments de musique (dents du 31 décembre 1936) M. Abel Lefevre
- n° 66 - Lettres franco-suisses du 13 avril 1936 et tarification douanière de certains compteurs électriques M. Baupé
- n° 55 - Contingentement de certaines marchandises agricoles (dents du 30 juin 1936) M. Beaumont
- n° 56 - Droits de douane applicables aux lièges, mûlles et pain d'épice (dents divers) M. Loutier
- n° 20 - Divers dents concernant la prohibition de sortie et la droits de sortie M. Néron
- n° 94 - Avenant franco-grec du 16 mars 1934 M. Abel Lefevre
- n° 313 - Contingentement de conserves de poissons (dents 17 mars 1934) M. Rogé
- n° 315 - Taxes de licence sur conserves de sardines et crustacés comestibles (dents 12 mars 1935) M. Rogé
- n° 135 - Quatre délibérations sur le régime douanier colonial M. Abel Lefevre
- n° 413 - Importation d'articles de verrerie en Indochine M. Naudin
- n° 383 - Martinique. Machines à coudre M. Naudin
- n° 137 - Conserves de viande en Nouvelle-Calédonie M. Bachelot
- n° 444 - Pommes de terre en Nouvelle-Calédonie M. Abel Lefevre
- n° 564 - Indochine. Café M. Rogé

M. Abel Lefevre donne lecture de son rapport sur le projet tendant à ratifier le dent du 31 décembre 1936 portant modification du régime douanier des accélérateurs de vulcanisation  
Le rapport est adopté par la Commission

M. Bore fait approuver le rapport de M. Vielland sur le projet tendant à ratifier le dent du 30 décembre 1933 relatif à l'importation de certaines marchandises étrangères

M. Turbat demande à intervenir au nom de la commission pour soutenir devant le Parlement son rapport sur le projet ratifiant le dent du 31 mars 1936 modifiant la taxe d'importation



11

il indique l'observation qu'il compte présenter en séance  
La Commission l'autorise à parler en son nom

M. Abel Lefevre et Turbat donne lecture d'une protestation de la Confédération générale de producteurs de  
fruits qui s'élève contre les accords récents passés avec l'Etat-Uni qui ont permis  
l'importation massive des pommes et poires américaines

Après une intervention de M. J. Bore qui insiste sur la nécessité de mieux présenter les fruits français  
il est décidé que cette question sera étudiée lors de la discussion du projet approuvant  
ces accords

M. Bachelet voudrait que l'Agriculture soit représentée à la Commission de révision douanière  
M. J. Bore fait observer que cette question ressort du domaine de la Commission de  
l'Agriculture

La séance est levée à dix-huit heures

---

### Séance du 4 décembre 1934

La séance est ouverte à seize heures sous la présidence de M. Jean Bore  
président de la Commission

Sont présents MM. Jean Bore, Berlin, Naudin, Carré, Bouvalet, Abel Lefevre, Denoze, Rogé,  
Lévy, Harent, Delhomme, Ulmo.  
Excusés MM. Neron et Bauphe

M. Naudin lit au nom de M. Bauphe le rapport sur le projet tendant à approuver l'échange de  
lettres du 23 avril 1936 entre la France et la Suisse au sujet de la tarification douanière  
de certains courants électriques et à ratifier le décret du 19 juin 1936 modifiant la  
tarification douanière de certains courants électriques.

M. Bauphe est autorisé à déposer son rapport devant la Haute Assemblée en la  
modifiant légèrement le texte de l'exposé des motifs sur observation de MM. Jean  
Bore et Abel Lefevre



M. Naudin fait approuver deux rapports sur

- 1° le projet ayant pour objet de ratifier le décret du 8 août 1935 fixant le régime douanier des machines à coudre à la Martinique
- 2° le projet ayant pour objet de ratifier le décret du 21 juillet 1936 fixant le régime douanier de la verrerie en Indochine

M. Abel Lefevre donne connaissance de son rapport tendant à ratifier le décret du 31 décembre 1936 portant modification de droit de douane applicable à certains instruments de musique

2° de son rapport tendant à ratifier le décret du 31 décembre 1936 modifiant la tarification douanière afférente aux foudres et vus

M. Rogé indique qu'il ne peut rédiger les rapports qui lui ont été confiés sur le projet concernant la protection douanière de produits de la pêche faute de documentation suffisante

M. J. Bou s'autorise à demander au ministre de la marine marchande au nom de la commission toute renseignements nécessaires à ses diverses études

M. Haremb attire l'attention de la commission sur le projet du gouvernement ayant pour but de faire supporter la taxe à la production aux peaux de lapin préparées, ce qui amènerait l'effacement des marchés de cette marchandise et entraînerait une réduction considérable de ses exportations de ce produit (actuellement près de 100 millions)

M. J. Bou lui promet que la commission examinera cette question lors du vote de la loi de finances la même visant également d'autres produits. Mais d'ici là il va écrire à ce sujet au ministre du commerce et au ministre des finances

La séance est levée à 14 heures 30

---



15

Séance du 23 décembre 1954

---

La séance est ouverte à onze heures sous la présidence de M. Jean Boss, président de la Commission.

Sont présents MM. Jean Boss, Neron, Abel Lefevre, Charal, Turbat, Naudin, Beaumont, Thureau, Dangin, d'Andlau, Baugle, Bourtier.

M. Neron donne lecture de son rapport sur le projet de loi tendant à ratifier divers décrets concernant la prohibition de sortie et le droit de sortie.

M. Beaumont attire l'attention de la commission sur les exportations de peaux de mouton et M. Abel Lefevre sur le droit de sortie de métaux.

La commission adopte ensuite le rapport de M. Neron.

M. Abel Lefevre fait adopter son débat.

1° Son rapport sur le projet de loi tendant à ratifier quatre délibérations prises par le conseil local de colonie.

2° Son rapport sur le projet de loi tendant à ratifier le décret du 8 septembre 1956 modifiant le régime douanier des pommes de terre importées en Nouvelle-Calédonie.

M. Abel Lefevre fait connaître à la commission la conclusion de son rapport sur le projet de loi tendant à l'approbation du protocole du 16 mars 1956 additionnel à l'accord commercial franco-hellénique du 7 mars 1951.

La commission l'autorise à le déposer sur le bureau du Sénat et le prie de le développer largement à la tribune.

M. J. Boss indique qu'il serait peut-être desirable de grouper dans un même ordre du jour du Sénat le divers accord commerciaux pour permettre d'instituer un très large débat sur notre politique économique.

M. Abel Lefevre fait observer qu'à l'heure où cette suggestion peut paraître excellente mais qu'à fait elle entraînerait beaucoup plus la ratification de certains accords.

M. Beaumont est autorisé à déposer son rapport sur le projet de loi ayant pour objet de ratifier le décret du 30 juin 1956 réglementant l'importation de



de certaines marchandises agricoles; à la demande de certains membres de la commission il devra cependant apporter certaines modifications.

M. BOUTIER donne lecture de son rapport sur le projet de loi tendant à ratifier des décrets qui ont modifié des droits de douane applicables aux lièges, aux malts et aux pains d'épices

La séance est levée à midi quinze

---

Séance du 18 janvier 1938

La séance est ouverte à seize heures sous la présidence de M. Jean Bass  
président de la commission

M. Bass présente MM. Jean Bass, Turbat, Naudin, Bachelet, Elby, Lévy, Néron  
Abel Lefevre

M. Jean Bass donne lecture du rapport de M. Léon Bernard sur le projet de loi tendant à ratifier le décret du 10 juillet 1936 relatif au régime douanier des limonades en Indochine



15

SÉNAT

République Française

Secrétariat Général  
de la Questure

Le 15 Janvier 1938

C O N V O C A T I O N

-----

Monsieur le Sénateur,

La Questure du Sénat a l'honneur de vous informer que la  
COMMISSION DES DOUANES, dont vous êtes membre, se réunira le

MARDI 18 JANVIER 1938

à 16 HEURES

LOCAL DE LA COMMISSION

ORDRE DU JOUR :

- I - Projet de loi tendant à ratifier le décret du 30 juin 1936 qui a modifié le régime douanier du matériel de reproduction des photographies (Sénat 1937-n°615) - (M. ABEL LEFÈVRE).
- II - Projet de loi tendant à ratifier le décret du 10 juillet 1936 relatif au régime douanier des limonades en Indochine (Sénat 1937 - n°667) - (M. Léonus BENARD).
- III - Proposition de loi tendant à augmenter les droits de douane sur certaines catégories de conserves de légumes (Sénat 1933-n°381) - (Question préalable).
- IV - Proposition de loi tendant à étendre le régime de l'admission temporaire aux graisses animales oléoc-margarines ... destinées à entrer dans la fabrication de l'acide oléique de l'acide stéarique ... (Sénat 1934-n°602) - (Question préalable).
- V - Proposition de loi tendant à transformer les droits de douane ad valorem applicables aux articles 634 ter A en droits spécifiques (instruments de dessin). (Sénat 1934 nos 437, 446 et 1936 n°585) - (Question préalable).
- VI - Proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rapporter les réductions des droits de douane et de taxes de licences prévues le 2 octobre 1936 (Sénat 1937-n°274) - (Question préalable).
- VII - Questions diverses.



Séance du 16 janvier 1938

La séance est ouverte à quatorze sous la présidence de M. Lévy, doyen d'âge.

Sont présents MM. Levy, Delhoume, Boufle, Néron, Jean Boss, Abel Lefevre, Chaval, Mendin, Bouge, Beaumont, Bachelot, Turbat.

M. Lévy, doyen d'âge, après le compliment d'usage, invite la commission à élire son bureau pour 1938.

Le Bureau est réelu à l'unanimité par acclamations.  
Il sera donc ainsi constitué:

Président M. Jean Boss

Vice-présidents MM. Néron et Chaval

Secrétaires MM. Bouge et Toy. Riout

Rapporteur général M. Abel Lefevre

M. Jean Boss remercie très vivement ses collègues, comme par le passé il continuera le meilleur de lui-même à la commission et il demande à tous ses collègues de collaborer avec lui pour mener à bien la lourde tâche que la commission aura à remplir. Il faut à tout prix redonner le développement de notre balance commerciale.

Il souhaite en terminant la bienvenue à MM. Ostermann et Lereu.

La séance est levée à quinze heures

---



17

Séance du jeudi 10 mars 1938

La séance est ouverte à quatorze heures quinze sous la présidence de M Néron  
vice-président de la Commission

Sont présents MM Néron, Chaval, Naudin, Siry, Leret

M Néron expose M Jean Boss que les affaires pressantes retiennent à Niamey

M Naudin donne lecture de deux rapports

Le premier sur le projet de loi tendant à ratifier le décret du 10 juillet 1936 prescrivant  
pour un an les dispositions du décret du 30 avril 1935 fixant le statut  
douanier temporaire sur certains produits et dérivés d'animaux en  
Nouvelle-Calédonie

L'autre sur le projet de loi tendant à ratifier le décret du 13 mars 1935 rejetant  
une délibération de la Réunion relative au régime douanier de bœufs  
et de viandes

La commission adopte ces deux rapports sans discussion.

La séance est levée à quinze heures

---



Séance du mercredi 13 mars 1938

La séance est ouverte à dix heures sous la présidence de M. Ulmus le doyen  
des membres présent à l'ouverture de la séance

Sont présents: MM Fouilloux, Paris, Bachelot, Ulmus, Chanaud Beaumont, Thureau, Dangein  
absents: MM Jean Boss, Neron, Rogé, Turbat, Ostermann

M Bachelot donne lecture des trois rapports

Le premier de M Turbat sur le projet ayant pour objet de ratifier le  
décret du 31 juillet 1936 relatif aux taxes auxquelles sont assujettis les  
importations de produits d'œufs séchés et congelés.

La commission adopte ce rapport après une brève discussion mais sur  
reçu d'une légère modification pour tenir compte d'un décret de janvier 1938  
qui a modifié la tarification des bœufs et pour demander un contrôle au point  
de vue hygiène de ce produit

Le second de M Rogé sur le projet de loi portant ratification du décret du  
16 janvier 1936 ayant pour objet le contingentement de l'importation de viandes  
MM Paris Ulmus et Bachelot ayant formulé quelques observations, le  
rapport est approuvé

Le troisième de M Rogé sur le projet tendant à ratifier le décret du 3 octobre  
1936 relatif au régime douanier des cafés et térébinthes,  
il est adopté sans discussion

M Beaumont signale à la commission que les chèvres de boucherie font actuellement  
déficit et qu'il y aurait lieu de prendre des mesures urgentes pour  
alimenter la boucherie descoline, il faudrait notamment obtenir des dérogations  
pour les périodes <sup>ou notre pays</sup> ne peut fournir ces animaux. Il signale que les cornes  
sont sensiblement élevés

MM Bachelot et Thureau. Dangein ajoutent que les prix ne sont que très modérément élevés

Après une brève discussion, la commission charge son secrétaire de  
lui fournir à cet égard une documentation précise

La séance est levée à midi



Séance du mardi 7 avril 1938

La séance est ouverte à 14 heures 15 sous la présidence de M. J. Boss  
président de la Commission

Sont présents MM Jean Boss, Néron, Chandel, Caumont, Turbat, Jacques Benoit, Fauriol, Lericq, Baupré, Thureau, Dangein, Levy, Bachelot, Ulmer.

M. Jean Boss présente à la Commission deux exposés  
le premier sur l'usage fait par M. Chapsal ministre du commerce  
des pleins pouvoirs douaniers accordés au Gouvernement par la loi du 9 juillet 1937  
le second sur le commerce intérieur de la France pendant les deux premiers  
mois de 1938

# I EXPOSE DU PRESIDENT

SUR L'USAGE FAIT PAR M. CHAPSAL, MINISTRE DU COMMERCE,  
DES PLEINS POUVOIRS DOUANIERS ACCORDES AU GOUVERNEMENT  
PAR LA LOI DU 9 JUILLET 1937.

## Etat de la protection au début de juillet 1937.

Ainsi que vous vous en souvenez, Messieurs, lors de la dévaluation de fin septembre 1936, le Gouvernement de M. BLUM considérant que la diminution de la parité du franc avait eu pour résultat de relever les prix étrangers exprimés en monnaie nationale et par conséquent de réduire l'activité de la concurrence étrangère, avait estimé qu'il convenait d'abaisser les droits de douane afin d'éviter la hausse des prix intérieurs. En conséquence, un décret en date du 2 octobre réduisit d'une façon générale les droits d'importation de 20 % pour les matières premières, de 17 % pour les objets semi-ouvrés et de 15 % pour les objets fabriqués.

Mais, ce faisant, il n'avait pas été tenu compte de l'influence que l'incorporation des réformes sociales pouvait avoir sur les prix intérieurs français; <sup>or</sup> il apparut à l'expérience que dans de très nombreux cas ces réformes avaient absorbé, et au-delà, la marge bénéficiaire de la



dévaluation et que par conséquent cette réduction générale de droits était inopportune. Il s'ensuivit que, si sur certains points notre tarif restait suffisamment protecteur, il n'en était pas de même, tant s'en faut, à l'égard de tous les produits. On assista ainsi, entre novembre et juillet 1937, à un afflux considérable de produits étrangers qui mit en péril de nombreuses industries nationales et contribua à aggraver le chômage dans notre pays.

Cet état de choses amena le Parlement, et notamment votre commission, à réclamer à plusieurs reprises, outre l'abrogation des dispositions du décret du 2 octobre, des relèvements de droits substantiels.

Toutefois, le Gouvernement de M. BLUM ne disposant pas, pendant le premier semestre 1937 du pouvoir de modifier le tarif par décrets, aucune mesure de ce genre ne fut prise jusqu'au mois de juillet. Sans doute, ce gouvernement aurait-il pu, par la procédure normale des projets de lois, revenir sur les mesures si inopportunes prises en octobre 1936, et même relever la protection des industries les plus menacées, mais il ne jugea pas à propos de faire la moindre tentative dans ce sens. La situation ne fit donc qu'empirer de mois en mois pour devenir véritablement inquiétante en juillet 1937. C'est ainsi par exemple que les importations de sacs de jute vides étaient passées pour le 1er semestre de 1.140 quintaux en 1936 à 51.652 quintaux en 1937. De très nombreux autres cas d'accroissements d'importations véritablement catastrophiques pouvaient être constatés.

° ° °



Usage fait des pouvoirs douaniers.

Devant cette situation, le premier soin de mon éminent prédécesseur M. CHAPSAL, fut de demander au Parlement le pouvoir de modifier le tarif douanier par décrets, par un projet de loi dont les principales dispositions n'étaient que la reproduction d'un texte antérieur dû à l'initiative de M. CHAPSAL alors Président de notre Commission. Cette délégation ne fut accordée au Gouvernement ainsi que le spécifièrent presque tous les orateurs au cours de la discussion qu'en considération de la personnalité de M. CHAPSAL, dont chacun tint à souligner la haute compétence en matière économique.

Ces pouvoirs furent utilisés, en premier lieu, à revenir sur la diminution générale réalisée le 2 octobre 1936, conformément à la proposition de résolution que le Sénat avait adoptée sur l'initiative prise par notre Rapporteur Général M. Abel LEFEVRE. C'est ainsi qu'un décret du 8 juillet (complété par un second décret du 8 septembre) est venu relever de 13 ou de 14 %, suivant le cas, les différents droits de notre tarif douanier.

Cette première réforme réalisée, il était indispensable de procéder en outre à l'ajustement de très nombreux droits qui restaient insuffisamment protecteurs, ainsi qu'en témoignait l'accroissement considérable de nos importations d'objets fabriqués qui étaient passé de 1.747 millions pendant



le 1er semestre de 1936 à 3.070 millions pendant la même période de 1937, soit un accroissement de 76 % alors que l'augmentation de valeur résultant de la dépréciation de 30 % de la parité du franc n'aurait dû être que de 42 %.

Afin d'accélérer ce travail de revision du tarif douanier, M. CHAPSAL décida de le faire effectuer par une commission spéciale composée uniquement des Directeurs du Ministère du Commerce, du Directeur Général des Douanes et d'enquêteurs techniques, dont il tint à diriger personnellement tous les travaux.

Grace à l'impulsion énergique et éclairée de son Président, cette Commission qui prit le nom de "Délégation pour la Révision du tarif" <sup>put</sup> ~~put~~, à raison de deux ou trois séances par semaine, procéder à une révision de la totalité des postes du tarif et terminer complètement ses travaux la veille même de la constitution du second Ministère de M. Chautemps.

Pour l'accomplissement de ce travail, M. CHAPSAL a écarté toute théorie préconçue. Il s'est attaché à rechercher, pour chaque cas, quelles étaient les mesures qu'il était le plus opportun de prendre en considération de la situation particulière de l'industrie étudiée, des formes de la concurrence étrangère et des stipulations de nos accords commerciaux. C'est ainsi que, malgré les inconvénients que peut présenter le contingentement, le Ministre du Com-



merce n'a pas hésité, dans certains cas, à recourir à cette mesure.

Quant aux ajustements des droits, ils ont été calculés de façon à compenser aussi exactement que possible les différences existant entre les prix de revient français et étrangers et leur application a été conduite avec le souci de ménager, dans toute la mesure du possible, les engagements pris dans nos accords, qui ont pu dès lors être intégralement maintenus.

46 décrets portant modifications de droits de douane sont ainsi intervenus, en vue d'améliorer la protection sur 1350 positions de notre tarif, correspondant à plus du tiers de nos importations d'objets fabriqués.

°  
° °

#### Les résultats obtenus.

Cette révision accomplie sans désespérer avec la ténacité et la haute compétence que nous connaissons à notre éminent collègue M. CHAPSAL a permis de faire obstacle à l'envahissement de notre marché.

Si l'on compare en effet nos achats pendant les premiers trimestres de 1937 et de 1938 et si l'on convertit ces chiffres en francs 1928, on constate que notre importation d'objets fabriqués s'est réduite d'une année à l'autre de 1.030 millions à 819 millions, accusant ainsi une réduction en valeur or de 30 %. Nos importations d'objets fabriqués ont donc été ramenées à un niveau comparable à celui qu'elles avaient pendant le



premier trimestre de 1936 (866 millions) et nettement inférieur à leur niveau de 1935 (914 millions).

Il convient de remarquer au surplus que pendant le même temps notre exportation des mêmes objets fabriqués accusait une progression assez faible sans doute mais sensible cependant.

Ainsi donc le but poursuivi s'est trouvé pleinement atteint et cela sans dénonciation de nos accords commerciaux ni réduction appréciable des avantages consentis à notre exportation. Si l'on considère le nombre considérable des productions agricoles et industrielles qu'il a fallu protéger, on comprend l'habileté, la science et l'esprit de mesure qu'il a fallu apporter dans la réalisation des mesures dont il s'agit pour éviter de provoquer de la part des pays étrangers des réactions préjudiciables à notre économie.

Telle est, Messieurs, l'oeuvre remarquable réalisée par M. CHAPSAL et qui démontre qu'en matière de commerce extérieur, un travail véritablement utile ne peut être accompli qu'avec un sens aigü des réalités, une connaissance parfaite du mécanisme de la protection douanière et de ses incidences.

Je suis persuadé, mes chers Collègues, que vous tiendrez à rendre hommage une fois de plus à la haute compétence de notre ancien Président et à son grand dévouement à la cause de l'économie française.

M. Néron, Vice-Président, M. Abel Lefèvre, Rapporteur Général, MM. Elby, Rogé, Toy-Riont et plusieurs autres membres demandent que le Président mette aux voix une adresse de félicitations à M. Chapsal. Ce vœu est adopté à l'unanimité des membres de la Commission.



II

N O T E

AU SUJET DU COMMERCE EXTERIEUR DE LA FRANCE PENDANT LES DEUX PREMIERS  
MOIS DE 1938

---

Messieurs,

Il m'a paru intéressant que votre Commission se réunisse chaque mois en vue d'examiner les derniers résultats statistiques de notre commerce extérieur.

Une étude attentive et suivie de l'évolution de nos échanges doit nous permettre en effet de vérifier plus utilement l'opportunité des dispositions prises par le Gouvernement et d'assurer, sur ces mesures, le contrôle qui nous est imparti.

Aussi, à la veille de la publication des résultats du commerce extérieur du mois de mars, m'a-t-il paru opportun que nous jetions un coup d'oeil sur la façon dont s'est comporté notre commerce pendant les deux premiers mois de 1938.

Les résultats totalisés de janvier et de février démontrent que notre importation en provenance des pays étrangers s'est élevée à 6.136 millions contre une exportation de 3.542 millions. Le rapport de nos ventes à nos achats à l'étranger s'établit ainsi à 58 %, alors que pendant les deux premiers mois de 1937 ce rapport n'était que de 44 %.

Cette constatation constituerait un indice satisfaisant si l'on n'observait que les mois de janvier et de février 1937, pris comme période de comparaison, ont été les plus défavorables que nous ayons connus.



D'autre part, l'évolution de notre commerce extérieur a été très différente suivant que l'on considère le mois de janvier ou le mois de février de cette année: alors qu'en janvier 1938 la tendance à l'amélioration qui s'était manifestée depuis le mois de septembre 1937 s'était poursuivie, en février, au contraire, on observe un accroissement du déficit résultant d'un fléchissement de l'exportation de 101 millions et une augmentation de nos importations de 178 millions.

De ce fait, le rapport de nos ventes à nos achats qui atteignait 61 % en janvier 1938 s'abaissait à 54 % seulement en février. Cette évolution regrettable mérite qu'on en recherche les causes et nous allons examiner maintenant comment se sont modifiés, pendant ce second mois, d'une part nos courants d'importations étrangères et, d'autre part, nos ventes dans les autres pays.

#### IMPORTATIONS EN PROVENANCE DE L'ETRANGER

Importations de février 1938: 3.157 millions de francs.

Importations de janvier 1938: 2.979 millions de francs.

Nos importations se sont donc accrues de 177,7 millions de francs. Cet accroissement de 6 % en valeur se trouve confirmé par une augmentation de 5 % des tonnages importés.

Les 3 grandes catégories de produits importés se révèlent en hausse; cette augmentation semble cependant présenter un caractère saisonnier en ce qui concerne les objets fabriqués et les produits alimentaires.



2X

- 3 -

Matières nécessaires à  
l'industrie..... hausse de III,9 millions de frs, soit 5,5 %  
Objets fabriqués..... hausse de 49 millions de frs, soit 9 %  
Objets d'alimentation. hausse de I6,8 millions de frs, soit 6 %

Matières nécessaires à l'industrie -

En décembre 1937, nos achats de matières premières avaient pris une ampleur exceptionnelle, qui nous semblait avoir un caractère spéculatif. En janvier, par contre, nos achats s'étaient réduits de 11 %. Les statistiques de février accusent une reprise de nos importations de matières premières, supérieures de III,9 millions de francs à celles du mois précédent. A cet accroissement de 5 % en poids correspond une hausse de 4 % des tonnages importés.

Nos achats de combustibles accusent une hausse de 57,8 millions de francs. Il convient cependant de remarquer que nos importations de houille en février ne dépassent guère le chiffre de janvier, en notable réduction sur le niveau moyen de nos achats de charbon en 1937. Il semble que cette diminution de nos importations de houille corresponde d'une part à l'accroissement de notre production houillère à la fin de 1937 et, d'autre part, au fléchissement de l'activité industrielle constaté en janvier.

On remarquera d'autre part un important accroissement de nos achats de métaux (hausse de 54,1 millions), et de pâtes de cellulose (hausse de I5,9 millions).

Objets fabriqués -

Il ne semble pas que l'on doive s'inquiéter outre mesure que l'accroissement de nos achats d'objets fabriqués soit de 9 % par rapport au mois précédent.



On constate en effet que cette hausse porte à peu près uniquement sur nos achats de produits chimiques, supérieurs de 41 millions de francs et de 39 % en poids à ceux du mois précédent. Il semble que cette hausse soit le résultat de la coexistence de deux mouvements saisonniers: la campagne d'engrais s'est ouverte le mois dernier et nos achats de produits de distillation du goudron de houille (brais, benzols, etc...) s'accroissent généralement à cette époque de l'année.

Par contre, dans les autres rubriques, on constate une remarquable stabilité de nos achats.

Objets d'alimentation -

L'accroissement de nos importations de produits alimentaires est nettement saisonnier.

EXPORTATIONS A DESTINATION DE L'ETRANGER.

Exportations de février 1938: 1.720 millions de francs.

Exportations de janvier 1938: 1.821 millions de francs.

Nos ventes en février sont donc inférieures de 101 millions de francs, soit de 5,5 % en valeur à celles de janvier. La diminution des tonnages exportés est plus considérable; elle dépasse 18 % et provient surtout de la réduction de nos ventes de minerais et métaux. La tendance favorable qui se manifestait en janvier ne s'est donc pas confirmée. Il ne semble pas que la hausse des prix français pendant les deux derniers mois puisse être tenue pour responsable de ce nouveau fléchissement de nos ventes. L'in-



dice S.G.F. des prix de gros des produits nationaux a en effet fort peu varié de décembre à février.

La baisse porte inégalement sur les 3 grandes catégories de marchandises.

Matières nécessaires à l'industrie -

La cote de nos ventes de matières premières n'apparaît pas immédiatement lorsqu'on examine la valeur des marchandises exportées pendant les deux derniers mois. Nos ventes en février ne sont en effet inférieures que de 20,9 millions de francs, soit de 3 %, à celles de janvier. Par contre, en quantités, on constate une baisse de 19,5 %. La contradiction apparente de ces deux résultats provient de ce que les sorties en février de perles fines et pierres gemmes dépassent de 124 millions de francs celles du mois précédent. Si l'on élimine ces articles, la réduction de nos ventes se chiffre à 145 millions de francs, soit 18 % en valeur.

Nos ventes de minerais et métaux ont particulièrement diminué.

On constate par ailleurs une diminution de nos ventes dans la plupart des catégories qui, en janvier, s'étaient révélées en progrès: combustibles, résineux, peaux et pelleteries. Nos ventes de matières textiles diminuent également.

Objets fabriqués -

Nos ventes de produits finis qui, en janvier, avaient augmenté de 115 millions de francs diminuent en février de 50



millions de francs, soit de 6 % en valeur. Cependant les tonnages exportés augmentent de 7 %; cet accroissement en quantités est imputable aux produits chimiques.

La plupart des catégories accusent un certain fléchissement qui, bien que de faible amplitude, révèle cependant une fâcheuse tendance. C'est ainsi que nos exportations de fils et tissus diminuent de 18,6 millions, que celles de produits mécaniques se réduisent de 10,6 millions et celles d'objets d'art et de luxe de 6 millions. Nos ventes de produits chimiques s'accroissent de 10 % en poids, tandis qu'en valeur elles diminuent de 10 millions de francs.

#### Objets d'alimentation -

La réduction de nos exportations de produits alimentaires est saisonnière et d'amplitude normale.

#### CONCLUSIONS.

De l'étude qui précède, il résulte que:

1°) Le déficit de nos échanges avec l'étranger en février dépasse de 279 millions de francs celui constaté en janvier. De même, le rapport de nos exportations à nos importations étrangères tombe de 61 % à 54 % seulement.

2°) Nos importations accusent une progression imputable surtout à l'accroissement de la demande des matières premières. Cette augmentation correspond, semble-t-il, aux inquiétudes suscitées par la situation financière et le désir des indus-



triels et des commerçants de se couvrir en marchandises.

3°) Nos exportations de matières premières accusent de leur côté un certain fléchissement qui paraît dû également à l'inquiétude financière, les commerçants et industriels préférant ne pas échanger leurs marchandises contre des francs dont ils ignorent quelle sera la valeur dans les semaines à venir.

4°) Enfin, nos ventes d'objets fabriqués accusent, par rapport au mois de janvier, un fléchissement de 50 millions retombant ainsi, malgré la hausse des prix intérieurs, au niveau qu'elles présentaient en octobre 1937.

Ces différentes constatations font ressortir l'atmosphère d'inquiétude dans laquelle se trouve actuellement l'économie française. Le fléchissement de nos exportations d'objets fabriqués souligne d'autre part l'insuffisance de notre production à un moment où cependant l'état de nos prix vis-à-vis de l'étranger permettrait une reprise de nos ventes à l'extérieur. Il apparaît donc plus que jamais indispensable de prendre les mesures qui s'imposent pour ramener dans notre pays la confiance financière dans une atmosphère de reprise du travail et de la production.

M Abel Leveau fait adopter un rapport sur le projet de loi tendant à ratifier le décret du 20 juin 1937 qui a réglé l'importation de certains instruments de musique

M Néron donne lecture de son rapport sur le projet tendant à ratifier le décret du 23 mars 1937 qui a réglé l'importation de bas et chaussettes de coton

Après observation de M Abel Leveau la Commission autorise M Néron à déposer son rapport sur le bureau de la Haute Assemblée

La séance est levée à dix-neuf heures



Séance du jeudi 4 avril 1938

La séance est ouverte à dix-sept heures sous la présidence de M. Jean Bore  
président de la Commission

Sont présents M. Jean Bore, M. Chancel, Berlin, Beaumont, Bachellet, Ulmo, Elly,  
Abel Lefevre, Bery, Cantier, Rogé, Ulysse Fahn, Bonties

M. Jean Bore fait l'examen des projets financiers du gouvernement

Les projets financiers que le Gouvernement vient de présenter à la Chambre tendent à lui accorder, "jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 1938, les mesures qu'il juge indispensables pour faire face aux nécessités de la défense nationale, protéger l'encaisse de la Banque de France, redresser les finances et l'économie de la nation".

Dans un exposé des motifs abondamment développé, le Gouvernement a précisé quel était notamment l'usage qu'il entendait faire de ces pouvoirs. Cet exposé, qui comprend d'une part des considérations sur la situation actuelle et sur les problèmes nationaux qui se posent, indique d'autre part les mesures d'application qui sont envisagées du point de vue :

- 1° du budget et de la trésorerie;
- 2° du crédit et de la monnaie;
- 3° de l'économie et de la politique sociale.

° °

Le redressement économique.

Aux termes de l'exposé des motifs, l'accroissement du re-



- 2 -

venu national indispensable à l'équilibre budgétaire "est lié  
"au rétablissement de l'économie, c'est-à-dire au développement  
"de la production. Il a pour condition la renaissance de l'es-  
"prit d'entreprise et implique l'amélioration de l'outillage na-  
"tional. En d'autres termes, il demande une contribution active  
"et sans réserve du capital. Il exige aussi de la part des tra-  
"vailleurs une volonté de collaboration et des efforts dont la  
", "justice et le progrès social sont le prix légitime".

Nous relevons plus loin que :

"On doit prévoir également que l'accélération des fabrica-  
"tions de guerre se traduira par une augmentation du volume  
"global des salaires et des traitements distribués: il en résul-  
"tera une demande accrue d'objets de consommation. Pour y faire  
"face, les industries intéressées seront amenées à développer  
"leur outillage et à embaucher de la main-d'oeuvre donc à ré-  
"sorber le chômage total ou partiel de la profession.

"On peut admettre encore que ces mesures ne suffisent  
"point à faire face aux besoins de la consommation et que la  
"production, même organisée selon les méthodes modernes, demeure  
"inférieure à la demande. Dans ce cas et pour éviter une hausse  
"des prix, une extension de la durée du travail deviendrait né-  
"cessaire. Celle-ci ne pourrait être décidée qu'autant que le  
"chômage aurait disparu dans la branche considérée et que, d'une  
"manière générale, le nouveau statut du travail dûment complété



"aurait donné aux travailleurs les garanties de sécurité auxquelles ils ont droit".

Nous ne pourrions évidemment que donner notre approbation à des mesures tendant à développer l'esprit d'entreprise et d'autre part à "améliorer le volume de la production". Mais il convient d'observer que le développement de l'esprit d'entreprise ne pourra se produire que dans la mesure où les chefs de ces entreprises seront assurés de ne pas voir leur autorité contestée et leurs efforts constamment entravés par des arrêts du travail. Il est bien certain en effet qu'industriels et commerçants ne peuvent faire des projets ou envisager un progrès de leur fabrication ou de leurs affaires s'ils ne sont pas assurés de pouvoir tenir leurs engagements dans les délais prévus et aux conditions de prix fixées par leurs contrats.

Il ne suffit donc pas de demander au capital "une contribution active et sans réserve", il faut créer le climat qui lui permettra de répondre à cette demande. Or, il ne semble pas que la création de ce climat soit favorisée, ni par les mesures financières qui tendent à inciter à la thésaurisation et par conséquent à limiter encore l'investissement des capitaux dans les entreprises, ni par une politique économique et douanière qui risque, ainsi que nous le verrons, de provoquer des représailles des pays étrangers et par conséquent la



réduction de nos exportations.

Quant au paragraphe relatif à l'extension de la durée du travail, il s'accompagne malheureusement de telles restrictions qu'il est permis de se demander si cette mesure pourrait recevoir une application. On note en effet que cette extension ne pourra être décidée qu'autant que le chômage aurait disparu de la branche considérée. Or, il est permis d'observer que malgré la mise en application de la semaine de 40 heures qui devait faire disparaître le chômage dans toutes les branches de l'industrie, puisque son application devait mathématiquement nécessiter l'embauchage d'un nombre d'ouvriers très supérieur à celui des chômeurs existants, l'effectif des sans-travail est resté sensiblement le même qu'en 1936. Il y aura toujours en effet des chômeurs qui pour des raisons de convenances personnelles se refuseront par exemple à changer de résidence pour occuper l'emploi qui leur est offert et l'on pourra toujours discuter sur le point de savoir si le chômage a ou non complètement disparu dans telle ou telle branche de la production.

Il convient de souligner enfin que la remise en marche de l'économie doit, d'après l'exposé des motifs, être provoquée par l'augmentation du volume global des salaires et des traitements distribués à la suite de l'accélération des fabrications de guerre. C'est là une nouvelle application de la théorie de l'augmentation du pouvoir d'achat des masses dont



l'expérience en 1936 n'a pas donné les résultats escomptés.

Ces considérations d'ordre général, Messieurs, relèvent sans doute plus de l'économie générale que de la matière douanière proprement dite. Mais elles présentent une telle importance pour notre commerce extérieur qu'il m'a paru indispensable que nous en disions quelques mots.

#### Dispositions douanières.

Parmi les mesures d'application susceptibles d'intéresser notre Commission, je crois devoir relever les suivantes :

"Adaptation des tarifs spécifiques - Divers droits de douane, certaines contributions indirectes, ainsi que certains tarifs postaux seront révisés lorsqu'il y aura lieu d'en adapter le montant à la valeur nouvelle de la monnaie.

"En ce qui concerne notamment les droits de douane, la réforme est subordonnée à la dénonciation des divers accords commerciaux qui ont consolidé de nombreuses positions tarifaires.

"Politique commerciale - On est contraint de recourir à une surveillance plus judicieuse des importations.

"Si l'on considère l'évolution de la protection résultant des taxes spécifiques calculées en or, on constate que le taux moyen des droits qui frappe les produits finis s'est abaissé depuis 1935 de 18 % à 12 %.

"Un relèvement des tarifs est donc justifié.

"Une révision analogue s'impose pour le régime douanier des colonies. Celles-ci bien que produisant des matières premières ont, comme la métropole, une balance commerciale déficitaire à l'égard de l'étranger. Il faut donc éviter que nos possessions n'utilisent le solde bénéficiaire de leurs ventes en France pour des achats successifs à l'étranger.

"Surveillance des prix - Le Gouvernement compte sur la collaboration des groupements patronaux et ouvriers pour maintenir



"la stabilité des prix, élément essentiel de la sécurité économique et de la paix sociale. Il compte user avec fermeté des moyens dont il dispose déjà, et demande au Parlement de lui accorder des pouvoirs pour les étendre au cas où ils s'avèreraient insuffisants".

Ainsi, Messieurs, se trouve posée à nouveau la question de la péréquation des droits de douane, en raison de la dépréciation de la valeur de la monnaie. Cette théorie, déjà émise à la fin de la guerre, semblait cependant avoir perdu toute chance de succès.

Il ne faut pas oublier en effet que dans tous les Etats civilisés les droits de douane ont un rôle essentiellement économique et que le point de vue fiscal, pour intéressant qu'il soit, en cette matière, ne peut être qu'un accessoire.

D'autre part, l'incidence protectrice du droit qui constituait, en période normale, un indice intéressant, ne peut servir d'élément de comparaison en période d'instabilité des changes.

L'objet des droits de douane est de compenser aussi exactement que possible l'écart existant entre les prix intérieurs et les prix des produits importés. Or, la dévaluation de la devise nationale n'a pas pour résultat d'accroître uniformément cet écart dans la mesure où la monnaie s'est dépréciée: alors que les prix à l'importation, exprimés en francs, s'accroissent immédiatement dans une proportion sensiblement égale à la dévaluation de la monnaie intérieure, les prix des produits nationaux subissent eux généralement une progression plus lente et qui, en définitive, devrait s'arrêter à un niveau quelque peu inférieur à ce-



lui correspondant à la valeur or des anciens prix. Au surplus, l'augmentation des prix nationaux varie suivant les produits considérés, la progression étant d'autant plus grande que la proportion de matières premières ou de demi-finis étrangers incorporée est plus importante et l'accroissement des salaires plus accusé dans telle ou telle branche de la production.

Il y aurait donc une erreur à vouloir rétablir, comme on le suggère, l'incidence or des anciens droits. Si des ajustements sont encore nécessaires, ils doivent être réalisés non par voie de dispositions générales, mais après une étude propre à chaque catégorie de marchandises, de façon à ne pas dépasser l'écart existant entre les prix français et les prix étrangers.

La mesure envisagée par le Gouvernement tendrait à provoquer, d'une part, des représailles de la part des pays étrangers et, d'autre part, une montée des prix que tout le monde s'accorde à vouloir écarter.

Sans doute, le Gouvernement envisage-t-il d'user avec fermeté des moyens dont il dispose déjà et qu'il compte étendre pour maintenir la stabilité des prix. Il s'agit là malheureusement d'une arme qui doit être maniée avec beaucoup de souplesse et de compréhension pour n'être pas dangereuse. L'expérience de la surveillance des prix qui a été faite en 1937 a prouvé qu'appliquée avec trop de rigueur elle pouvait



aboutir à certaines anomalies, à l'anémie des trésoreries par suite de la réduction excessive des marges bénéficiaires et finalement à la paralysie de l'esprit d'entreprise que l'on veut précisément éviter.

Mais au surplus les taux d'un très grand nombre de nos droits de douane étant fixés contractuellement dans nos accords leur relèvement ne pourrait être réalisé qu'après des déconsolidations qui se heurtent soit à des délais trop considérables, soit à des oppositions formelles de la part de certains pays étrangers. La dénonciation de divers accords deviendrait alors indispensable, ainsi que l'envisage l'exposé des motifs.

Or si désirable que soit le rétablissement de notre liberté tarifaire, ces dénonciations de nos conventions doivent être formellement écartées à l'heure actuelle. En effet les pays étrangers qui à plusieurs reprises ont protesté contre l'effet de la dépréciation du franc sur nos prix à l'exportation, ne manqueraient pas, au cours de négociations nouvelles, de tirer argument de cette considération pour nous imposer des stipulations plus restrictives et préjudiciables à notre exportation.

D'ailleurs, nos accords ne peuvent pas être tous dénoncés immédiatement; plusieurs d'entre eux - et des plus importants - comportent à cet égard des clauses très strictes: c'est ainsi que la Convention franco-suisse du 15 avril 1937 "ne peut prendre fin qu'à l'expiration de la période trimestrielle qui suivra



le trimestre au cours duquel elle aura été dénoncée". De même l'accord franco-américain ne peut prendre fin que six mois à dater du jour où l'un des deux pays aura notifié à l'autre la dénonciation.

A supposer donc que ces deux Accords soient dénoncés le 15 avril 1938, leurs stipulations resteraient en vigueur respectivement jusqu'au 30 septembre et jusqu'au 15 octobre 1938; c'est-à-dire jusqu'à une date postérieure à l'expiration des pouvoirs demandés par M. Blum.

Comme d'autre part la presque totalité des postes consolidés de notre tarif, le sont dans ces deux Accords, il s'ensuit qu'à moins de prendre une position de guerre douanière à l'égard de nos co-contractants, il serait impossible de réaliser dans les délais prévus les mesures envisagées par le Gouvernement.

D'ailleurs si certains ajustements de droits peuvent encore être nécessaires, il ne semble pas que d'une façon générale le niveau de notre protection douanière soit insuffisant à l'heure actuelle.

Si l'on compare en effet la valeur de nos achats et de nos ventes à l'étranger pendant les premiers trimestres de 1937 et de 1938 et si l'on converti ces chiffres en francs 1928 on observe que notre importation d'objets fabriqués s'est réduite en valeur or de 30 % d'une année à l'autre, alors que notre exportation des mêmes objets progressait faiblement, mais d'une façon sensible cependant.



Il est donc inexact de prétendre, comme le fait l'exposé des motifs du Gouvernement que "symptôme particulièrement inquiétant, l'importation de produits fabriqués s'accroît d'une façon continue" et d'en tirer argument en faveur du relèvement général des droits.

Cette affirmation est formellement contredite par les statistiques officielles.

Si le déficit de notre balance commerciale s'est aggravé en février dernier, c'est - ainsi que je l'ai déjà indiqué en examinant les résultats du commerce extérieur lors de notre dernière réunion - par suite de l'afflux des matières premières étrangères que commerçants et industriels inquiets de la situation financière importent pour se couvrir contre des risques monétaires.

Prétend-on freiner cet afflux par l'institution ou l'augmentation des droits de douane sur lesdites matières? Il faudrait alors pouvoir distinguer les importations spéculatives des autres, car on ne peut songer à grever d'une charge nouvelle les importations de matières nécessaires à l'approvisionnement de nos industries.

Le Gouvernement ne semble pas y songer car pour ces dernières il paraît envisager le recours à des mesures beaucoup plus radicales. Je veux viser ici le paragraphe suivant qui figure à la fin du texte de l'exposé :



"L'organisation professionnelle sera encouragée notamment en vue de poursuivre la rationalisation des entreprises.

.....  
"Le groupement des industries rendra plus aisée la constitution de comptoirs d'achat et de vente de matières premières afin d'obtenir des conditions de prix plus favorables et de réaliser une meilleure utilisation des ressources métropolitaines et coloniales".

Que signifient au juste ces dispositions dont l'imprécision ne peut manquer de retenir l'attention ?

Doit-on simplement y voir une tendance à favoriser l'organisation de la production dans le cadre strictement professionnel de la liberté ou doit-on craindre d'y trouver l'amorce d'un système de contrôle du commerce extérieur ?

Deux systèmes peuvent se concevoir en cette matière: ou bien la constitution des comptoirs d'achat est laissée à l'initiative de groupements commerciaux privés mais cette constitution est "encouragée" par l'Etat au moyen de facilités diverses. En ce cas l'importateur dissident qui ne bénéficie pas des mêmes avantages doit payer plus cher ses matières premières et être astreint tôt ou tard à se rallier aux groupements.

Ou bien l'Etat assume directement la gestion de ces comptoirs et astreint les industriels à s'approvisionner par son intermédiaire. Dans ce cas l'organisation prend immédiatement la forme d'un monopole du commerce extérieur.

Dans l'une comme dans l'autre hypothèse, le système aboutit à l'élimination des commerçants importateurs, à la suppression de la concurrence par un monopole avec tous les inconvénients qui peu-



vent en résulter. C'est là en tous cas une nouvelle et très grave infraction à la liberté du commerce et le Parlement ne saurait autoriser le Gouvernement à prendre librement de pareilles initiatives.

Au surplus, on ne peut s'empêcher de rapprocher ces dispositions de celle aux termes de laquelle :

"La Banque de France centralisera les opérations sur devises. Elle demandera des pièces justificatives des besoins de change et s'assurera de leur valeur. Son intervention facilitera la compensation des opérations de change même pour les besoins du commerce international.

"La Banque de France aura ainsi une connaissance précise de la circulation des moyens de paiement et de capitaux comme en même temps elle surveillera la répartition du crédit elle pourra jouer un rôle essentiel dans la protection de la monnaie et de la réorganisation économique du pays".

De telles mesures, Messieurs, s'apparentent singulièrement - bien que le nom n'en soit pas prononcé - au contrôle des changes et au contrôle du commerce extérieur. Ce serait, en tous cas, semble-t-il, une première main mise de l'Etat sur les échanges entre pays et la circulation de la monnaie. Notre pays s'est trop souvent fait le champion de la liberté dans ce domaine et nous restons trop persuadés des dangers de l'autarcie pour pouvoir donner notre adhésion à un système qui n'aboutirait à rien moins qu'à bouleverser l'organisation économique de la France.

J'ai tenu, Messieurs, à attirer votre attention sur ces différents points, en les accompagnant de mes observations personnelles, mais j'ai le plus grand désir de recueillir les remarques de chacun de vous, afin de porter à la Tribune du Sénat, si vous le jugez utile, l'expression exacte du point de vue de notre Commission.



M. Néron renvoie au nom de son collègue M. J. Bore, et demandant que son exposé soit distribué à tous les membres de la commission

M. Abel Lefevre a étudié le projet du gouvernement avec la plus vive attention, et il a abouti aux mêmes conclusions que M. Jean Bore : la manœuvre du devis aboutit aux manœuvres du commerce extérieur. Il tient également à faire remarquer qu'en matière de droits de douane le gouvernement belge a changé totalement de méthode : en 1936 il a les baisses à cause de la dévaluation et aujourd'hui il veut les augmenter pour la même raison. La dévalorisation de tous les accords commerciaux présentent le plus grand danger, les pays étrangers protestent déjà contre le dumping résultant de notre dévaluation

Après plusieurs interventions de MM. Rogé et Beaumont la Commission décide d'approuver à l'unanimité les conclusions de l'exposé de M. Jean Bore

La séance est levée à dix-neuf heures

---



45

Séance du jeudi 9 juin 1958

La séance est ouverte à dix heures trente sous la présidence de M. Jean Bos  
président de la commission

Sont présents MM Jean Bos, Néron, Chancel, Carrié, Boursalet, Fortin, Rogé, Turbat,  
Gérard, Belhomme, Lévy, Beaumont, Ulysse Fabre, Elby, Jacques Bernard,  
Bachellet, Abel Lefevre  
Excusé M. Fouilloux

M. Carrié-Boursalet donne lecture de son rapport sur le projet tendant à ratifier le décret du  
13 novembre 1956 modifiant les droits de douanes applicable à l'ivide et d'une proposition  
de résolution qu'il a l'intention de déposer sur le même sujet d'accorder une  
protection efficace à la production nationale de l'ivide

M. Jean Bos remercie M. Carrié-Boursalet d'avoir résumé la question de l'ivide et il indique  
les mêmes deux points : contingent et augmentation de droits de douanes, mais  
ces mesures sont insuffisantes et il faut faire adjoindre les mêmes préconisations  
par M. Carrié-Boursalet, il semble d'ailleurs que les ministres du commerce et  
celui de la Marine marchande soient d'accord à ce sujet

Après une brève discussion la commission adopte le rapport de M. Carrié-Boursalet  
et sa proposition de résolution qui sera signée par tous les membres de la commission

M. Ulysse Fabre fait approuver son rapport sur le projet tendant à ratifier le décret du 8 décembre 57  
portant modification de la tarification douanière de certaines pelletteries

M. Jean Bos lit le rapport de M. Thureau-Dangin sur le projet tendant à ratifier le décret  
du 8 mai 1957 relatif au régime douanier de la farine de froment et de conserve de  
viande à la Guyane

- Les trois rapports de M. Louis Bernard sur trois projets tendant à ratifier
- a, le décret du 6 mai 1958 <sup>Indonésie</sup> Nouvelle Calédonie : appareil photo
  - b, le décret du 12 février 1955 Nouvelle Calédonie : fonctionnement du service  
des douanes
  - c, le décret du 1<sup>er</sup> février 1957 Nouvelle Calédonie : indication d'origine

Les quatre rapports sont approuvés sans discussion



M. Carri-Bonvallet donne connaissance à la commission de son rapport sur le projet tendant à ratifier le décret du 10 février 1937 relatif aux autorisations d'administration temporaire au Indochine.

L'annexe de ce projet est autorisée à être déposée.

M. Jean Bon donne lecture de deux notes  
**I Commerce extérieur de la France pendant les cinq premiers mois de 1938**

Les résultats du commerce extérieur de la France pendant les cinq premiers mois de cette année font ressortir un déficit total de 7.772 millions, par conséquent légèrement supérieur en valeur nominale au déficit de la période correspondante de 1937 (7.560 millions).

Mais, cet accroissement du déséquilibre de nos échanges provient uniquement de notre commerce franco-colonial dont le déficit n'a, ni du point de vue économique, ni du point de vue monétaire, la même signification et la même importance que le déficit de notre balance avec l'étranger.

Ce dernier qui seul doit retenir notre attention s'élève à 5.972 millions pour les cinq premiers mois de 1938, contre 6.404 millions pour les cinq premiers mois de l'année dernière.

On observe donc à cet égard une amélioration sensible et qui paraît plus substantielle encore si l'on tient compte de la modification de la parité de notre devise: en calculant en effet en francs de 1928 nos importations et nos exportations de chaque mois, on constate que notre déficit avec l'étranger n'est plus que de 2.825 millions de francs alors qu'il se chiffrait à 4.416 millions en 1937 et à 3.326 millions en 1936. Ainsi donc, en valeur or, le déficit de notre commerce avec les autres pays s'est réduit de 37 % depuis l'année dernière. Toutefois, il reste encore supérieur de 36 % au déficit des cinq premiers mois de



1935 qui ne se chiffrait lui qu'à 2.073 millions de francs Poincaré.

°  
° °

Examinons maintenant l'évolution séparée de nos importations et de nos exportations. A cet égard, il convient de distinguer deux périodes :

- 1° - la période de janvier et février;
- 2° - les trois mois de mars, avril et mai.

Importations. - La période des deux premiers mois est du point de vue des importations, caractérisée par l'augmentation considérable de nos achats de matières premières, de perles fines et de pierres précieuses, symptôme caractéristique d'une période d'inquiétude monétaire.

Pendant les mois de mars, avril et mai au contraire ces importations se sont réduites très nettement.

Sans doute cette évolution est-elle jusqu'à un certain point saisonnière, mais son amplitude paraît s'être accrue cette année pour des considérations se rattachant aux questions politique et financière.

On observe par contre pendant les mois d'avril et mai une progression de nos achats d'objets fabriqués qui semble devoir être attribuée aux projets annoncés par le Gouvernement de relever les tarifs douaniers: commerçants et industriels ont tenu à se constituer des stocks avant qu'intervienne cette majoration générale des droits de douane, contre laquelle la Commission des Douanes du Sénat s'était élevée par la voix de son rapporteur général et à laquelle le Gouvernement a sagement renoncé.



Quant à nos importations d'objets d'alimentation, elles se sont maintenues pendant ces trois derniers mois à une valeur mensuelle de 270 millions environ, ce qui en francs-or correspond au niveau le plus bas qui ait jamais été atteint depuis plusieurs années.

Exportations - Pour ce qui concerne nos exportations de matières premières, il convient de distinguer également entre les deux périodes déjà indiquées pour l'importation.

En janvier et février, nos exportations de matières premières sont restées très importantes. En mars, avril et mai, au contraire, on observe une réduction notable de ces ventes qui atteint plus de 25 % en valeur. Cette diminution qui porte surtout sur nos exportations de minéral, de métaux et de produits textiles paraît trouver son origine dans la restriction de l'activité générale consécutive à la nouvelle crise qui se développe depuis quelques temps dans le monde.

Mais le fait le plus important à signaler du point de vue de notre commerce extérieur est l'absence de développement de notre exportation d'objets fabriqués. Depuis le mois de janvier, nos ventes de ces produits se maintiennent à un niveau mensuel de 820 millions. Or, il convient de tenir compte des modifications de la parité de notre monnaie et de la hausse des prix. En réalité notre exportation d'objets fabriqués paraît bien se réduire de mois en mois ainsi que l'indiquent les chiffres ci-après qui ont été établis en francs de 1928 :

Janvier....	919	millions
février....	850	-
mars.....	752	-
avril.....	775	-
mai.....	705	-

Ainsi donc, Messieurs, au moment où par suite de la dépréciation de la monnaie nos prix sont devenus - comme le soulignent les indices-or publiés par la Société des Nations - favorables par rapport aux prix étrangers et où par conséquent il était logique d'espérer un développement substantiel de notre exportation, celle-ci accuse une certaine régression.



Le Gouvernement a saisi la gravité de cette situation lorsque dans le dernier train de décrets-lois il s'est attaché à prendre certaines mesures en vue d'accroître l'effort d'expansion de notre commerce à l'étranger.

Mais, si louables que soient ces mesures, il semble bien que pour être vraiment efficaces elles auraient dû être accompagnées d'un ensemble de dispositions tendant à accroître réellement notre capacité de production et assurer la régularité du travail.

## II N O T E

### SUR LES DISPOSITIONS D'ORDRE ECONOMIQUE ET DOUANIER COMPRISES DANS LES DEUX PREMIERS TRAINS DE DECRETS-LOIS.

Messieurs,

Ainsi que vous le savez, le Gouvernement faisant usage des pouvoirs qui lui ont été donnés par la loi du 13 avril dernier, a pris un certain nombre de mesures qui ont fait l'objet, jusqu'à ce jour, de deux trains de décrets-lois.

#### PREMIER TRAIN

La première de ces séries de mesures qui a été publiée au Journal Officiel du 3 mai comprend :

1°) un décret-loi relatif au budget, qui n'intéresse pas notre Commission;

2°) un décret-loi relatif à la production qui contient un certain nombre de dispositions d'ordre économique, mais très peu de mesures douanières proprement dites. Ces dispositions sont comprises dans le Titre II qui se subdivise lui-même en une Section A, relative à l'organisation du travail et une Section B, concernant les allègements fiscaux destinés à favoriser la reprise économique.

SECTION A.- Organisation du travail - Ces dispositions prévoient tout d'abord la possibilité de dérogations à la semaine de 40 heures, mais les mesures à prendre dans cet ordre d'idées étaient entourées de restrictions telles qu'elles



n'ont reçu en fait aucune application.

D'autre part, la même Section A comprenait des dispositions visant l'extension des conventions collectives, ainsi que la protection de la main-d'oeuvre nationale par modification des lois des 11 août 1926 et 10 août 1932, relatives à l'emploi des travailleurs étrangers.

SECTION B.- Allègements fiscaux destinés à favoriser la reprise économique - En vue de favoriser la reprise économique, le décret-loi sur la production prévoit:

a) des dégrèvements tendant à encourager les investissements -

1°- Impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux -

L'article 33 prévoit que pour la détermination des bénéfices imposables à la cédule des bénéfices industriels et commerciaux, au titre des années 1939 et 1940, les entreprises pourront appliquer un amortissement exceptionnel aux investissements qu'elles auront effectués:

- soit sous forme d'extensions de locaux, de matériel et d'outillage destinées à accroître le rendement de l'exploitation;
- soit sous forme d'immobilisations à caractère social (logements ouvriers, crèches ou garderies d'enfants, etc.)

Cet amortissement pourra atteindre 20 % du montant du bénéfice de l'exercice au cours duquel les investissements auront été effectués.

Il est prévu que les entreprises désirant profiter de ces dispositions devront joindre à leurs déclarations un relevé détaillé des investissements effectués et fournir les justifications nécessaires. Mais il est bien entendu que les chefs d'en-



entreprise qui voudront s'assurer, préalablement à la réalisation des investissements, que ceux-ci entrent bien dans les prévisions de la loi pourront soumettre leurs projets au service des Contributions Directes avec les explications nécessaires. Si, à la suite de l'examen de ces projets, le représentant de l'administration reconnaît qu'ils sont de nature à donner droit aux avantages ci-dessus, l'amortissement exceptionnel sera accepté sans discussion lors de la détermination du bénéfice imposable.

Au cas où il n'y aura pas eu d'accord préalable avec l'Administration, soit parce que cet accord n'aura pas été demandé, soit parce qu'il aura été refusé, le contribuable conservera toutes les garanties du droit commun. C'est ainsi qu'il pourra, le cas échéant, demander que le désaccord soit, avant toute imposition, soumis à la commission consultative départementale. De plus, s'il n'a pas obtenu satisfaction, il sera recevable à réclamer contre l'imposition établie, d'abord devant le Directeur des Contributions Directes, puis devant le conseil de préfecture et en appel, devant le Conseil d'Etat.

L'article 34 prévoit, pour les entreprises, la possibilité de prélever sur leurs bénéfices, à titre de compléments des amortissements normaux, des provisions pour renouvellement de l'outillage et du matériel, tout en laissant à un décret le soin de fixer les modalités d'application de ce principe.

2°- Droits d'enregistrements.



3°- Impôt sur les revenus de valeurs mobilières.

Les articles 35 et 36 tendent à faire revivre, en ce qui concerne la fusion des sociétés, le régime institué par l'article 25 de la loi du 19 mars 1928 qui a pris fin le 1er avril 1937. Les considérations économiques dont s'était inspiré le législateur de 1928 ont en effet retrouvé, à l'heure actuelle, une partie de leur valeur et il a paru opportun de favoriser les regroupements de sociétés de nature à contribuer à l'amélioration de l'équipement industriel du pays.

L'article 35 vise plus spécialement la réduction de droits d'enregistrement pour les actes constatant ces fusions de sociétés.

L'article 36 tend à reporter à la dissolution de la société absorbante la perception de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières pouvant être dû sur les plus-values résultant de l'attribution d'actions, de parts bénéficiaires ou d'obligations.

b) Dégrèvements et aménagements fiscaux tendant à stimuler l'accroissement de la production -

1°- Taxe à la production -

L'article 37 établit le principe d'une modification en matière de taxe à la production au profit des redevables de la dite taxe qui auront développé leur chiffre d'affaires en 1939 par rapport à 1938 et en 1940 par rapport à 1939.

Toutefois, le texte prévoit que seuls pourront bénéficier de cet allègement les producteurs faisant partie de groupements professionnels qui se seront soumis au contrôle de l'Etat.



- 5 -

Le deuxième train contient, ainsi que nous allons le voir, un décret-loi tendant à accorder cet agrément de l'Etat à certains groupements d'exportateurs.

Par ailleurs, des décrets d'application devront intervenir pour fixer les conditions d'attribution de telle sorte notamment que soient maintenus en dehors du champ d'application de ce régime les suppléments d'activité qui ne résulteraient pas d'une action personnelle du chef d'entreprise. Les décrets dont il s'agit ne sont pas encore intervenus.

#### 2°- Compensations d'impôts -

L'article 38 tendant à encourager le développement de nos exportations et par conséquent à provoquer l'amélioration de la balance commerciale, dispose que des compensations d'impôt pourront, suivant des modalités à fixer par décret, être accordées (toujours dans le cadre des groupements professionnels visés à l'article 37) aux fabricants de produits finis et demi-finis dont l'exportation à l'étranger aura accusé pendant l'année 1938 une plus value en poids sur les exportations de l'année précédente.

Parallèlement à ce dégrèvement, l'article 39 prévoit que les rémunérations afférentes aux heures supplémentaires de travail qui seront fournies par les ouvriers et employés n'entreront pas en compte pour l'établissement de l'impôt sur les traitements et salaires ni pour l'établissement de l'impôt général sur le revenu.

.....



Il convient enfin de signaler que l'art. 40 du décret qui nous occupe contient une disposition rédigée comme suit :

"Par dérogation aux dispositions de l'article 196 du Code des Douanes, l'admission temporaire pourra, sauf en ce qui concerne, les produits agricoles, et forestiers, être accordée par décret, après avis du Comité Consultatif des Arts et Manufactures et aux conditions prévues par les articles 199 à 203 et 205 dudit Code. Cette disposition est la seule mesure véritablement douanière contenue dans le premier train de décrets-lois. Dissimulée parmi des dispositions reprises sous le titre d'allègements fiscaux, elle a généralement passé inaperçue alors qu'elle tend à accorder au Gouvernement un pouvoir que jusqu'à ce jour le Parlement s'était refusé à lui accorder. En effet, aux termes de l'article 13 de la loi du 11 janvier 1892, dont les dispositions ont été reprises à l'article 197 du Code des Douanes, le régime de l'admission temporaire ne pouvait jusqu'à la publication du décret du 2 mai 1938, être accordé à aucune industrie qu'en vertu d'une disposition législative, après avis du Comité Consultatif des Arts et Manufactures. Seules certaines demandes d'introduction temporaires de caractère très limité pouvaient être autorisées par le Gouvernement.

Ainsi donc en faisant usage des pouvoirs temporaires que lui avait accordés le Parlement, le Gouvernement vient de s'attribuer d'une façon permanente la possibilité de décider sans consultation des Chambres s'il convenait ou non d'autoriser l'admission temporaire en franchise de produits destinés à être réexportés après transformation.



- 7 -

Sans doute, des mesures de ce genre sont-elles profitables à notre industrie et est-il désirable de les étendre à de nombreux cas nouveaux, mais accorder d'une façon permanente cette faculté au Gouvernement constitue une atteinte à la souveraineté du Parlement en matière de tarif douanier, souveraineté à laquelle il n'a été consenti jusqu'ici des dérogations que pour des durées limitées. La question se pose de savoir si les Chambres, après avoir fixé le niveau de la protection peuvent admettre que le Gouvernement suspende l'application de ses tarifs sans même être mis dans l'obligation de soumettre les mesures ainsi prises à la ratification parlementaire. J'ai ~~xxx~~ cru devoir attirer votre attention sur ce point afin que vous l'examiniez vous-même et que la Commission puisse, dans une prochaine réunion, se prononcer définitivement sur la disposition dont il s'agit.

.....



DEUXIEME TRAIN

DEVELOPPEMENT DU CREDIT AU COMMERCE ET A L'INDUSTRIE.

Cette seconde série de mesure comprend tout d'abord sous son titre II un décret qu'il convient de signaler, puisqu'il comporte l'extension du crédit à moyen terme aux petits industriels et aux petits commerçants. Le petit commerce, la petite industrie et l'artisanat s'adressent généralement pour obtenir du crédit aux organismes populaires qui jusqu'à ces derniers temps ne pouvaient leur donner que des crédits à court terme. L'organisation du crédit populaire comportait donc une lacune: celle-ci a été comblée par la dernière loi de finances qui a transformé l'ancien crédit hôtelier en une caisse centrale de crédit hôtelier commercial et industriel chargée de consacrer à des prêts à moyen terme la partie non utilisée de sa dotation.

Le nouveau décret-loi a tout d'abord eu pour objet d'assouplir les règles imparties à ce nouveau crédit en décidant que la durée de ces prêts serait portée de 5 à 10 années par analogue avec ce qui a été décidé pour le Crédit National.

D'autre part, les moyens d'action de cet organisme ont été considérablement étendus. Il pouvait consacrer aux nouvelles opérations de prêts à moyen terme une somme de 35 millions; le décret qui nous occupe porte ce montant à 100 millions en lui accordant une dotation de 65 millions qui seront fournis par un prêt de la Caisse des Dépôts à l'Etat. Encore faut-il marquer que la dotation de 100 millions ne fixe pas une limite aux opérations



de la Caisse centrale de crédit hôtelier, commercial et industriel. Par diverses procédures, celle-ci pourra consentir une masse de crédits sensiblement supérieures à ce chiffre.

Pour mesurer l'influence que ces facultés de crédit sont susceptibles d'exercer sur l'économie du pays, il faut observer que l'Etat non seulement offre aux entreprises des possibilités de financement, mais encore leur permet d'en réduire le coût par des bonifications d'intérêts. Le nouveau décret-loi élargit d'ailleurs les conditions d'attribution de ces bonifications en faisant bénéficier les entreprises qui, bien que saines, sont paralysées dans leur actif par un passif onéreux.

Ainsi améliorée, ~~ces~~ possibilités apporteront aux intéressés une aide semble-t-il efficace puisqu'elles permettront de bonifier une grande partie des crédits qui pourront être consentis par les diverses procédures décrites ci-dessus et d'en ramener le coût à un niveau compris entre 3 et 4 %

MESURES ECONOMIQUES GENERALES

Politique des exportations - L'effondrement des exportations françaises depuis 1930 a été comme pour la plupart des nations l'un des <sup>symptômes</sup> ~~spectacles~~ les plus caractéristiques de la crise mondiale. Mais alors que depuis 1935 l'activité des échanges internationaux s'est notablement amplifiée dans le reste du monde, la France n'a pas participé d'une façon vraiment appréciable à ce mouvement de reprise.

Cependant, par suite de la dépréciation de notre monnaie la position des prix français dans maintes industries et pour ~~en~~



de nombreux articles est actuellement devenue satisfaisante au regard des prix étrangers et il était indispensable d'entreprendre un effort cohérent en vue de profiter de ces circonstances favorables.

Tel est l'objet des quatre décrets suivants qui ont été pris en vue de développer notre exportation :

1°- Décret tendant à accorder l'agrément de l'Etat à certains groupes d'exportateurs.- Il était apparu que si certaines industries n'ont cessé de poursuivre sur les marchés extérieurs un travail tenace quoique parfois décevant, il en est d'autres qui, devant les obstacles accumulés, se sont progressivement repliées sur le marché intérieur et colonial à l'abri de la protection douanière que leur assurent des droits élevés et souvent le contingentement.

Or, il est indispensable que toutes nos industries reprennent sur les marchés étrangers la place qu'elles y ont occupée autrefois, mais ce but ne peut être atteint qu'après un travail préliminaire de prospection que trop d'entreprises inorganisées ne peuvent surmonter si elles sont livrées à elles seules.

Il a donc paru nécessaire de favoriser la création d'organismes professionnels spécialisés dans une oeuvre d'expansion de l'exportation.

La création de ces organismes ne peut pas être le fait de l'Etat: c'est aux initiatives privées qu'il revient d'assumer, avec la protection des pouvoirs publics, les diverses tâches que suppose le développement de nos exportations.

Le décret laisse donc aux intéressés le soin de se grouper, mais il prévoit que sous certaines conditions les groupements qui auront été constitués en vue d'un objet conforme à l'intérêt général et sans porter



préjudice aux intérêts légitimes des entreprises non adhérentes, pourront recevoir, par application d'une procédure d'agrément, l'aide de l'Etat.

Les avantages qui seront accordés à des groupements sont de trois ordres :

a) les exonérations fiscales, dont nous avons parlé à l'occasion du premier train.

b) des bonifications d'intérêts prévues par le décret du 25 août 1937 lorsque ces groupements emprunteront, pour s'établir à l'étranger, des établissements de vente permanents.

c) enfin, l'appui officiel des pouvoirs publics aux missions d'étude envoyées à l'étranger.

2°- Décret portant modification de la loi du 22 août 1936 tendant à étendre le champ d'application du système de l'assurance-crédit d'Etat.  
En présence des risques politiques et des difficultés de transfert sans cesse renaissants, de nombreux exportateurs français sont amenés fréquemment à renoncer à traiter des marchés dont la conclusion <sup>apporterait</sup> ~~apporterait~~ cependant une contribution précieuse à l'équilibre de la balance commerciale.

Cette situation avait amené le Parlement à voter la loi du 22 août 1936 modifiée par le décret du 25 août 1937 qui a pour objet de garantir les exportateurs contre les risques politiques et les risques de transfert inhérents aux opérations conclues avec leurs acheteurs étrangers.

Ces mesures ont procuré à l'exportation française des facilités appréciables, mais il a paru possible de simplifier le mécanisme de la loi et d'en étendre l'application dans toute la mesure compatible avec le



souci des intérêts du Trésor. C'est dans ce but qu'un décret est intervenu en vue :

a) de supprimer la formalité de présentement des demandes des exportateurs par une banque française ou par une société française d'assurance-crédit agréé. Cette formalité étant une cause de retards et de frais.

b) d'étendre le bénéfice de l'assurance-crédit aux opérations de ventes de films français à des acheteurs étrangers.

c) d'autoriser le Ministre du Commerce à garantir non seulement les exportateurs français au sens étroit du terme et plus généralement les entreprises ou les sociétés françaises concourant aux opérations d'exportation, cette extension étant destinée à faciliter les opérations de crédit documentaire effectuées par les banques qui acceptent de prendre à leur charge sous cette forme les risques supportés par leurs clients.

La garantie de l'Etat reste limitée au maximum de 80 % du risque assuré. Mais par dérogation à l'article 4 de la loi du 22 août 1936, la nouvelle rédaction n'impose plus à l'exportateur lui-même l'obligation de conserver à sa charge le surplus non garanti du risque et lui permet désormais de se substituer un tiers dans ces obligations, c'est-à-dire de céder ou de mobiliser l'intégralité de sa créance.

3°- Décret tendant à modifier la loi du 10 juillet 1928 autorisant le Gouvernement à garantir le règlement des exportations effectuées au profit des administrations ou services publics étrangers.- L'article 2 de la loi du 10 juillet 1928 dispose que la garantie de l'Etat en matière d'assurance-crédit ne peut jouer qu'à la condition que le refus de paiement par le débiteur étranger ne soit pas motivé par l'inexécution des



clauses et conditions de la commande.

Le décret qui nous occupe complète cette disposition par le paragraphe suivant: "Cependant la garantie pourra jouer en faveur d'un établissement de crédit ayant accepté de mobiliser les créances de l'exportateur sur l'acheteur étranger même en cas d'inexécution des clauses et conditions de la commande pourvu que ledit exportateur ait fourni une caution agréée par le Ministre couvrant le risque d'inexécution des clauses et conditions de cette commande".

4°- Décret relatif à la création des zones franches maritimes et fluviales. - Ce décret règle une question qui était pendante depuis très longtemps devant le Parlement et qui avait été reprise notamment par une proposition de loi de M. Gratien Candace déposée le 12 mars 1935 en vue de la création de zones franches maritimes et fluviales.

Vous vous rappelez, Messieurs, que la création de ces zones a depuis de très nombreuses années soulevé des polémiques ardentes au sein du Parlement: ~~et~~ certains de nos Collègues considéraient que l'institution dont il s'agit, qui avait fait ses preuves à l'étranger, était absolument indispensable à l'expansion de notre commerce d'exportation. D'autres, au contraire, et avec eux l'Administration des Douanes, estimaient qu'elle était de nature à créer un véritable privilège en faveur des industriels installés dans les zones franches et que le but poursuivi se trouvait d'ailleurs déjà atteint par l'assouplissement du régime de l'entrepôt qui admet actuellement les manipulations et les transformations les plus diverses.

Cette question est une question beaucoup trop importante pour qu'il soit possible aujourd'hui de l'examiner à fond. Je désirais simplement



la signaler tout spécialement à votre attention, afin que nous l'examinions d'une façon plus complète si vous le voulez bien au cours d'une prochaine réunion de notre commission.

Telles sont, Messieurs, les principales mesures prises dans le second train de décrets-lois, en vue de développer notre exportation. Elles paraissent effectivement de nature à produire des effets salutaires sur notre commerce extérieur. Mais elles ne sauraient avoir tout leur effet qu'autant qu'elles seront accompagnées de mesures susceptibles d'améliorer véritablement notre capacité de production et à prévenir les entraves du travail. Or, si un décret compris dans le dernier train de décrets-lois ~~avait~~ tend à fixer les modalités de ~~la~~ récupération des heures perdues et la procédure d'autorisation des heures supplémentaires pour surcroît de travail, il semble cependant qu'il s'agisse là d'une mesure véritablement trop timide pour être suffisamment efficace.

Quant au statut de la grève qui devait mettre fin aux multiples arrêts du travail, nous ne pouvons que déplorer qu'il n'ait pas encore vu le jour.

La Commission étudie ensuite diverses questions qui lui ont été présentées

M. Elby

attire de nouveau l'attention de ses collègues sur la question des produits républicains. Malgré les diverses mesures prises, l'exportation de ces marchandises continue à augmenter. Le Comité de forges pourrait intervenir et il y aurait lieu de relever les droits de 50% sauf pour certains produits.

M. Jean Bon

attire l'attention du comité du commerce sur cette question

M. Jean Bon

indique qu'il a reçu une réclamation de M. Merlin sur l'augmentation exorbitante de l'aluminium en feuille. Une étude plus poussée de cette réclamation sera faite.



M. Jean Bon fait connaître qu'il a reçu plusieurs lettres pour que l'exportation de tourteaux de graine oléagineuse ne soit pas interdite.

M. Reumont insiste sur l'importance de ce problème par suite de la révolte définitive du voyage. Il lui apparaît comme très complexe.

Il indique que la politique du gouvernement a consisté à faire diminuer le prix de l'huile et à augmenter par compensation le prix de tourteaux, ce qui est une injustice. Le tourteau n'étant qu'un sous-produit.

On exporte de tourteaux <sup>(égalité)</sup> qu'on ne consomme pas en France. Les tourteaux sont stockés en prévision de la hausse et il est impossible aux agriculteurs de s'en procurer.

M. Benoist se déclare partisan de la prohibition d'exportation.

M. Bachelot voudrait que cette prohibition d'exportation soit provisoire pour ne pas nuire à la consommation des céréales secondaires.

M. Jean Bon reprend la discussion. Il apparaît qu'une prohibition provisoire de l'exportation pourrait être utile, mais la question est si complexe qu'il juge inutile que la Commission intervienne.

Cette manière de voir est partagée par la majorité des membres de la Commission.

La séance est levée à midi trente.

---



Séance du jeudi 15 décembre 1938

La Séance est ouverte à dix heures trente sous la présidence de M. Jean Bore  
président de la Commission.

Sont présents MM. Jean Bore, Néron, Lami Bonvallet, Pichin, Turbat, Beaumont, Elby,  
Naudin, Abel Lefevre, Baufle

M. Jean Bore donne lecture d'une note sur le Commerce intérieur de la France pendant  
les onze premiers mois de 1938

Cette longue période de vacances parlementaires nous a  
forcés à interrompre depuis le mois de juillet nos examens  
mensuels de l'évolution du commerce extérieur. Aussi me paraît-  
il indispensable, avant de reprendre nos travaux, de faire le  
point de la situation de nos échanges tant avec les autres  
pays qu'avec nos colonies.

#### I - Commerce avec l'Etranger

Suivant la méthode que nous avons adoptée jusqu'ici,  
nous examinerons tout d'abord notre commerce avec les seuls  
pays étrangers dont l'évolution, tant du point de vue du dé-  
ficit de la balance commerciale que des modifications dans  
les importations et les exportations prend une signification  
particulière de celle de notre commerce avec les colonies.

##### A - Déficit de la balance commerciale

Pour les 11 premiers mois de 1938, le déficit de notre  
balance avec les pays étrangers s'établit à :

10.512 millions de francs actuels  
contre un déficit  
de 13.184 millions pour les 11 premiers mois de  
1937.



- 2 -

Par rapport à l'année dernière, notre dette commerciale vis-à-vis de l'étranger s'est donc réduite de 20 % en valeur nominale.

Mais, par suite de la dépréciation de notre monnaie, la comparaison de chiffres en francs actuels ne peut donner une physionomie exacte de l'évolution. Si nous faisons cette comparaison en convertissant les chiffres de notre commerce extérieur en francs de 1928, nous constatons que le déficit des 11 premiers mois de 1938 s'établit à :

4.694 millions de francs Poincaré  
contre 8.233 millions pendant la même période de 1937  
6.226 millions en 1936 ~~et 4.342 millions en 1935~~  
et 4.342 millions en 1935.

Ainsi donc, Messieurs, le passif de nos échanges évalué sur la base de l'or ( seule indication significative du point de vue de notre signation monétaire) s'est réduit de 43 % depuis l'année dernière et s'établit à un chiffre à peine supérieur au chiffre de 1935.

Bien plus, cette amélioration est allée en s'accroissant au cours de l'année 1938 et si l'on<sup>ne</sup>/considère que les 5 derniers mois, c'est-à-dire les mois de juin à novembre, on constate que le déficit de nos échanges avec les pays étrangers ne s'est établi qu'à 1.314 millions

contre 2.843 millions pendant la même période de 1937  
2.453 millions en 1936  
et 1.880 millions en 1935.



En somme, pour le second semestre de la présente année, le déséquilibre de nos échanges s'est réduit en valeur or de 53 % de-puis l'année passée et s'établit à un chiffre nettement inférieur au passif de la même période de 1935.

L'examen des graphiques que vous pouvez consulter ici vous soulignera d'une façon encore plus imagée les réductions d'un passif qui ces deux dernières années avait pesé lourdement sur la situation de notre monnaie.

Cette amélioration est la conséquence d'une réduction très considérable de nos importations et également pour ces tout derniers mois d'une reprise de nos exportations.

#### B - Importations

Si l'on examine la courbe de nos importations pendant l'année 1938, on observe une régression à peu près continue depuis décembre 1937 où se situe le sommet de la courbe jusqu'à septembre 1938.

a) Objets d'alimentation - Nos importations d'objets d'alimentation ont suivi une courbe dont les sinuosités correspondent aux variations saisonnières; néanmoins dans l'ensemble et en valeur or les importations restent inférieures à ce qu'elles étaient même en 1935.

b) Matières nécessaires à l'industrie - Pour les matières nécessaires à l'industrie, les importations<sup>qui</sup> avaient atteint leur point culminant à la fin de 1937 ~~xxxxxxxxxxxxxxxx~~ se sont brusquement déprimées pendant le premier trimestre de 1938 et depuis ce moment n'ont fléchi que faiblement. La ré-



duction dont il s'agit paraît moins être la conséquence de la réduction de l'activité économique que la fin d'une période d'incertitude ou commerçants et industriels procédaient à des importations massives pour se garantir contre une hausse ultérieure des prix.

L'examen de la courbe de ces importations dénote depuis 9 mois une stabilité relative.

c) Objets fabriqués - <sup>C'est/</sup> En ce qui concerne les objets fabriqués que peut être faite l'observation la plus satisfaisante. Vous trouverez également sur le mur de notre salle une courbe des importations mensuelles en valeur or de ces objets et vous observerez que nos achats à l'étranger qui s'établissaient pendant le premier semestre de 1937 à une moyenne de 320 millions sont tombées pour les 4 derniers mois de 1938 à une moyenne mensuelle de 200 millions de francs Poincaré .

Cette réduction est évidemment la conséquence pour une part appréciable de la dévaluation de notre monnaie qui a eu pour conséquence une diminution de nos prix or par rapport aux prix étrangers diminuant ainsi la concurrence extérieure que subissait notre marché. Mais ainsi que le démontre amplement le graphique en question, il est également et surtout la conséquence de la révision douanière effectuée d'août 1937 à avril 1938 par notre Collègue M. Chapsal, alors Ministre du Commerce qui, ainsi que vous vous en souvenez avait entrepris alors l'énorme tâche de rajuster dans ce court laps de temps la totalité des ~~xx~~ droits de notre tarif.

....



## B - Exportations

Si l'on examine la courbe de nos exportations pendant l'année 1938, on constate qu'après une dépression qui se situe entre les mois de février et de juillet, cette courbe n'a cessé de se redresser vigoureusement pendant ces quatre derniers mois. Ce redressement affecte, ainsi que nous allons le voir, la presque totalité de nos exportation.

a) Objets d'alimentation- Ces exportations qui n'avaient pas sensiblement progressé jusqu'au mois de juillet se sont redressées nettement depuis cette date et l'on assiste à un mouvement saisonnier sans doute, mais d'une amplitude exceptionnelle. Après une <sup>première</sup> ~~période de~~ progression de 92 millions,5 en octobre, nos ventes d'objets d'alimentation accusent en novembre un nouvel accroissement de 55 millions,5 de francs soit 18 % en valeur et 140 % en poids, par rapport aux mois précédents.

Cette importante augmentation de tonnage exporté touche les farineux, légumes et fruits (hausse de 76 p millions de francs) et provient aussi d'une exportation de blé qui permettra l'absorption d'une partie des excédents de la récolte. La hausse saisonnière de nos ventes de fruits est particulièrement intéressante. De même nos exportations de poissons (et surtout d'huitres) poursuivent un mouvement de reprise et augmentent de 4 millions de francs.

On regrettera par contre de constater que nos ventes de boissons sont en régression de 22 millions de francs; ce mouvement est en contradiction avec la tendance saisonnière normale.



b) Matières nécessaires à l'industrie - Nos exportations de matières nécessaires à l'industrie qui s'étaient déprimées considérablement de février à juillet ~~ont~~ bénéficié en août et en septembre d'un accroissement brusque et anormal qui avait retenu alors tout spécialement mon attention. Cet accroissement portant en effet spécialement sur les minerais de fer, les fontes, les aciers, les aciers, les laines brutes et lavées, les cuirs, à destination de l'Allemagne. Or, il paraissait particulièrement anormal et regrettable de voir ainsi sacrifier nos fournitures de matières nécessaires à la guerre à un pays avec lequel nous nous trouvions dans une période de tension diplomatique particulièrement aigue. Et dès la parution des résultats du mois d'août je faisais une intervention pressante auprès du Ministre du Commerce pour que ~~ses services~~ ces exportations soient prohibées. Trois jours plus tard, paraissait un décret rétablissant une prohibition de sortie sur les matières dont il s'agit.

c) Objets fabriqués - Notre exportation d'objets fabriqués a subi pendant les 8 premiers mois de l'année, tout au moins en valeur or, une dépression d'autant plus regrettable que, ainsi que je l'ai déjà indiqué, les prix français par suite de la dévaluation de notre monnaie avaient bénéficié d'amélioration considérables sur les marchés extérieurs par rapport aux prix étrangers. De ce fait, nous nous trouvions bien placés pour exporter et nos industriels exportateurs se voyaient saisis de nombreuses demandes. Malheureusement la réduction de leur capacité



de production, par suite de l'application trop rigide de la semaine de 40 heures ~~et~~ et d'autre part l'incertitude résultant de fréquents conflits et d'arrêts du travail ne leur permettaient pas de conclure des contrats comportant des clauses de délais déterminés. Cette situation a évidemment été particulièrement préjudiciable à notre exportation puisqu'elle lui a empêché de profiter, pendant de nombreux mois, d'une tendance favorable.

Cette situation s'est heureusement modifiée et déjà le résultat des mois d'octobre et de novembre accuse un redressement de nos exportations d'objets fabriqués puisque nos exportations de ce derniers mois atteignent le chiffre de 432 millions de francs Poibcaré, c'est-à-dire un chiffre encore jamais atteint depuis 1935.

#### Conclusion

De l'étude à laquelle nous venons de procéder il est permis de tirer les conclusions suivantes :

1° le déficit de notre balance commerciale est en réduction considérable et accuse une tendance à une amélioration plus grande encore;

2° nos importations d'objets fabriqués se sont réduites dans une proportion importante;

3° nos exportations des mêmes objets fabriqués, après une longue période de ~~pro~~ dépression accusent ces tous derniers mois une tendance à la reprise qu'il serait désirable de favoriser par un climat convenable, c'est-à-dire par une res-  
de l'autorité et de la discipline, la remise à l'honneur du travail et à une conception plus stricte et plus saine de nos finances.

#### II - Commerce avec nos colonies

Pour ce qui concerne le commerce franco-colonial l'évolution exceptionnellement saisonnière de cette partie de notre commerce m'a conduit à en arrêter l'examen à la fin du troisième trimestre.



M Jean Bore donne lecture de l'avis de la commission sur le projet de loi portant approbation  
 1° du traité d'amitié de commerce et de navigation franco-siamois du 7 décembre 1954  
 2° de l'arrangement commercial et douanier franco-siamois du 9 décembre 1954  
 concernant l'Indochine

Cet avis est approuvé à l'unanimité et M Jean Bore en donne lecture à la séance du  
 Sénat du 17 décembre

La Commission examine ensuite un certain nombre de réclamations qui lui ont été soumises  
 et sur laquelle M Jean Bore fournit quelques explications

1° Protection des bouteilles isothermes : la Commission a été saisie par M A. Roy  
 Sur 600.000 bouteilles vendues en France, 300.000 sont importées, ce chiffre est  
 trop considérable. Une lettre a été adressée à cet égard au ministre  
 du commerce

2° Protection de l'insuline : examinée à la demande de M Roussel

Le produit est particulièrement important au point de vue médical et il est fabriqué  
 en France dans des conditions excellentes qui à l'étranger. Au premier abord  
 les importations paraissent peu considérables, mais cette proportion ne signifie  
 rien les produits importés étant très concentrés; il y a également une fraude très active  
 Les fabricants réclament 1° Droit ad valorem de 15% portant sur la prix de  
 vente au détail et un plus sur la valeur lors de l'importation

2° Importations soumises à l'obligation d'un  
 numérotage pour chaque tube pour éviter la fraude, et  
 les numéros seraient également portés sur le bordereau de douane  
 ce qui permettrait un véritable droit de suite

Il est décidé que la lettre de M Roussel sera signalée à l'attention  
 des ministres du commerce et de la santé publique

3° Obtenir à la Chine des tarifs minimums pour les œufs séchés

Les fabricants français de pâtes alimentaires ont demandé et obtenu le tarif  
 minimum. Mais la censure française proteste aujourd'hui. Il y a une loi  
 de demande de renouveau au ministère de l'agriculture mais il semble  
 à première vue que cette réclamation n'est pas fondée, il faut permettre  
 aux fabricants de pâtes alimentaires français de lutter contre la concurrence  
 étrangère et il est nécessaire de maintenir nos débouchés en Chine.



## 1° Attribution à l'Allemagne des contingents redutés

La verrerie française a protesté contre ce transfert  
deux sortes de contingents avaient été accordés à la Tchécoslovaquie  
le normal et le supplémentaire

Pour le trimestre actuel les deux ont été attribués à l'Allemagne et  
des négociations sont en cours pour le règlement définitif de la question  
D'après les intentions des ministères des commerces, seul le contingent  
normal serait attribué à l'Allemagne et à la Tchéco-Slovaquie.  
Mais les protestations de ces deux pays sont très vives; et la  
Tchéco-Slovaquie exige les contingents supplémentaires en affirmant qu'ils  
leur sont absolument nécessaires pour le transfert de vitres  
françaises (prêts à l'état et aux industriels); argument de poids  
la balance commerciale étant à l'heure actuelle entre leur pays et  
la nôtre déficitaire de plus de 100 millions à leur détriment. On  
peut leur objecter que nos exportations comprennent prin-  
cipalement des matières premières et des produits semi-ouvrés.

M. Bozé assure que l'industrie de la verrerie est entièrement passée à  
l'Allemagne. Et dans ces conditions il insiste pour que les  
contingents soient réduits dans des proportions considérables.  
La situation n'est plus la même qu'en 1928 à l'époque où  
le contingent fut établi. Les considérations politiques ne doivent plus  
jouer. Il y a de plus des abus certains dans la répartition des licences.  
L'industrie de la verrerie est plus intéressante que les maisons  
d'importation.

Après une brève discussion la Commission décide de convoquer  
les syndicats de maître verriers intéressés.

M. Camé Bonvallet fait adopter son rapport sur le projet tendant à la  
ratification du décret du 7 août 1938 portant modification du  
taux d'abonnement des obéaginaires

La prochaine séance est fixée au jeudi 22 décembre à 10,30

La séance est levée à midi



Séance du 12 décembre 1958

La séance est ouverte à dix heures trente sous la présidence de M Jean Bore  
président de la Commission

Sont présents MM Jean Bore, Néron, Bachelot, Lévy, Turbat, Lerlin, Ostermann,  
Abel Lefevre, Guy-Riont, Rogé

M Jean Bore indique que le ministre du commerce lui a fait connaître que la  
question du relèvement des droits de bouteilles isolantes est à l'étude. Cette réponse  
ne nous satisfait pas le demandeur de relèvement ayant été fait en juin. L'étude  
la concernant aurait dû être terminée depuis longtemps. Une nouvelle lettre  
contenant des observations sera transmise au ministre du commerce

M Jean Bore transmet à la commission une lettre de M Thureau-Dangin sur le  
projet du gouvernement d'autoriser l'importation de maïs yongolabais  
grâce à l'octroi à ce pays des passavents accordés précédemment aux maïs  
indochinois. M Thureau-Dangin relève contre cette mesure les passavents ne  
constituant qu'un certificat d'origine et non de autorisation d'importation.  
M Jean Bore approuve entièrement la manière de voir de M Thureau-Dangin: il nous est  
indispensable de conserver les marchés de l'Europe centrale pour nos propres exportations  
des moyens légaux. En utilisant cette procédure le ministre ferait bénéficier de  
marchandises étrangères de droits inférieurs à ceux du tarif minimum et cela est inad-  
missible.

Après des observations de MM Bachelot et Abel Lefevre sur la nécessité de protéger les  
céréales secondaires françaises et blés il est décidé d'écrire au ministre du  
commerce pour s'opposer à cette mesure

M Néron indique que par suite du jeu des luttes politiques la commission va  
perdre quatre de ses membres les plus actifs MM Jean Bore, Abel Lefevre,  
Delhomme, Jacques Benoit

M Jean Bore a su présider avec une rare compétence la commission.  
M Abel Lefevre en tant que rapporteur général lui a rendu les plus précieux services.  
Tous les membres de la commission auront beaucoup de plaisir en se séparant  
de ces travailleurs infatigables qui lui auront rendu tant de services.



M Jean Bore remercie M Néron de ses paroles et prend congé de ses collègues. Il indique qu'il voit l'avenir très sombre, il lui semble que le rôle du parlement tend à se transformer et à s'amenuiser.  
Il quitte la politique sans regret, mais il lui est très pénible de se séparer de ses collègues surtout de ceux de la Commission des Douanes.

M Abel Lafont nous a parlé de M Jean Bore

M Néron donne lecture des rapports suivants qui sont tous approuvés sans discussion  
un projet tendant à ratifier le décret du 8 décembre 1934 réglementant l'importation de certaines catégories de tinsus de rayonne  
un projet tendant à ratifier certain décret douanier colonial relatif au régime douanier des huiles minérales et dérivés

1<sup>er</sup> 18 mai 1936 Martinique

2<sup>o</sup> 18 janvier 1936 Guadeloupe

3<sup>o</sup> 18 janvier 1936 Indochine

A onze heures une délégation du syndicat des fabricants de verrerie et de la fédération nationale de la verrerie et de la céramique est introduite

M Jean Bore donne la parole à M Dome représentant du syndicat des fabricants de la verrerie à la main

M Dome : l'affaire des quotas doit permettre une amélioration de l'activité de notre industrie.

Depuis 1931 notre industrie est protégée par le système des contingents. Dès leur création il avait été décidé qu'ils seraient proportionnés à la capacité du marché français et qu'ils ne seraient finis qu'après accord avec les industriels et qu'ils seraient révisés tous les six mois. Mais dès 1933 le ministre du commerce estime qu'il doit être seul juge en la matière. Les contingents ont toujours été gérés par les puissances étrangères nous ne savons même plus leur importance la statistique douanière ne nous fournissant que des renseignements fort incomplets. Nous nous plaignons d'avoir à lutter non plus contre des industries mais contre des gouvernements (retourne, dumping avantages de toute nature)

Nous avons demandé depuis deux ans la diminution des contingents et des augmentations de droits, mais contingents et droits étaient contingents.

Aujourd'hui la situation est toute différente. Nous pouvons dire à la Tchéco-Slovaquie : les accords ne tiennent plus. Les contingents supplémentaires



75

doivent être supprimés et le contingent normaux basé sur la capacité du marché français. Quant aux verreries nées il suffira d'indiquer à l'Allemagne que les droits des ouvriers français prennent tout.

Notre industrie subit une crise particulièrement grave, les usines travaillent à peu près deux et un très grand nombre d'entre elles sont fermées. Nous ne pouvons compter sur l'exportation qui ne pourra jamais être pour nous qu'un complément.

La concurrence allemande va devenir particulièrement dangereuse, elle emploie des méthodes de dumping et elle a déjà tué la lunetterie, les verres de montre.

M. Jean Bone remercie M. Bone de son exposé très clair et lui demande de vouloir bien fournir par écrit un certain nombre de précisions à la commission notamment sur :

1° Importance des usines fermées

2° L'industrie des verres de lunetterie

3° Les prix français par rapport aux prix allemands en Allemagne

4° Les dépassements et anticipation de contingents

Il passe ensuite la parole à M. R. Pillivuyt délégué général de la Fédération nationale de la céramique et de la verrerie.

M. Pillivuyt : Je m'occuperai de la porcelaine. En 1934 nous avons signé un accord avec la Tchécoslovaquie et les allemands : tarif réduit pour importation mais sous condition de prix minima. Or aujourd'hui ils importent de la porcelaine qui constitue une concurrence très importante.

Les usines sont passées à l'Allemagne et il y a donc bien de nouvelles les contingents tchécoslovaques qui ont été déjà accordés à l'Allemagne pour le 1<sup>er</sup> trimestre 1938

La délégation est réunie à onze heures quarante-cinq.

M. Lévy donne lecture de deux rapports sur le projet tendant à ratifier certains droits coloniaux :

15 avril 1937 Madagascar sans doute : 21 avril 1936 Indochine vêtements, pièces de lingerie  
Ces deux rapports sont adoptés sans discussion

M. Abel Tefane fait adopter son rapport sur le projet tendant à la ratification des droits du 16 janvier 1937 fixant le tarif des douanes

M. Bachelet est autorisé à déposer son rapport sur le projet tendant à la ratification des droits du 13 août 1937 qui concernent les droits de douane sur l'opium à Madagascar

La séance est levée à midi quinze



Séance du jeudi 29 décembre 1938

La séance est ouverte à dix heures trente sous la présidence de M Jean Bon  
président de la Commission. Sont présents MM Jean Bon, Niron, Loutier, Beaumont, Thureau-Dangin, Bachelot, Elly,  
d'Andlau, Turbat, Ulmer, Abel-Lefèvre, Liery, Berlin, Roge, Carie-Bonvalet

Examen des dispositions de la loi de finances intéressant la Commission des Douanes

M Jean Bon — Il m'a paru nécessaire de vous réunir, comme tous les  
ans à pareille époque, afin de soumettre à l'examen de la  
Commission des Douanes les dispositions de la loi de finan-  
ces qui sont susceptibles d'avoir des répercussions sur no-  
tre commerce extérieur.

D'autre part, à la demande de certains de nos Collègues,  
j'ai décidé de profiter de cette réunion pour demander au Mi-  
nistre du Commerce de vous exposer ses intentions en ce qui  
concerne la question du transfert à l'Allemagne d'une partie  
des contingents tchécoslovaques, qui avait si fortement rete-  
nu votre attention lors de notre dernière séance.

M. Gentin a bien voulu répondre à cette demande et vien-  
dra à 11 h. 30 nous fournir les indications sur les différents  
aspects du problème dont il s'agit. Nous pourrions ensuite dé-  
cider en toute connaissance de cause de la position de la  
Commission des Douanes sur ce sujet.

En attendant cette audition, nous allons, si vous le  
voulez bien, passer tout de suite à l'examen de la loi de  
finances.

.....



Observons tout d'abord que cette année ce projet de loi ne comporte que peu de dispositions intéressant la Commission des Douanes et que ces dispositions n'ont qu'une portée très limitée.

Elles sont contenues dans les articles 3, 3 bis et 3 ter.

### Article 3

"Sont prorogées en 1939 les dispositions de l'article 56 de la loi du 28 février 1933. Les décrets visés audit article seront soumis dans les 8 jours à la ratification du Parlement s'il est réuni, sinon dans les 8 jours de la session suivante"

Cette disposition tend à proroger en 1939 la perception de la taxe sur les importateurs de produits contingentés, appelée plus communément "taxe de licence". Il s'agit en somme du maintien des taxes qui sont perçues depuis 1933, lors de l'importation de certains produits contingentés et surtout de produits agricoles.

Elles sont devenues à l'heure actuelle un élément de la protection et tendent à empêcher que le système du contingentement, qui constitue une sorte de monopole au profit des importateurs, ne permette à ces derniers de réaliser des bénéfices excessifs en prélevant à leur profit la différence entre le prix étranger et le prix français que le droit de douane lui fait passer dans les caisses du Trésor.

Votre Commission peut donc se prononcer favorablement sur la prorogation prononcée par l'article 3.



ARTICLE 3 bis

---

DU PROJET DE LOI DE FINANCES.

---

Les oeufs, volailles et autres animaux de basse-cour, de production française, sont exonérés de la taxe à la production instituée par la loi du 31 décembre 1936 portant réforme fiscale

---

Le Rapport de la Commission des Finances de la Chambre justifie cette disposition de la façon suivante :

Lors de la discussion de la loi portant réforme fiscale, le Ministre des Finances a déclaré vouloir exonérer de la taxe sur le chiffre d'affaires les denrées alimentaires périssables et les produits agricoles.

Or, l'Administration des Finances, par une circulaire administrative, a décidé que les oeufs et les volailles ne devaient pas être considérés comme denrées alimentaires périssables (bien que ces produits eussent été compris en 1930 parmi les denrées périssables taxées au taux de 0 fr. 55 %) et devaient de ce fait être taxés à 6 %, taux porté depuis à 9 %.

Le présent article dû à l'initiative de M. Foulet, a pour but de mettre un terme à cette situation, votre Commission des Finances vous en propose l'adoption.

En dehors des considérations qui précèdent, la fermeture d'un grand nombre d'établissements agricoles, le prix actuel des oeufs, et l'augmentation des importations sont des arguments qui militent en faveur de ce texte qui a été adopté, à plusieurs reprises, par votre Commission au cours de la discussion de la dernière loi de finances.



79

- OBSERVATIONS -

La disposition dont il s'agit a été disjointe par la Commission des Finances du Sénat, afin de ne pas priver le Trésor d'une recette estimée à 50 millions.

Néanmoins, il est probable que cet article sera représenté à nouveau au cours de la navette et il paraît prudent de procéder dès maintenant à son examen.

Il résulte, tant des termes mêmes de l'article 3 bis que des commentaires contenus dans le rapport de la Commission des Finances de la Chambre des Députés que cette disposition tend à exonérer de la taxe à la production les oeufs, volailles et autres animaux de basse-cour de production française, mais en laissant subsister intentionnellement cette taxe sur les mêmes produits importés de l'étranger.

Une telle mesure est en contradiction formelle avec les stipulations de nos accords commerciaux qui précisent qu'en aucun cas les produits étrangers ne doivent, du point de vue de la législation fiscale, être moins bien traités que les produits nationaux.

Si la disposition contenue dans l'article 3 bis était adoptée par le Parlement, la législation intérieure se trouverait en contradiction avec nos engagements contractuels qui, par leur ratification, ont également reçu force de loi. Au surplus, les pays étrangers avec lesquels nous avons conclu des accords commerciaux ne manqueraient pas d'élever de vives protestations devant lesquelles nous serions tenus de déférer



- X -

car il est de jurisprudence constante que les dispositions législatives d'ordre international priment les dispositions législatives d'ordre intérieur. Le texte de l'article 3 bis se trouverait donc en fait inapplicable.

Votre commission ne peut, dans ces conditions, que vous proposer, si l'article 3 bis était présenté à nouveau devant le Parlement, d'en remplacer le texte par la rédaction suivante:

"Art. 3 bis - L'énumération des cas d'exemption de la taxe  
"globale de 9 % et de la taxe de 3 % prévue à l'article I4 du  
"Code des Taxes à la Production est complétée comme suit :

"

"42° - Les affaires portant sur la vente des oeufs, volailles  
"et autres animaux de basse-cour"

Ces dispositions ne visent sans doute que les affaires effectuées sur le territoire français, mais elles deviennent ipso facto applicables à l'importation, car l'article 47 du même code spécifie que :

"Les produits visés à l'article I4 ci-dessus autres que les produits de monopole et dont la vente à l'intérieur est exonérée des taxes de 9 % et de 3 % sont, à l'importation, exemptés dans les mêmes conditions et sous les mêmes réserves des dites taxes de 9 % et de 3 %".



ARTICLE 3 TER

"L'exonération de la taxe à la production prévue par la loi du 31 décembre 1936 portant réforme fiscale, article 7, § Ier, en faveur d'un certain nombre de produits agricoles, est étendue aux charbons de bois, bruts ou ensachés, produits en forêts, soit en meules, soit au four métallique démontable"

Cette disposition, comme la précédente, a été dans un but fiscal disjointe par la Commission des Finances du Sénat. Toutefois, à la différence de l'article 3 bis, la rédaction de cette disposition ne souleverait, en cas de rétablissement au cours de la navette, aucune objection du point de vue douanier.

En effet, cet article se réfère à l'exonération prévue à l'article 7 de la loi du 31 décembre 1936. Or ce dernier précise que les produits visés par lui sont exonérés des taxes prévues par les articles 2, 3 et 5 de la même loi, c'est-à-dire tant les opérations de vente à l'intérieur que les importations (art. 3).

L'égalité de traitement imposée par les stipulations de nos accords commerciaux est donc respectée en l'occurrence et votre commission n'aurait donc de son point de vue aucune objection à formuler.

.....



Telles sont, Messieurs, pour le moment, les seules mesures de la loi de finances qui rentrent dans notre compétence. Cependant, il n'est pas douteux qu'au cours de la navette des efforts vont être tentés pour introduire dans la loi de finance des dispositions que leurs auteurs voudraient faire profiter d'un vote rapide.

Je pense que vous serez d'accord avec moi pour que la Commission des Douanes du Sénat maintienne cette année la règle qu'elle s'est tracée jusqu'ici et qui tend à disjoindre de la discussion budgétaire toutes les dispositions relatives à l'institution de mesures nouvelles exigeant par conséquent un examen spécial.

Si vous voulez bien partager ce point de vue, je me propose de demander moi-même ou de prier votre Vice-Président M. Néron de demander la disjonction de tous les nouveaux articles qui pourraient être insérés d'ici le vote définitif du budget, à moins que les mesures proposées puissent soulever véritablement la moindre discussion et que votre Commission ait eu la possibilité de les approuver formellement.

*Après observation de M. Jean Beaumont la Commission adopte les conclusions de son président.*

### Importation de maïs d'Europe centrale en franchise

M. Jean Bon — Avant de passer à la deuxième partie de notre ordre du jour, je voudrais vous rendre compte de la suite donnée à la délibération prise par la Commission des Douanes, au cours de sa dernière séance, sur une intervention de M. Thureau-Dangin.

Si vous vous en souvenez, Messieurs, notre Collègue m'avait saisi d'un projet qu'aurait formé le Ministère du Commerce de favoriser l'exportation vers certains pays asiatiques des maïs indochinois exportés jusqu'à ce jour dans la Métropole et ~~admettre~~ d'admettre en échange une certaine quantité de maïs roumains ou yougoslaves au bénéfice de la franchise prévue à l'égard des maïs coloniaux.



83

Le Gouvernement se serait proposé au surplus de mettre provisoirement en vigueur, par décret, ce système qui aboutirait à accorder à la Roumanie et à la Yougoslavie un abaissement de droits au-dessous du tarif minimum.

~~Voici la lettre par laquelle~~ j'ai fait part à M. Gentin <sup>par lettre</sup> des observations formulées sur cette question par la Commission des Douanes.

Je crois savoir que le Ministère du Commerce fortement impressionné par notre démarche a renoncé à son intention de réaliser la mesure dont il s'agit par décret et de la soumettre préalablement à l'approbation du Parlement.

Il n'est cependant pas impossible qu'il cherche à obtenir cette approbation au cours de la navette de la loi de finances. Vous serez sans doute d'accord avec moi pour que la Commission des Douanes fasse respecter la règle que nous venons de rappeler et demande la discussion de cette disposition afin qu'elle soit soumise au Parlement sous forme de projet de loi spécial.

Aménagement des contingents tchécoslovaques à la suite du rattachement des cantons sudètes à l'Allemagne - Audition de M. Gentin ministre du commerce

M. Jean Bon

Nous en arrivons maintenant, Messieurs, à la question du transfert à l'Allemagne d'une partie des contingents tchécoslovaques.

Avant d'entendre M. GENTIN, je vais me permettre de vous rappeler brièvement comment se pose cette question.

La Tchécoslovaquie bénéficiait jusqu'à ce jour de contingents normaux fixés comme pour les autres pays au prorata de ses exportations en France pendant les années prises comme années de référence.

Par ailleurs, des contingents supplémentaires lui avaient été alloués pour tenir compte tout d'abord de considérations de politiques extérieures, puisque la Tchécoslovaquie était alors notre alliée et que tant du point de vue politique que du point



de vue économique nous avions intérêt à fortifier sa position vis à vis de l'Allemagne. Ces contingents supplémentaires lui avaient été accordés également afin de permettre à ce pays dépourvu de devise d'assurer les transferts financiers ~~qu'il~~ ~~de~~ qu'il devait normalement effectuer dans notre pays; ces transferts comprennent d'une part des transferts privés tels que la participation française dans les usines Skoda et d'autre part le service des emprunts que l'Etat français avait consentis à la Tchécoslovaquie.

Depuis le rattachement à l'Allemagne des Cantons sudètes, le Gouvernement du Reich demande que ~~lui~~ lui soit transférée la part des contingents normaux et supplémentaires correspondant aux industries tchécoslovaques rattachées à l'Allemagne. A cette demande, les industriels français opposent :

1°) qu'il ne saurait être question de transférer les contingents supplémentaires à l'Allemagne, car les raisons qui nous ont conduits à accorder ces contingents supplémentaires à la Tchécoslovaquie ne valent pas pour ~~le~~<sup>le</sup> Reich.

2°) que le maintien des contingents supplémentaires à la nouvelle Tchécoslovaquie ne se justifie plus car ce pays est actuellement passé dans l'ordre économique et politique de l'Allemagne et que les sacrifices que nous ferions en lui maintenant des contingents exceptionnels seraient consentis en pure perte.

3°) qu'il ne saurait même pas être question de transférer à l'Allemagne la part de contingents normaux correspondant à l'exportation



des industries tchécoslovaques désormais rattachées au Reich, Les industriels dont vous avez entendu une délégation au cours de notre dernière séance, ont indiqué qu'il n'y avait aucune raison pour que le coup de force réalisé par l'Allemagne dans le domaine politique ait des répercussions dans le domaine économique et que le rattachement brutal de territoires entraîne le transfert d'avantages économiques concédés non à des cantons déterminés, mais à l'Etat Tchécoslovaque dont l'entité politique continue à subsister.

On a objecté, au surplus, qu'il ~~may~~ avait plus de danger pour l'industrie française à avoir en face d'elle un très gros concurrent étranger que plusieurs concurrents de moindre importance et qu'il importait par conséquent de s'opposer au développement de la part de l'Allemagne dans notre commerce extérieur par l'accroissement de ses contingents d'exportation en France.

4°) Enfin, les industriels de la Verrerie et de la Céramique ont fait ressortir que la situation de leurs industries était devenue extrêmement précaire et qu'il importait à l'heure actuelle de décider ~~qu'il~~ si l'on devait ou non faire passer les droits des industriels français avant les droits des producteurs de tel ou tel pays étranger.

Voici, Messieurs, très brièvement résumés, les aspects de la question sur laquelle est attirée l'attention de notre Commission des Douanes et sur laquelle cette dernière doit formuler sans tarder son avis, car des négociations doivent s'engager sur ce point avec une délégation allemande à partir du 15 janvier prochain.

Si vous le voulez bien, nous allons maintenant entendre ~~XX~~ M. le Ministre du Commerce et après cette audition nous fixerons définitivement la position que nous estimerons devoir prendre.



M. Gentin ministre du commerce est introduit à 11 heures

M. Jean Bosc souhaite la bienvenue au ministre du commerce et à son directeur.

A l'heure actuelle les problèmes économiques les plus importants ne peuvent trouver de solution que dans le libéralisme et l'échange.

M. Jean BOSC exprime son regret de n'avoir pas donné suite à sa demande d'interpellation concernant les pays danubiens.

Il remercie M. Gentin d'avoir bien voulu répondre au désir de la Commission des Douanes du Sénat d'entendre le Ministre du Commerce au sujet du transfert à l'Allemagne d'une partie des contingents tchécoslovaques.

M. Gentin, précisant qu'il vient pour la première fois devant la Commission, exprime ses remerciements pour le bienveillant accueil que l'on veut bien lui réserver. Il rappelle que n'étant pas encore parlementaire il avait sollicité l'appui de la Commission en faveur de l'industrie troyenne.

Allusion au départ de M. Jean Bosc.

Puis répondant à M. Jean Bosc qui avait exposé que c'est dans le libéralisme et le loyalisme qu'on peut trouver la solution des graves problèmes de l'heure présente le Ministre du Commerce ajoute :

Le Ministère du Commerce est tout à fait d'accord avec vous en ce qui concerne les méthodes libérales, mais cependant nous sommes bien obligés de tenir compte des économies fermées qui nous avoisinent et quel que soit notre désir de rester dans ce régime libéral, il se produit fatalement une influence de ces économies, en particulier allemandes et italiennes, qui nous obligent à sortir de ce



libéralisme auquel nous voudrions rester attachés.

En ce qui concerne les contingents tchécoslovaques pour éclaircir la situation, voyons d'abord ce qu'elle était au commencement de l'année 1938, après septembre, dans la période intermédiaire de septembre au 31 décembre, et comment on doit envisager l'avenir.

Au commencement de cette année, les échanges commerciaux entre la Tchécoslovaquie et la France étaient réglés par deux lettres échangées ~~le~~ 1er février 1938. Dans la première on fixait le statut permanent des échanges et dans la seconde les contingents supplémentaires permanents.

Outre sa part mathématique de contingents normaux, certains contingents spéciaux/<sup>étaient</sup> accordés pour la première fois par un accord du 11 avril 1934. En compensation, la Tchécoslovaquie s'engageait à livrer aux importateurs de produits français des licences d'importation qui valaient permis de devise à concurrence de quantités importées en 1934.

La deuxième lettre avait pour but d'établir un régime spécial par lequel nous accordions à la Tchécoslovaquie un certain nombre de contingents supplémentaires qui avaient un caractère permanent.

On a dit souvent que c'était pour des raisons



d'ordre politique et sentimental, ce n'est pas tout à fait exact, parce que nous avons en même temps avec la Tchécoslovaquie une balance commerciale favorable, dont elle s'est plainte à différentes reprises, excédentaire de 30 millions en 1936 de 17 millions en 1937 et encore excédentaire à l'heure actuelle. Au début de la négociation, la délégation tchécoslovaque avait demandé des avantages de nature à lui assurer un solde substantiel. Non seulement ce pays se plaignait de ce que la balance commerciale était favorable à la France, mais il aurait voulu qu'elle soit inversée en raison des engagements antérieurs qu'il avait envers la France.

De janvier à septembre 1938, l'excédent en faveur de la France était de 80 millions, il était de 33 millions en 1936 et de 19 millions en 1937, de janvier à septembre de 80 millions. Par conséquent, la Tchécoslovaquie gênée par cet excédent demandait au contraire que l'on accorde des facilités nouvelles pour ses exportations. Une interruption de ces échanges aurait eu pour conséquence grave que le territoire des Sudètes qui constitue un débouché important pour notre industrie aurait entraîné un arrêt brutal des importations en France des produits des territoires sudètes et mis en difficulté un certain nombre de maisons françaises. Nous avons été obligés de faire un départ entre les industries restées tchécoslovaques et les industries allemandes. Dès lors des produits français ne pouvaient plus pénétrer en ter-



ritoire sudète que pour autant que les importateurs disposaient de certificats de devises . Un accord s'imposait avec le Reich. Un échange de lettres intervint le 18 novembre, entre la France et l'Allemagne: les échanges s'effectuaient valeur pour valeur, c'est-à-dire les devises <sup>provenant du vent fait en France par les territoires</sup> ~~de la Reichsbank~~..... sont affectées en totalité au paiement d'exportations françaises dans ~~ce~~ territoire ~~des Sudètes~~ (Nous avons accordé à l'Allemagne 5 millions de francs ....)

Les contingents tchécoslovaques comprenaient des contingents normaux, des contingents supplémentaires permanents et des contingents exceptionnels. Nous étions liés jusqu'au 31 décembre de cette année, pour la totalité de ces trois contingents, puisque cet accord doit être dénoncé trois mois avant. Il fallait en même temps permettre aux industries sudètes de continuer à exporter. L'Allemagne ayant imposé le système d'échange valeur pour valeur, nous avons dû accorder à cette région un autre contingent. Nous avons attribué à l'Allemagne en plus une part pour la période intermédiaire, en plus théoriquement parce que pendant la même période les contingents tchécoslovaques qui restaient ne pouvaient pas être utilisés par la Tchécoslovaquie puisque ses usines étaient allemandes.



Voici d'ailleurs quelques chiffres pour le trimestre 1938 pour des  
industries situées en presque totalité dans le territoire cédé  
Gobletterie : Tchécoslovaquie 4020 qm (normal) + 1000 qm (extra) soit 5020

.....

Allemagne

500 qm

Par conséquent les contingents attribués à l'Allemagne  
sont considérablement inférieurs aux contingents anciens  
~~Europe rectifiée (au lieu de 1900 qm il s'agit de~~  
~~150 qm)~~

En ce qui concerne les verres de lunettes :  
le contingent était de 220 K. + 115  
celui attribué à l'Allemagne est de 50 K.

Pour les tissus de rayonne: 3.750 K.  
celui attribué à l'Allemagne : 2.000 k.

Cravates de soie: 2.250

Allemagne : 500

Bonneterie: 1200 + 1700 + 2000

Allemagne : 1.000

Dans toute cette période, le contingent attribué  
à l'Allemagne a été réduit dans une proportion considérable.

Comme il fallait en même temps prévoir ce qui se  
passerait pour 1939, nous avons, dès le commencement de  
décembre, envisagé des négociations avec l'Allemagne qui  
devaient s'ouvrir vers le 10 décembre. Ces négociations  
ont été ajournées à janvier et nous avons, de ce fait,  
été obligés d'entrevoir une reconduction de cet accord/ <sup>pour une nouvelle période</sup> de  
trois mois. Ce nouvel accord a fait l'objet d'une lettre du  
19 décembre



91

mais la Tchécoslovaquie qui est en ce moment, privée d'une grande partie  
de ses industries songe à se rééquiper elle va nous demander une partie  
des contingents exceptionnels permanents qu'elle possédait déjà

19 décembre.

Les deux négociations doivent être menées de front.

Il a été décidé que pour le premier trimestre de 1938  
les contingents normaux <sup>attribués à la Tchécoslovaquie</sup> seraient réduits de la quantité  
attribuée à l'Allemagne.

La Commission des Accords commerciaux, dans sa séance  
du 21 décembre a examiné toute la question et en parti-  
culier les contingents d'importation qui devaient être  
ouverts à partir du 1er janvier prochain.

Il y a 4 sortes de contingents:

Contingents normal  
Contingent supplémentaire à titre permanent  
contingent ~~xxx~~ supplémentaire spécial accordé pour 1938.  
et pour ~~xxxx~~ certains articles quelques petits contingents  
supplémentaires provenant de contingents autrichiens anté-  
rieurs.

Reste à savoir quelle va être notre attitude dans  
les négociations.

En principe, il apparaît bien évident que les  
contingents normaux accordés à l'ancienne Tchécoslovaquie  
ne peuvent pas être diminués. Il faut en faire une répar-  
tition équitable entre la Tchécoslovaquie et l'Allemagne

M. le Président - Pour quelles raisons dites-vous  
que ces contingents ne peuvent ~~ne~~ pas être diminués.

M. Gentin - La raison c'est qu'il ~~pourrait~~ faut en même  
temps maintenir nos exportations vers la Tchécoslovaquie  
et l'Allemagne, or les pays Sudètes sont de gros acheteurs



de produits chimiques français, etc... Si nous diminuons le contingent que la Tchécoslovaquie exporte vers la France, nous diminuons du même coup les exportations françaises vers la Tchécoslovaquie et les pays Sudètes. Je pense que c'est une raison suffisante pour maintenir le principe des contingents normaux.

.....

Le<sup>s</sup> contingent spécial permanent, la Tchécoslovaquie le considère comme une chose normale.

M. le Président - Ils ont perdu leur caractère exceptionnel, ce sont des contingents normaux dont l'amplitude a augmenté.

M. Gentin - Précisément à cause de nos exportations vers la Tchécoslovaquie. Cette dernière ne pouvant pas payer avec des devises libres ne peut payer que par des échanges et comme elle se plaint d'une balance déficitaire et que nos exportations sont fructueuses, il faut faire l'équilibre.

Les Allemands savaient bien qu'ils courraient le risque d'avoir des industries supplémentaires à l'industrie allemande, ils n'étaient pas fondés à réclamer à la France le même traitement.

D'un autre côté, les industriels français qui souffrent de la concurrence tchécoslovaque, qu'il s'agisse des textiles de la céramique, de la verrerie, tiennent exactement le même raisonnement. Nous avons une occasion merveilleuse de



nous débarrasser de cette industrie tchécoslovaque il faut en profiter. Cependant ces industries françaises ont par ailleurs une facilité de développement de leurs affaires vers l'Angleterre et l'Amérique, du fait que ces deux pays sont infiniment moins acheteurs de ces produits allemands.

En ce qui concerne les contingents normaux, de façon à permettre la continuation de nos échanges, je souhaite que ces contingents soient maintenus. Je dis que la Tchécoslovaquie qui en ce moment est privée d'une partie rééquiper de son industrie songe à ~~rééquiper~~ son nouveau territoire d'une façon industrielle et elle va nous demander en plus de la ventilation qui sera faite entre les contingents normaux... qu'on lui laisse une part des contingents exceptionnels permanents qui faisaient équilibre avec les exportations françaises.

Je sais que j'aurais à me débattre avec le Ministre des Affaires Etrangères, mais j'entend me défendre de toutes mes forces, pour le maintien des contingents normaux.

M Jean Bon remercie M Gentin de la clarté et de la loyauté de son exposé  
Il voit qu'il serait bon de ne pas laisser dans la période intermédiaire de trop grands espoirs  
Il remercie la conclusion de M Gentin  
Il voudrait que les contingents exceptionnels soient plus accords  
M Gentin est d'accord sur ce dernier point

M Bachellet désirait avoir quelques précisions sur le balance commerciale avec l'Allemagne  
M Gentin - En tenant compte des commerce de la France et de ses colonies l'équilibre est mathématiquement réalisé à 100% pour le balance des paiements  
M Bachellet : il y a une pour une très large part de laines peignées dans lesquelles une incorporation fait peu de travail français et que nous achetons à l'Australie sans compensation



M. Gentin en réponse à certaines questions posées par M. Jean Bess et Rogi  
précise qu'en aucun cas les contingents attribués à l'Allemagne  
et à la Tchécoslovaquie n'atteindront l'ancien total et il affirme que  
depuis quelque mois la situation de l'industrie serrière française s'est  
améliorée.

La Seane est levée à midi trente

---



Leane du mardi 1<sup>er</sup> février 1939

La séance est ouverte à 15 heures sous la présidence de M. Lévy d'oyen d'âge

Lout presents me Best Neron, Manager Bogé, Chancel, Fournier, Vielhard Turbat  
 Carré, Hovalelt Lauray Elby Turbat, Lignist, Ostermann, Serlin, Beaumont  
 Adrien Richard, Bonon, Ulysses Fabre

## Constitution de la Commission

M. Moire Lévy: les traits privilégiés de l'âge ne m'obligent à présider la commission  
aujourd'hui mais cela me vaut le plaisir de souhaiter la bienvenue  
aux nouveaux élus de la Commission, MM Parayre, A. Richard, Lignier, Belfort Gaston Labbé Lannay  
(marque en face)

Le départ de m<sup>r</sup> Jean Bon et de m<sup>r</sup> Abel Tefers près la Commission des  
deux compétences que nous avions tous en appeler à leur juste prix,  
ils conservent toute notre amitié

Mr Chapal vient d'être victime d'un grave accident d'autobus son état s'améliore lentement mais nous espérons qu'il pourra avant peu reprendre la tête de la Commission qu'il a dirigée dans le passé avec tant d'autorité. Je vous propose donc sa réélection par acclamation ainsi que celle de tous les autres membres du bureau.

U en est ainsi décidé - le Bureau pour 1918 est donc ainsi composé

President. M Chapral

Vice-présidents MM Néron et Chanaud

Leetwien m m Toy Riout et Ruzi

M. Lévy est le fils de la présidente à M. Nér on 1<sup>er</sup> vice président

on marque remercie mon oncle Levy et fait voter en son honneur une motion de sympathie

Il y aurait lieu de proposer à l'élection d'un rapporteur général mais il est préférable d'attendre le retour de Chapal

U en et aini deidi

On veut inviter les nouveaux membres de la commission à faire connaître au sein  
- tant leur compétence particuliers et le sujet les intéressant

La rianu este levat a 15 haine 40.



Séance du 9 février (jeudi) 1939

La séance est ouverte à dix heures trente sous la présidence de M Néron  
vica. président de la Commission.

Sont présents MM Néron Rogé, Turbat, Maroger, Ulysse Fabre, Serlin, Bachelet, Betfort  
Chanaï, Lantroy, Beaumont  
Invités MM Tassé, Lignist

### Méthode de travail et questions soumises à la Commission

M Néron

Avant d'aborder l'examen des différents rapports qui figurent à l'ordre du jour de cette séance, il me paraît utile d'indiquer tout au moins très brièvement, à nos nouveaux Collègues, la nature des travaux qui incombent à notre Commission.

La Commission des Douanes est saisie, ou se saisit, de toutes les dispositions législatives ou réglementaires, de tout fait ou de tout incident intéressant notre commerce extérieur ou de toute situation économique quelconque susceptible de trouver sa solution dans des mesures d'ordre douanier.

Dans ce but, la Commission procède chaque mois à un examen attentif de l'évolution de nos importations, de nos exportations et du déficit de la balance commerciale. Vous trouverez d'ailleurs sur les murs de cette salle des graphiques qui concrétisent, mois par mois, l'évolution de notre commerce avec l'étranger.

Si les études dont il s'agit décèlent, dans l'évolution de nos échanges, des anomalies qui méritent de retenir l'attention, la Commission décide soit d'entendre le Ministre du Commerce, soit

.....



d'interpeller le Gouvernement par l'organe de son Président, par celui de son Rapporteur Général ou de tout autre de ses membres.

En dehors de ces études, la Commission est appelée à examiner tous les projets ou propositions de lois dont le Sénat est saisi et qui intéressent directement ou indirectement notre régime douanier. Ces textes peuvent être répartis en trois groupes:

1° - Les textes relatifs à la modification de notre tarif douanier ou à l'institution de contingentements. Les mesures dont il s'agit ont pour objet d'assurer une protection efficace à telle ou telle branche de la production nationale.

En principe, les droits de douane ne peuvent être modifiés que par une loi. Cependant ces dernières années le Parlement a été fréquemment amené à déléguer au Gouvernement, pendant des périodes déterminées, le pouvoir de modifier le tarif par décrets; mais dans ces divers cas lesdits décrets doivent encore être soumis à la ratification du Parlement et votre Commission doit alors formuler son avis sur les mesures ainsi prises.

C'est dans cette catégorie que doivent être rangés les trois projets de loi relatifs à la protection des poissons conservés que notre Collègue M. Rogé va rapporter devant vous.

2° - Les projets de loi portant approbation de conventions commerciales. Il ne s'agit plus là de dispositions concernant telle ou telle production déterminée, mais de dispositions contractuelles intervenues entre la France et un autre pays étranger en vue de régler l'ensemble de leurs rapports commerciaux en s'accordant des concessions réciproques pour l'entrée sur leurs territoires res-



pectifs des produits de l'autre pays. L'examen de ces conventions commerciales ou traités de commerce tend à rechercher si les concessions faites par la France sont bien équilibrées par les concessions de l'autre pays. Ces travaux délicats sont confiés le plus souvent au Rapporteur Général.

3° - Les textes concernant notre régime douanier colonial.<sup>(1)</sup>

Ce régime douanier qui a été établi par la loi du 13 avril 1928 divise nos colonies en deux groupes:

A/ Le groupe des colonies assimilées, c'est-à-dire de celles dont les importations sont en principe soumises au même régime que celui en vigueur dans la Métropole. Ce groupe comprend toutes les colonies anciennes, c'est-à-dire les Antilles, la Guyane, Madagascar, La Réunion et l'Indochine.

B/ Le groupe des colonies dotées d'un régime spécial et qui se subdivise lui-même en deux sous-groupes:

a) celui des colonies qui accordent aux produits français un ré-

---

(1) - Le régime douanier de l'Algérie ne fait l'objet d'aucun acte particulier, cette possession étant considérée du point de vue douanier comme faisant partie intégrante du territoire métropolitain. Les lois et règlements douaniers relatifs à la France continentale s'appliquent donc ipso facto à l'Algérie comme à tous les autres départements.

Quant à la Tunisie et au Maroc, ils sont considérés comme états souverains et leur régime douanier résulte d'actes réglementaires pris par les autorités souveraines de ces deux pays. Quant à leurs relations avec la métropole elles sont réglées par des conventions franco-tunisiennes ou franco-marocaines analogues à celles conclues avec des pays étrangers.



- 4 -

gime plus favorable qu'aux produits étrangers, à savoir l'A.O.F., la Côte des Somalis, les Etablissements français de l'Océanie, le Gabon, la Nouvelle-Calédonie et St-Pierre et Miquelon;

b) celui des colonies qui soumettent nos produits aux mêmes droits que toutes les autres importations, par application de conventions internationales. Ce sous-groupe comprend l'Afrique Equatoriale Française, les Etablissements français de l'Inde, le Togo et le Cameroun.

Mais, bien que soumises en principe au tarif métropolitain, les colonies du premier groupe peuvent, en invoquant des circonstances particulières telles que leur éloignement de la métropole, les besoins de leur population, etc. demander que, par dérogation à la règle, les droits de leur tarif soient fixés à des taux différents des droits du tarif métropolitain.

Ces demandes sont faites sous forme de délibérations prises par les Assemblées locales des colonies intéressées.

Quant aux colonies du deuxième groupe, leurs Assemblées locales prennent des délibérations tendant à instituer directement à l'importation sur leur territoire les droits de douane qu'il leur paraît nécessaire d'appliquer.

Quoi qu'il en soit, qu'elles concernent les colonies du premier groupe ou du second groupe, les délibérations des Assemblées locales doivent être transmises au Ministère des Colonies où elles font l'objet d'un examen attentif.

Il est statué sur les demandes de ces délibérations dans un

.....



délai maximum de trois mois à dater de leur réception au Ministère des Colonies, par des décrets rendus sur la proposition du Ministre des Colonies, après avis conforme des Ministres du Commerce, de l'Agriculture et des Finances. Faut-il, par le Gouvernement métropolitain, de s'être prononcé dans le délai imparti sur les dites demandes, les délibérations de ces Assemblées sont considérées comme approuvées et les tarifs réclamés deviennent applicables.

Mais, qu'il y ait eu ou non approbation par décret, les mesures dont il s'agit doivent obligatoirement être soumises à la ratification parlementaire. C'est par application de cette procédure que nous allons examiner aujourd'hui les quatre projets coloniaux qui figurent à notre ordre du jour.

Enfin, le projet de loi portant approbation d'une Convention franco-monégasque que va rapporter notre Collègue M. Ulysse Fabre se rattache à la situation très particulière dans laquelle se trouve placée, du point de vue douanier, la Principauté de Monaco et a par conséquent un caractère spécial. Son rapport fournira, j'en suis certain, à cet égard, toutes les précisions qui peuvent être nécessaires.

Je m'excuse, Messieurs, de ce préambule qui n'a d'autre objet que de situer nos travaux dans l'esprit de nos Collègues nouveaux venus et je donne la parole au premier de nos rapporteurs.....

.....



Tous les membres de la Commission sont unanimes à reconnaître l'utilité de cette étude et il est décidé qu'elle sera envoyée à tous les membres de la Commission

Projet de loi tendant à ratifier divers décrets concernant les conserves de poissons

M. Rogé donne lecture de ~~un~~ rapport sur trois projets de loi

1° Ratification du décret du 12 septembre 1935 supprimant le taux sur les licences d'importations de conserves de sardines

M. Bachelet s'élève sur ce décret soit soumis aussi tardivement à la Commission son rôle est ainsi réduit à approuver des décisions datant de plusieurs années. Il tient à relever entre les pouvoirs considérables que possède le Gouvernement en matière de licences et de contingents.

Après intervention de MM. Néron, Turbat, Rogé, il est décidé que cette question fera l'objet d'une discussion ultérieure de la Commission.

2° Ratification du décret du 14 mai 1936 diminuant le taux de taxes frappant les autorisations d'importation de contingents de conserves de poisson

3° Ratification du décret du 19 janvier 1936 rapportant les dispositions du décret du 20 septembre 1932 en ce qui concerne les importations de certaines conserves de poissons

La Commission adopte ces trois rapports

Projet tendant à ratifier le décret du 18 février 1936 approuvant une délibération de l'A.O.F. du 11 octobre 1935 relative au régime douanier des oléagineux  
Approbation sans discussion du rapport de M. Paul Bachelet

Projet tendant à ratifier le décret du 6 avril 1936 approuvant une délibération de l'A.O.F. du 27 novembre 1935 tendant à modifier le régime douanier des oléagineux  
M. Paul Bachelet est autorisé à déposer son rapport

Projet tendant à ratifier le décret du 24 août 1936 relatif à l'application en Indochine du décret du 15 novembre 1936 portant modification des droits de douane des oléagineux  
Lecture et adoption du rapport de M. Elyse Fabre



Projet tendant à l'approbation des lettres du 28 février 1937 relatives à l'entrée dans la zone frontalière franco-luxembourgeoise entre le 1<sup>er</sup> août 1938 et le 28 février 1939 d'un contingent de pommes de terre à un droit de douane spécial

Le rapport de M. Salin est adopté sans discussion

Projet tendant à ratifier la délibération du 12 septembre 1935 de Madagascar demandant la non-application dans la colonie du décret du 29 mai 1935 modifiant la tarification douanière des huiles minérales

M. Néron donne lecture et fait adopter son rapport

Projet tendant à l'approbation de l'avenant du 4 février 1938 à la convention du 10 avril 1932 entre Monaco et la France

M. Néron sur l'honneur tardive remet à mercredi prochain son exposé sur les résultats du commerce extérieur en 1938

La séance est levée à midi

---



Séance du jeudi 23 février 1939

La séance est ouverte à seize heures quinze sous la présidence de M. Néron vice-président de la commission.

Sont présents MM. Turbat, Manoger, Ulmo, Lévy, Tasso, Rogé, Elly, Viellard, Néron, Lignier, Lami, Bouchet, Chasal, Bannay, Berry, Ulysse Fabre, Salin.

Excusés MM. Fouilloux, Toy, Rivet.

### Élection du président. Modification du bureau.

À la suite du décès de M. Chaput, il y a lieu de procéder à l'élection du président. M. Néron est élu par acclamation.

Le poste de rapporteur général étant resté vacant lors des élections du 1<sup>er</sup> février, M. Rogé est élu à l'unanimité.

Le bureau était incomplet à la suite de deux élections précédentes. M. Ulysse Fabre est élu à main levée comme vice-président. M. Bachelet secrétaire au scrutin (M. Bachelet 9 voix, M. Lévy 6 voix).

Le bureau ainsi modifié est donc le suivant :

Président M. Néron

Vice-présidents MM. Chasal, Ulysse Fabre

Secrétaires MM. Toy, Rivet, Bachelet

Rapporteur général M. Rogé

### Discours du président. Eloge de M. Chaput

M. Néron : C'est à votre extrême bienveillance que je dois l'honneur de succéder aux personnalités éminentes qui au cours de ces 20 dernières années ont présidé avec éclat notre Commission des douanes et des conventions commerciales, j'ai nommé Jean Morel, Fernand Chaput et J. Rose.

C'est un grand honneur que vous me faites, voyez que j'en connais tout le prix, aussi est-ce de tout cœur que je vous en exprime ma profonde gratitude.

Soyez assurés que je ferai tout ce qui dépendra de moi pour répondre à votre confiance dont la magnifique témoignage que vous m'en donnez me touche au-delà de toute expression.

États approuvés et impatients de toutes les questions qui nous seront soumises, défense de notre industrie de notre commerce et de notre industrie mais sans oublier la situation délicate de notre



agriculture nationale qui est au demeurant la première de toutes les industries de ce grand pays qui est la France.

Il m'entre par dans mes intentions de faire ici un éloge funèbre dont le ton ne serait pas de mise dans l'atmosphère de cette salle que notre collègue avait voulu toute de travail dans la simplicité.

Mais je voudrais faire revivre ici, surtout pour nos ~~collèges~~ nouveaux collègues, la personnalité de celui que nous ne cessons pas de considérer comme notre maître et qui toute sa vie ~~ne~~ fut ~~ce~~ ~~à~~ ~~jamais~~ d'être un exemple de droiture et de constant dévouement aux intérêts de son pays.

Notre collègue Camille Bonvalot en prenant aux obèques du Grand Duc chapel-  
lain au nom des Parlementaires  
du département de la Charente Inf<sup>re</sup>  
a d'ailleurs ~~tracé~~ évoqué la grande  
figure du dis-fame ~~dan~~ <sup>dans des termes</sup> ~~d'une façon~~  
particulièrement émouvante ~~tout~~ elle.  
et dont je ne puis m'empêcher de  
détacher les passages suivants :



105

Rien de ce qui était utile ne paraissait impossible à cet homme dont tous les Charentais connaissaient le visage énergique et si parfaitement équilibré.

Trop habitué à se consacrer à des labeurs ardu mais nécessaires et à se dépenser pour le bien général il n'était sans doute pas prodigue de sourires de commande et de promesses faciles trop vite oubliées, mais il savait écouter, se mettre à la place de ses interlocuteurs et, lorsqu'il se sentait en présence d'une cause juste, personne ne savait mieux que lui juger exactement ce qui devait être fait et à en poursuivre la réalisation avec une plus grande volonté.

Profondément bon et sensible, malgré un abord réservé, il n'a cessé de se pencher sur les misères ou les malheurs des autres et tous ceux qui l'ont approché de près savent avec quelle ardeur il s'est toujours attaché à améliorer les sorts dignes d'intérêt.

Puis, après avoir rappelé l'œuvre départementale si importante de M. Chaput tant dans le domaine agricole ~~qu'en~~ dans celui de la mutualité, et de l'équipement rural,

Après avoir esquissé le <sup>haut</sup> ~~grand~~ fonctionnaire du Ministère du Commerce, créateur de notre politique commerciale d'avant-guerre, soutien des chaires de commerce et de tant d'institutions commerciales, animateur de conférences d'un renom mondial,

Après avoir enfin retracé la <sup>magistrale</sup> ~~carrière~~



Parlementaire de celui qui fut Président  
de grande commission, Vice-Président  
du Sénat, Ministre à 3 reprises - - -

M. Carré Bouralet concluait :

, partout où il apporta le concours de ses qua-  
lités exceptionnelles, il s'attacha à accomplir son oeuvre avec  
la même conscience et la même intelligence, car, il ne faut  
pas l'oublier, M. Chapsal ne considéra jamais ses mandats que  
sous l'aspect des devoirs qu'ils lui imposaient.

Et ces mandats furent nombreux :

N'était-il pas encore le Président de la  
Commission des valeurs en Douane ? Le  
Président de la Commission des recouvrements  
nationaux ? Président du groupe des maires  
du Sénat ?

N'était-il pas <sup>également depuis de longues années</sup> ~~encore~~ le Président du  
Comité français des expositions et le  
Président du bureau International des  
expositions ? ~~Je ne fais appel ici~~ Et  
j'en oublie - - - -

J'ai cité encore notre collègue Carré-Bouralet :

On reste étonné devant l'envergure de cette oeuvre énorme  
et on se demande comment cette action qui s'est exercée dans  
tant de domaines différents a pu être conduite avec fruit par  
un seul homme. Pour le comprendre, il faut avoir collaboré  
avec M. Chapsal, il faut l'avoir suivi dans son labeur, l'avoir



vu heure par heure accomplir son devoir.

Doté d'une inlassable activité et d'une vive intelligence M. Chapsal avait appris beaucoup au cours de son existence et avait bien peu oublié. A travers la carrière la plus variée qu'il soit et aux postes les plus élevés, il avait ainsi accumulé une somme de connaissances qui, logiquement classées dans son esprit, lui permettaient d'aborder avec compétence la plupart des questions.

Sans doute a-t-il accepté de nombreuses et importantes charges, mais qu'on ne s'y trompe pas, sa haute conscience ne lui aurait jamais permis d'assurer des tâches qu'il n'aurait eu ni les moyens ni le temps d'accomplir normalement.

Ce qui lui a assuré également la réussite de ses entreprises, c'est son esprit de méthode, la clarté de ses conceptions, son bon sens pratique; c'est aussi son aversion pour les formules creuses, les constructions de l'esprit sans rapport avec la réalité.

Il faut enfin avoir vu M. Chapsal à son fauteuil du Sénat, suivant les séances dès leur début et toujours jusqu'à la fin, compulsant les dossiers de la question qui se discutait, écoutant attentivement les arguments de l'orateur, notant ses réflexions et n'intervenant dans le débat que pour rectifier les inexactitudes, faire une remarque que personne ne songeait à présenter, replacer la question sur son véritable terrain. Ainsi, sans bruit, il accomplissait constamment un travail utile et volontairement réservé.

Cependant, si devant le Sénat s'ouvrait un débat dans lequel il pouvait apporter utilement la contribution de ses connaissances, il n'hésitait pas à monter à la tribune: dans ses discours aucun effet oratoire; en prenant la parole M. Chapsal ne cherchait pas à plaire, il entendait être utile; il était précis, apportait des chiffres, des arguments convainquants et ses Collègues l'écoutaient dans une attention unanime. Jamais encore que ce soit au Sénat ou à la Chambre des Députés alors qu'il était Ministre, jamais une interruption n'est venue troubler ses exposés.



Cette autorité, ce sérieux, ce talent méthodique, M. Chapsal les apportait dans tous les travaux qui remplissaient son existence. Mais ce que l'on ne dira jamais suffisamment, c'est l'extraordinaire puissance de travail de cet homme qui véritablement n'a pas cessé de consacrer tous ses instants au bien public. Tous ceux qui l'entouraient restent encore étonnés d'une telle activité et ses collaborateurs, bien que plus jeunes que lui, devaient avouer souvent leur impossibilité d'égaler son effort.

C'est que notre ami appartenait à une race de gens qui considèrent que le travail est le devoir de tous, et plus encore le devoir de ceux qui ont la charge de diriger les autres. Et parce que ses extraordinaires facultés physiques et intellectuelles lui donnaient à cet égard plus de possibilités, il considérait seulement que son devoir était plus grand.

Par sa haute conscience, par son dévouement au bien général et à son département, par son ardeur infatigable et son désintéressement, Fernand Chapsal apparaît comme un de ces Français qui constituent la force du pays et savent le préserver des défaillances dans les moments difficiles."

*Il était peu possible de faire une peinture plus exacte et plus vivante de notre regretté président. Ami nos bonheurs à rappeler son action à la Commission de Douanes en 1921*

Dès son arrivée à la Haute-Assemblée, sa compétence économique unanimement reconnue et son autorité grandissante lui marquèrent aussitôt une place de tout premier plan.

Successivement membre des Commissions du Commerce, des Douanes, des Finances, des Mines, il se révéla dans tous ces domaines un administrateur averti, d'une puissante activité et ses Collègues rendant hommage à sa valeur et à ses hautes compétences le désignèrent <sup>pour le</sup> ~~le~~ <sup>amant</sup> pour diriger ~~leurs~~ <sup>nos</sup> travaux en le nommant en 1926 président de la Commission des Douanes et des Conventions Commerciales. Ce poste qu'il occupa avec une rare autorité jusqu'au moment où M. Chautemps l'appela en 1937 comme Ministre du Commerce, nos Collègues avaient tenu, il y a quelques jours, à le lui confier à nouveau en soulignant cette élection unanime d'une adresse ~~d'affectueuse admiration~~ <sup>à laquelle</sup> et fut profondément sensible...



Grâce à sa compétence exceptionnelle, grâce aussi à sa haute autorité, il apporta dans les travaux de la Commission une précision et une technicité qui donnèrent une efficacité réelle au contrôle que désormais le Sénat exerce sur l'action gouvernementale en matière économique et douanière. Ainsi, sous l'impulsion de son Président, s'institua à la Commission des Douanes une tradition de travail utile dans une atmosphère d'objectivité et d'impartialité que chacun se plaisait à reconnaître.

D'ailleurs, quelle que soit la fermeté de l'attitude dont il faisait preuve dans ses fonctions, Fernand Chapsal restait, à l'égard de tous un homme affable et d'une parfaite courtoisie. Il s'ingéniait toujours à écarter des observations et des remarques qu'il estimait devoir faire, toute note désobligeante et s'employait à introduire dans les rapports de sa Commission avec le Gouvernement un réel esprit de collaboration. Négligeant en effet la publicité des interpellations, il préféra toujours apporter sans bruit aux divers Ministres du Commerce qui se sont succédés le concours plus utile d'une longue expérience dont la sagesse commandait le respect.

C'est cette tradition que je veux m'efforcer de maintenir dans cette commission avec le concours de tous.

Si Fernand Chapsal a quitté à tout jamais cette salle du moins son esprit y demeurera-t-il et continuera-t-il à planer sur vos travaux.

Et j'aimerais que cette salle pendant tant d'années sa voix se fit entendre "celle de la salle" et que pour mieux perpétuer son souvenir elle portât son nom.

(Vifs applaudissements)

La Commission décide à l'unanimité de demander au bureau du Sénat de donner à la salle de réunion de la Commission le nom de M. Chapsal.

Il est en outre décidé que M. le Président fera une enquête auprès de ses collègues pour fixer d'une façon permanente le jour et l'heure de la Commission chaque semaine.

La séance est levée à deux heures quinze.



Séance du mercredi 1 mars 1939

La séance est ouverte à dix sept heures sous la présidence de M. Néron  
président

Sont présents MM. Néron, Rogé, Turbat, d'Andlau, Viellard, Lannoy, Manoger,  
Beaumont, Sigrist, Rétfort, Gauthier de Sermy, Lérin, Ulysse Fahn, Ulysse

Lettre au quinquennat pour appeler "salon Fernand Chaput" le lieu de réunion de  
la Commission  
M. Néron fait approuver le projet de lettre

Résultats du commerce extérieur de la France en 1938

Le commerce extérieur, qui, en 1928, était à peu près équilibré, a vu, dès 1929, se décaler ses exportations et ses importations qui n'ont pas cessé d'accuser, jusqu'en 1933, des déficits qui se sont établis à 10 milliards en moyenne chaque année. Fait plus grave, la valeur de nos importations et de nos exportations réunies tombait de 105 milliards de francs en 1928 à 46 milliards seulement en 1933.

En 1934 et en 1935, le déficit de notre commerce put être réduit à 5 milliards de francs chaque année, mais le volume de nos échanges continuait à se réduire pour n'atteindre que 36 milliards de francs en 1935.

L'année 1936 et le début de l'année 1937 furent marqués par un accroissement considérable du déficit de notre balance commerciale dû à un développement énorme des importations tant de matières premières que d'objets fabriqués, alors que nos exportations se maintenaient au niveau très faible qu'elles avaient atteint au plus bas de la crise.

Cependant, la dévaluation du mois d'octobre 1936 aurait dû, semble-t-il, provoquer en France le mouvement de redressement du commerce extérieur que l'on espère très généralement de cette opération. Mais il convient d'observer qu'en France le bénéfice de la dévalua-



tion dont il s'agit s'est trouvé entièrement absorbé et parfois au-delà par les répercussions de la mise en vigueur des réformes sociales réalisées en juin 1936 et plus spécialement de l'application par trop rigide de la semaine de 40 heures.

Il en est résulté qu'au début de 1937 notre exportation n'a pas connu ce redressement que l'on pouvait attendre d'une amélioration artificielle des prix français sur les marchés étrangers. Quant à nos importations, elles se développèrent considérablement par suite d'une part de l'insécurité monétaire qui portait commerçants et industriels à se couvrir en marchandises et, d'autre part, d'une réduction générale de 15 à 20 % de nos tarifs réalisée imprudemment en octobre 1936 en vue d'éviter une hausse des prix consécutive à la dévaluation.

Cette situation ne tarda pas à mettre en péril la plupart de nos productions nationales en même temps que l'accroissement du déficit de notre balance commerciale grevait notre situation monétaire d'une lourde hypothèque.

C'est alors qu'au mois de juillet 1937 notre <sup>ancien</sup> Président, M. Chapsal, alors Ministre du Commerce, demanda au Parlement les pleins pouvoirs douaniers qui lui furent accordés et dont il fit un large usage pour rajuster notre protection douanière et redresser notre balance commerciale. C'est ainsi qu'au cours du second semestre de 1937 57 décrets furent pris, sous ses directives personnelles, en vue de relever la protection douanière de 1350 positions de notre tarif. Ces mesures ne devaient pas tarder à produire leur effet, ainsi que nous allons le voir en examinant les résultats statistiques de l'année 1938.

.....



L'activité économique de la France en 1938.-

La nouvelle dépression qui s'est manifestée en 1937 et en 1938 dans l'économie mondiale s'est fait sentir en France dont la production industrielle n'a cessé de décroître jusqu'en août 1938. Une certaine reprise s'est sans doute manifestée depuis le mois de septembre, mais l'indice de la production industrielle pour le mois de novembre 1938 s'est fixé à 86 alors qu'en novembre 1937 il atteignait 92.

Le chômage considéré pour l'ensemble de l'année s'est également aggravé; le minimum saisonnier de chômage complet dépassait en effet en 1938 de 32.500 unités le chiffre minimum de 1937.

Par contre, les indications fournies par les statistiques du commerce extérieur sont plus encourageantes, ainsi que nous allons le voir.

La balance commerciale de la France en 1938.-

Le déficit global de nos échanges en 1938 ne dépasse pas 15.395 millions alors qu'en 1937 il s'élevait à 18.452 millions.

D'une année sur l'autre, le déficit total s'est donc réduit de 17 % en valeur nominale. Si l'on ne considère que notre commerce avec les pays étrangers seulement la réduction de notre déficit a été encore plus accusée et s'établit à 24 %. Bien plus, si pour tenir compte de la dévaluation de notre monnaie on compare les poids d'or qui représentent les déficits de chacune des années, on constate qu'en 1938 notre solde passif est inférieur de 45 % en valeur-or à celui de 1937, de 29 % à celui de 1936 et qu'il est à peine supérieur aux déficits relativement faibles de 1934 et de 1935. Cette diminution

.....



de notre déficit commercial a d'ailleurs été en s'accusant au cours de ces derniers mois et il y aurait une erreur à vouloir considérer à l'heure actuelle le déséquilibre de nos échanges comme un élément véritablement inquiétant.

Nos importations en provenance de l'étranger.-

Nos achats à l'étranger pendant l'année 1938 ne dépassent pas 33.500 millions de francs contre 32 milliards en 1937, soit un accroissement de 5 % en valeur nominale. Si l'on considère que l'indice S G F du prix des produits importés s'est accru de 13 % de 1937 à 1938, on est amené à conclure à une réduction effective de nos importations.

Cette réduction atteint d'ailleurs les trois grandes catégories de marchandises:

a) Matières premières - Nos importations de matières premières supérieures de 7 % en valeur nominale à leur valeur de 1937 sont inférieures de 21 % en tonnage à ce qu'elles étaient l'année précédente. Si nos achats de matières textiles se sont à peu près maintenus au niveau de 1937, par contre nos achats de métaux bruts, de produits sidérurgiques, de pâtes de cellulose, se sont réduits dans des proportions variant de 30 à 50 % en tonnage et cette réduction est à la fois la conséquence des stocks accumulés pendant le premier semestre de 1937 et du ralentissement actuel de la production industrielle en France.

b) Objets fabriqués - La valeur nominale de nos importations d'objets fabriqués ne s'est accrue que de 3 % en 1938. Si l'on tient compte de la hausse des prix résultant de la dépression du franc, on



est amené à conclure que cette légère progression apparente cache en réalité une réduction très nette de cette catégorie de nos achats. Il n'est pas douteux en effet que les relèvements tarifaires effectués par notre <sup>regretté</sup>Président, M. Chapsal, pendant le second semestre de 1937, conjugués avec l'effet d'une dépréciation du franc non compensée cette fois par des charges nouvelles, ont permis de réduire considérablement nos importations d'objets fabriqués. Cette réduction a été particulièrement sensible pendant le second semestre de 1938 ainsi que le souligne le graphique des importations d'objets fabriqués établi en valeur or que vous trouverez sur le mur de cette salle.

A ne considérer même que des valeurs nominales, on constate que nos achats de fils et tissus ont été inférieurs de 29 % à ceux de 1937, que nos achats de vêtements accusent une réduction de 31 %.

c) Objets d'alimentation - C'est dans cette catégorie que la diminution de nos importations est la plus sensible. En effet, les tonnages de produits agricoles importés se sont réduits de 26 % et on enregistre en valeur nominale une baisse de 5 % qui en valeur réelle est certainement beaucoup plus considérable, compte tenu de la réduction de parité du franc.

Notons que nos achats à l'étranger de céréales ont diminué de 46 %, nos achats de sucres de 30 %, nos achats de café de 13 %. Enfin, il convient de souligner la diminution de 80 % de nos importations d'huiles d'olives étrangères; l'Afrique du Nord a repris sur notre marché la place qu'elle avait perdue l'année dernière du fait de sa mauvaise récolte d'olives.



Nos exportations à destination de l'étranger -

En 1938 nos ventes à l'étranger ont atteint 22 milliards de francs alors qu'en 1937 elles ne dépassaient guère 17 milliards. D'une année à l'autre elles ont donc augmenté de 29 % en valeur nominale. En tonnage, cependant, elles se sont réduites de 12 %, mais ce fait est imputable à la diminution de nos exportations de minerai de fer qui à elles seules représentent 65 % du tonnage de nos exportations totales. Cette observation souligne le danger qu'il y a à raisonner, comme le font trop de gens en matière de commerce extérieur, sur les tonnages globaux importés ou exportés.

En fait, ainsi que nous allons le voir, nos ventes d'objets fabriqués et de produits d'alimentation ont accusé une progression très nette; par contre, nos exportations de matières premières ont sensiblement fléchi du fait de la dépression économique mondiale;

a) Matières premières - Nos ventes de matières premières à l'étranger n'ont augmenté, en valeur nominale, que de 16 %, soit dans une proportion très inférieure à la hausse des prix. Elles ont donc subi en réalité une réduction. Cette diminution a été de 19 % en poids sur les minerais de fer, de 24 % dans nos exportations de laine, de 13 % dans nos ventes de peaux et pelleteries brutes, de 30 % dans nos ventes de chiffons de papeterie, seules nos exportations d'aluminium brut accusent une progression de 70 %.

b) Objets fabriqués - La dépréciation du franc aurait dû permettre à nos exportations de reprendre les places qu'elles avaient perdues ces dernières années sur de nombreux marchés étrangers.

.....



Malheureusement pendant la plus grande période de l'année une application trop stricte de la semaine de 40 heures ainsi que de nombreuses interruptions du travail dans les usines ont empêché les industriels de profiter de ces tendances favorables dans l'impossibilité où ils étaient soit d'accroître leur production, soit de s'engager à livrer les commandes dans des délais déterminés.

Néanmoins, dans l'ensemble, on observe en 1938 un certain développement de notre exportation d'objets fabriqués par rapport à l'année précédente.

Il convient de noter surtout l'évolution de nos ventes dans les trois grandes classes de produits qui représentent chacune un chiffre d'exportation de plus de 2 milliards de francs, les fils et tissus, les produits mécaniques et les produits chimiques.

1°/ Nos exportations de fils et tissus ont augmenté en 1938 de 37 % en tonnage et de 50 % en valeur. On constate des augmentations de tonnage de 65 % pour les fils de laine, de 27 % pour les fils de coton, de 36 % pour les tissus de laine, de 31 % pour les tissus de coton, de 33 % pour les tissus de soie et de rayonne.

2°/ Nos ventes de produits mécaniques ont augmenté dans l'ensemble de 40 % en valeur; cette augmentation atteint même 50 % pour les machines motrices, 57 % pour les ouvrages en métaux, 70 % pour les pièces détachées. Par contre nos exportations d'automobiles ont fléchi en tonnage de 15 %

3°/ Nos ventes de produits chimiques se sont accrues de 30 % en valeur. Si en tonnage elles se sont réduites de 3 %, le fait doit en être attribué à la diminution de nos exportations de scories de



de déphosphoration. Les ventes de potasses d'Alsace ont été exceptionnellement élevées, elles sont supérieures de 43 % en poids et de 76 % en valeur aux chiffres atteints en 1937. Nos exportations d'acide tartrique et de tartrates ont doublé en valeur et augmenté de 31 % en poids. Par contre, dans d'autres rubriques et en particulier pour les parfums et les savons nos ventes à l'étranger continuent à marquer une certaine dépression.

Enfin, il convient de noter des accroissements en valeur nominale de nos exportations :

- de 43 % pour les objets d'art et de luxe;
- de 30 % pour les peaux ouvrées et objets d'habillement;
- de 47 % pour les papiers et objets en papier;
- de 41 % pour les poteries et verreries.

c/ Objets d'alimentation - Notre exportation de produits alimentaires a largement dépassé en 1938 les résultats de 1937; nos ventes à l'étranger ont en effet augmenté par rapport à l'année passée de 36 % en valeur et de 42 % en poids. Cette augmentation porte surtout sur la rubrique "farineux, légumes et fruits" où nos ventes s'accroissent de 56 % en tonnage et de 60 % en valeur. On enregistre en particulier un accroissement considérable des ventes de fruits à cidre qui passent de 17.000 tonnes en 1937 à 116.000 tonnes en 1938; la récolte en avait été largement excédentaire. Nos exportations de boissons augmentent de 14 % en tonnage et de 23 % en valeur; mais il convient de remarquer que si cette progression profite aux vins ordinaires, nos ventes de vins de Champagne et autres vins en bouteilles ont par contre sensiblement fléchi.

.....



### Conclusions;

De ce rapide examen du bilan commercial de 1938, il est permis de dégager les conclusions suivantes:

1°/ Le déficit commercial qui avait atteint une ampleur énorme en 1936 et en 1937 s'est réduit considérablement en 1938 et a véritablement cessé d'être préoccupant;

2°/ Nos importations ont été ramenées à un niveau plus normal que pendant les années précédentes, notamment en ce qui concerne les objets fabriqués;

3°/ Notre exportation témoigne d'une reprise appréciable en ce qui concerne nos ventes d'objets fabriqués et de produits agricoles.

Ces différents facteurs favorables se sont manifestés plus spécialement au cours du deuxième semestre de 1938 et plus encore pendant les tous derniers mois. L'amélioration de notre commerce extérieur paraît ainsi comme le résultat d'une part de l'assouplissement de la législation du travail, d'autre part du rétablissement de l'ordre et de l'autorité et enfin de l'assainissement de notre situation financière. Ces conditions étaient en effet indispensables pour nous permettre de profiter, grâce à l'accroissement de notre production et à la réorganisation des entreprises, de l'amélioration de nos prix par rapport aux prix étrangers.

Il ne faudrait pas cependant tirer de ces indications des conclusions trop optimistes et confondre une amélioration certaine de la tendance avec un rétablissement complet de notre situation économique.

La France qui comme les autres grandes démocraties a observé dans ses rapports internationaux les principes de la liberté dans les échanges et dans les paiements, se heurte aux réglementations souvent abusives par lesquelles certains pays entendent réaliser leurs visées autarciques. D'autre part, l'incertitude extérieure introduit des éléments de trouble dans le commerce international et pose constamment de nouveaux problèmes qui exigent la plus grande attention dans la conduite de la politique commerciale. C'est pour cette raison qu'il m'a paru nécessaire de prévoir à l'ordre du jour de la prochaine séance un exposé des principales difficultés qui préoccupent à l'heure actuelle nos négociateurs.



119

Projet de loi ayant pour but de ratifier le décret du 1 octobre 1936 ayant  
pour but de réduire les droits de douane  
Lecture et adoption du rapport de M. Rogé

Projet de loi ayant pour but de ratifier le décret du 11 avril 1936 fixant le régime  
douanier des bougies d'allumage  
M. Ulys Faber est autorisé à déposer son rapport

Projet de loi ayant pour objet de ratifier le décret du 16 mai 1936 concernant l'imposition  
de certaines marchandises étrangères  
M. Beaumont donne lecture de son rapport qui est approuvé après observations  
de MM. Tasso et Maroger.

Projet de loi tendant à ratifier le décret du 17 mai 1936 relatif au régime douanier de  
chlorure de sodium en Indochine  
Adoption du rapport de M. Rogé

Projet de loi tendant à ratifier le décret du 30 janvier 1936 concernant une délibération du  
30 septembre janvier 1936 concernant une délibération du 19 septembre 1935 du Togo  
relative à l'indication d'origine de certains produits  
M. Maroger est autorisé à déposer son rapport.

Projet de loi tendant à ratifier le décret du 15 avril 1936 portant suppression en Indochine  
des droits de sortie sur les pates et sarmures de poissons  
M. Belfort fait approuver son rapport

Projet de loi tendant à ratifier le décret du 19 avril 1936 relatif au régime douanier à  
Madagascar de certains produits (machines, outils etc)  
Approbation du rapport de M. Ulys

#### Rapports commerciaux avec l'Espagne

M. Beaumont demande quelle sera notre situation commerciale en Espagne. Ne  
pourrions-nous pas vendre à ce pays la partie excédentaire de notre production  
agricole

M. Néron propose d'intervenir à cet égard auprès des ministres compétents  
et sur sa proposition il est décidé que le bureau amitiés des membres de la Commission  
qui désirent l'accompagner ira voir à cet égard les ministres du Commerce et de l'Agriculture

La séance est levée à dix sept heures quarante



Séance du jeudi 9 mars 1939

La séance est ouverte à dix heures sous la présidence de M Néron  
président de la Commission

Sont présents M<sup>rs</sup> Néron, Chandel, Ulysse, Tasso, Turbat, d'Andlau, Serlin, Beaumont,  
Rogé, Manoger, Ulysse Fabre, Bachelot, Lamsray.

Projet de loi tendant à ratifier le décret du 26 mai 1936 modifiant le régime douanier  
des appareils photographiques

Le rapport de M Serlin est adopté sans réserve de quelques modifications  
légères après une discussion à laquelle ont pris part M<sup>rs</sup> Manoger, Rogé  
Ulysse Fabre et Tasso

Projet de loi tendant à ratifier le décret du ~~26 mai 1936~~ 31 décembre 1937 relevant  
les droits de douane sur les bobines de films

M Serlin donne lecture de son rapport qui est approuvé sans discussion

Projet de loi tendant à ratifier le décret du 28 mai 1936 modifiant le régime douanier  
des films impressionnés dans la colonie du 1<sup>er</sup> groupe

M Serlin est autorisé à déposer son rapport

Projet de loi tendant à ratifier le décret du 18 mars 1936 modifiant dans les états  
-can de l'Océanie le régime douanier des abilles et du savon

Le rapport de M Chandel est adopté

Projet de loi ratifiant le décret du 1<sup>er</sup> juillet 1937 concernant la suppression du  
régime de l'admission temporaire pour les sacs et tubes de jute

Après observation de M Bachelot la Commission approuve le rapport de  
M Tasso

Projet de loi tendant à ratifier la délibération du 10 septembre 1937 de Madagascar  
concernant le régime douanier de cette colonie

M Tasso donne lecture de son rapport qui est adopté sans discussion

Projet de loi concernant le régime douanier des maïs en grain à la Guadeloupe et  
dépendances

La Commission autorise M Turbat à déposer son rapport



Projet de loi tendant à ratifier la délibération du 6 décembre 1935 de l'Indochine  
concernant les droits de douane des porcs expédiés de cette colonie  
M Bachelet fait adopter son rapport sans discussion

Projet de loi tendant à rejeter une délibération du Cameroun relative à l'indication  
d'origine de certains produits

Projet de loi ratifiant les lettres franco-neerlandaises du 10 juillet 1937 accordant le  
tarif minimum au soufre des Indes néerlandaises à l'entrée en Nouvelle-Calédonie

Projet de loi tendant à ratifier le décret du 15 février 1938 prorogeant certaines mesures  
douanieres en Nouvelle-Calédonie

M Néron donne lecture de trois rapports de M Léon Benard relatifs à ce  
trois projets, rapports adoptés par la Commission sans discussion

Projet tendant à ratifier le décret du 17 janvier 1938 portant relèvement des droits  
d'importation sur le fil de soie à Madagascar

Après observations de MM Turbat et Tasso l'examen du rapport présenté par  
M Néron au nom de M Léon Benard est renvoyé à une séance  
ultérieure pour étude complémentaire

Résultats des commerce extérieur de la France pendant les deux premiers mois de 1939

M Néron donne lecture d'une note à cet égard

La tendance <sup>favorable</sup> constatée en 1938 ne semble pas devoir se maintenir, l'accroissement  
du déficit de la balance commerciale est dû à une chute de nos exportations.  
Il n'y a pas lieu toutefois de tirer une conclusion trop pessimiste des résultats  
de janvier, février, qui ont pu être influencés par certains facteurs particuliers  
et temporaires

M Benard signale à ce sujet que de très nombreux acheteurs étrangers se sont inscrits  
pour la Foire de Lyon ce qui est un signe certain de reprise

Rapports commerciaux avec les pays étrangers

M Néron indique qu'à la suite de la demande faite par le bureau de la  
Commission auprès du ministre du Commerce pour l'activation des rapports  
commerciaux franco-espagnols, celui-ci a promis de venir très prochainement  
devant la Commission exposer l'état de nos relations commerciales avec  
les états de l'Europe centrale et l'Espagne

La séance est levée à onze heures



Séance du jeudi 16 mars 1939

La séance est ouverte à dix heures sous la présidence de M Néron  
président de la Commission

Sont présents MM Néron, Ulysse Fabre, Rogé, Bachelet, Vallard, Gauthier, Ostermann,  
Labbé, Salin, Turbat, Ulysse d'Andlau, Toy Rint, Beaumont  
Excusés MM Tasso, Lamoignon

Projet de loi tendant à ratifier le décret du 13 janvier 1938 sur la tarification  
douanière des cylindres pour l'impression.  
M Manoger donne lecture de son rapport qui est adopté sans discussion

Projet de loi tendant à ratifier le décret du 3 décembre 1937 modifiant la tarification  
douanière de certains articles de ménage.  
Le rapport de M Manoger est approuvé sans observation

Relèvement des droits de douane applicables aux pailles de millet à balais  
M Ulysse Fabre fournit des indications sur la proposition de réduction qu'il  
se propose à cet égard  
Le principe d'un rapport favorable à cette proposition est adopté, M Turbat  
est chargé de le rédiger et de le déposer sur le bureau de la Haute  
Assemblée

Audition de M Gentin ministre des commerce : relations commerciales avec l'Espagne,  
attribution à l'Allemagne d'une partie des contingents tchécoslovaques, accord  
commercial avec la Yougoslavie

M. Néron rappelle au Ministre que la Commission désirerait  
être renseignée sur l'état de nos relations commerciales dans  
les différents pays et obtenir des précisions en ce qui con-  
cerne notamment :

1° les projets concernant la reprise des relations commercia-  
les avec l'Espagne;

2° les dispositions adoptées en ce qui concerne le transfert  
à l'Allemagne des contingents correspondant aux industries des  
pays sudètes;



3° la position que le Ministre compte prendre à l'égard de la nouvelle situation créée par la déclaration d'indépendance de la Slovaquie et la quasi-annexion par le Reich de la Bohême et de la Moldavie;

4° enfin, les dispositions incluses dans le récent accord yougoslave ainsi que dans les projets de lois dont ~~xxxxx~~ le dépôt est envisagé au sujet des importations en France de maïs originaires et en provenance de Yougoslavie et de Roumanie/

M. Néron ajoute qu'en ce qui concerne cette dernière question, il serait désirable que M. Gentin puisse indiquer à la Commission les parts respectives ~~représentées~~ de la France et de l'Allemagne (Tchécoslovaquie comprise), d'une part dans les exportations yougoslaves et <sup>Roumaine</sup> ~~l'Allemagne~~ et, d'autre part, dans les importations de chacun de ces pays.

M. Gentin - Je vous remercie de l'accueil que vous me faites une fois de plus à la Commission des Douanes, où j'ai eu l'honneur, il y a quelques semaines, de faire un exposé.

En ce qui concerne l'Espagne, sans pouvoir vous donner des précisions très grandes, je puis vous dire que des échanges de vues ont eu lieu entre M. de La Huerta et les services des Affaires Etrangères. ~~Il en résulte que le Gouvernement espagnol a l'intention de faire saisie-arrêt sur toutes les marchandises originaires .... Le produit de la vente en France de ces marchandises devra être versé à un compte spécial~~

En ce qui concerne M. Tisso, conseiller commercial resté à Barcelonne, sa situation vis-à-vis du Gouvernement du Général Franco était un peu délicate, aussi d'accord avec le Ministre des Affaires Etrangères et le Maréchal Pétain, ai-je désigné un Attaché commercial qui n'ait eu aucune relations <sup>a</sup> avec l'Espagne républicaine et ne crée aucune espèce de difficulté. C'est donc M. Faloure, Inspecteur des Attachés commerciaux qui part avec le Maréchal Pétain. Il pourra engager des conversations sans éveiller les susceptibilités du Général Franco. La situation sera réglée définitivement par la suite. En attendant le désir des deux Gouvernements est évidemment d'établir un modus vivendi qui permette au moins d'assurer ~~xxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxx~~ une reprise immédiate de nos rapports commerciaux avec l'Espagne.



Depuis 2 ans 1/2 le commerce entre la France et l'Espagne ~~awéwé~~ s'est effectué presque exclusivement avec la zone républicaine. Il y aurait lieu, en faisant abstraction des accords de 1935 qui ne sont plus respectés, d'envisager les possibilités immédiates de vente et d'achat en France. Dans la limite de ces possibilités, il serait vraisemblablement institué un clearing franco-espagnol, les exportations limitées aux disponibilités des contingents, ces produits figureraient sur une liste insérée dans le texte de ce *modus vivendi* et en regard seraient indiquée la quantité fournie mensuellement à la France. Valeur mensuelle = 15 millions de francs environ permis délivrés jusqu'à concurrence des sommes précitées. Tous les produits susceptibles d'être fournis à la France par l'Espagne et qui ne sont pas actuellement contingentés à l'importation en France feraient l'objet de compensations privées avec les marchandises françaises.

Possibilité de passer des commandes payables en dehors du clearing ou de la compensation privée, c'est-à-dire en devise, libre.

Les deux Gouvernements pourront à ce moment se préoccuper de donner une forme définitive à cet accord.

Les produits essentiels de l'importation espagnole en France soumis au contingentement sont les fruits frais, les agrumes, bananes, vins, plomb. Ce sera <sup>de l'Afrique du Nord</sup> la question la plus délicate à traiter. Les départements de l'Afrique du Nord s'étant créé une belle clientèle en France, le seul moyen à envisager serait d'augmenter la consommation des fruits en France.

M. Labbé - Nous voudrions savoir si quelques chose est prévu au point de vue du commerce international des chevaux mulets, ânes...



M. le Ministre - Rien de spécial. La difficulté ne sera pas de vendre en Espagne, ce sera de trouver la compensation.

M. Labbé - C'est une question de compensation, je ne voudrais pas que ce commerce soit sacrifié à certains échanges industriels.

M. Viellard fait une allusion aux bois.

M. Labbé - Traverses de chemins de fer

M. Maroger - En ce qui concerne les agrumes, la région grosse productrice était Valence, par conséquent l'Espagne républicaine, est-ce que leurs envois ont complètement cessé?

M. le Ministre - Le 1/6 de ce qu'ils nous envoyaient autrefois.

M. Maroger - Cette place a été prise par l'Algérie, la Palestine...

M. le Ministre - ~~xx~~ La question la plus difficile sera celle de l'Afrique du Nord.

M. Rogé - Allusion aux conserves de poissons.

M. Beaumont - Au cours de l'entrevue que nous avons eue dans votre Cabinet, vous nous avez dit que vous trouveriez le moyen de créer des organismes d'expansion, mais au point de vue particulier je vise surtout la question d'exportations possibles en produits animaux. Je vous avais dit qu'il était possible de ~~leur~~ <sup>à l'Espagne</sup> fournir des animaux reproducteurs de race pure ~~si~~ si nous ne le faisons pas tout de suite, d'autres nations le feront. Je crois qu'il serait utile de se rendre en Espagne



et de voir quels seraient les besoins .

M. le Ministre - Je suis malheureusement obligé de répéter que nous pourrions tout exporter en Espagne, mais qu'est-ce que nous pourrions acheter en échange. Un bataillon d'industriels et de commerçants sont disposés à se rendre en Espagne, or ce n'est que lorsque nous sauront mieux comment se présente le marché espagnole qu'il sera intéressant d'avoir le concours de commerçants et d'industriels pour examiner des points plus particuliers

M. Beaumont - Est-il permis aux vendeurs français de s'entendre avec les acheteurs particuliers espagnols?

M. le Ministre - Ces compensations privées sont habituellement prévues, mais encore faut-il qu'elles soient elles-mêmes réglementées. Il y a toujours les arriérés de comptes par conséquent même dans toute compensation privée, il faudra prévoir une soulte pour le paiement de ces arriérés.

M. Beaumont - Donc les opérations commerciales entre particuliers ne peuvent pas être autorisées.

M. le Ministre - pas tout de suite.

M. Beaumont - Je crains que cela ne nous demande beaucoup de temps et que lorsque nous arriverons la place soit prise.

M. Ulmo - Ne pensez-vous pas que dès maintenant des accords aient été conclus avec Franco et l'Allemagne et l'Italie?

M. le Ministre - Depuis deux ans. Il serait peut-être imprudent de laisser des compensations privées se faire dès maintenant sans avoir certaines sécurités de paiement.

M. Wyssse-Fahre

.....



Question du transfert à l'Allemagne des contingents tchéco-slovaques. -

M. le Ministre - Lorsque je suis venu parmi vous il y a quelques semaines, je vous avais indiqué qu'il existait trois sortes de contingents: les contingents normaux, les contingents supplémentaires et les contingents supplémentaires exceptionnels. Les instructions données étaient de s'en tenir aussi rigoureusement que possible aux contingents normaux; Sur certains points seulement j'ai dû céder un peu. La répartition des contingents entre la Tchécoslovaquie et les pays sudètes a donné 141 millions pour la Tchécoslovaquie survivante (jusqu'à hier) . M. Alphand a paraphé les accords il y a quelques jours.

Est-ce que la répartition qui a été faite entre l'Allemagne et la Tchécoslovaquie subsistera? La part attribuée à la Tchécoslovaquie revenant s'ajouter automatiquement à ce qui avait été accordé à l'Allemagne, dont il faudrait distraire une part pour la Slovaquie, le problème va se reposer dans son entier.

Gobeletterie pour éclairage: contingents normaux 1680 qx.  
plus contingents supplémentaires : 528 qx  
soit au total 2208 qx  
qui ont été répartis:  
980 à l'Allemagne  
700 aux Sudètes.

Pour la Gobeletterie du service de table :

Cgts. normaux : 40.209 qx ( 5.060 qx.  
- suppl. : 1.040 )  
1400 qx à l'Allemagne  
1400 - aux Sudètes.



en valeur :

Contingents normaux et supplémentaires attribués en 1938 à  
la Tchécoslovaquie : 247 millions de francs

dont : 136 normaux

III supplémentaires

L'accord signé ramène ce total à : 131 millions de francs  
soit 86 (normaux) 45 (supplémentaires)

Les contingents qui étaient de 247 millions attribués à l'an-  
cienne Tchécoslovaquie, sont actuellement de 131 millions pour  
à la fois l'Allemagne et la Tchécoslovaquie, donc réduction  
importante.

M. Bachelet - Il n'y aura pas de contingents supplémen-  
taires?

M. le Ministre - Les contingents supplémentaires accordés  
à la Tchécoslovaquie qui ont provoqué des protestations n'étaient  
pas des contingents de faveur d'ordre politique ou d'ordre  
sentimental, mais uniquement des contingents accordés pour  
permettre de rétablir sa balance commerciale devenue de plus en  
plus déficitaire.

Pour l'instant il n'y a pas de contingents supplémentaires.  
S'il, advenait que la balance commerciale à l'égard de la Tché-  
coslovaquie (ou la Slovaquie) s'avérait déficitaire, il est  
possible qu'à ce moment il y ait lieu d'entrevoir la possibilité  
de contingents supplémentaires.

M. Rogé - Pour combien de temps.

M. le Ministre - Ces contingents sont accordés pour un an.



Toutes les fois qu'il y a un accord industriel, les répartitions se font entre industriels.

M. le Ministre - Pour la gobeletterie il y avait eu précédemment une réduction de 30 %.

M. Rogé - L'industrie de la verrerie est relativement satisfaite.

M. le Ministre - Dans l'accord qui a été signé nous avons inséré une clause de catastrophe qui permet de ~~prévoir~~ revoir tous les contingents.

M. Néron - L'Allemagne ne va pas manquer de faire ce qu'elle a déjà fait lors de l'annexion de l'Autriche d'abord et lors de l'annexion des cantons sudètes ensuite, ~~de demander~~ c'est-à-dire de demander que lui soit attribué la part de contingents correspondant aux productions de la Bohême et de la Moldavie. Nous voudrions que cette part lui soit attribuée dans la plus faible mesure possible.

M. le Ministre - Vous m'aviez déjà fait cette observation précédemment, il en a été tenu compte, les Allemands n'ont pas reçu la part mathématique de ce qui aurait dû légitimement leur revenir.

Tout en tenant compte de nos exportations françaises, je n'ai pas besoin de vous dire que les réductions d'un certain nombre de contingents si elles donnent satisfaction à certaines industries vont attirer des reproches véhéments d'autres exportateurs français et précisément au moment où je demande à tous les exportateurs français de faire un très gros effort.



Dans l'avenir si nous n'avons plus à faire qu'à l'Allemagne, elle ne pourra nous réclamer que 66 % au lieu de 100 %

Question yougoslave -

M. le Ministre - Le projet qui va être déposé par le Ministre des Affaires Etrangères et par moi-même est beaucoup plus un programme de politique ~~dwa~~ qu'un programme strictement commercial. La situation avec la Yougoslavie est assez mauvaise depuis quelques années, nos échanges commerciaux ont décliné à un tel point que la part de la France n'était plus que de 2 % en 1938 ~~xxxxx~~ dans le commerce de la Yougoslavie. Nous avons acheté pour 100 millions de francs ce qui représente 0,22 % de nos importations totales.

Au contraire on constate la progression du commerce allemand en Yougoslavie qui est passé de 35 à 50 %. A la baisse de nos achats en Yougoslavie correspond une baisse de nos ventes. La Yougoslavie a dû adopter de sévères mesures de contrôle des changes. Elle a été contrainte ~~de~~ faute de moyens de paiement de réduire ses achats de produits français, ~~xx~~ les commerçants ne pouvant obtenir les devises indispensables pour les payer. Du fait de ces lourdes charges financières, il a été reconnu un excédent de balance de 20 % Or dès le milieu de l'année dernière les exportations françaises avaient dépassé cette proportion de 20 %. Nos exporta-



tions ont continué à être assez favorables vers la Yougoslavie, tandis que nos achats ont diminué et cette marge de 20 % s'est vue réduite de plus en plus au cours de l'année dernière. On peut évaluer à 40 millions environ le montant des affaires annulées *faute de devises*

En 1938, un certain nombre de maisons françaises ont dû envisager la liquidation de leurs affaires en Yougoslavie. La Yougoslavie est largement débitrice de la France. Les placements financiers en Yougoslavie représentent environ 10 milliards de francs. Les investissements privés atteignent 1 milliard de francs. Au total le montant annuel des transferts financiers de Yougoslavie vers la France s'élève à 300 millions. La Yougoslavie ne peut faire face à ses paiements que par l'excédent de sa balance commerciale. Il faut acheter les produits que la Yougoslavie a en excédent, c'est-à-dire des produits agricoles.

Les prix yougoslaves sont dans la plupart des cas supérieurs aux prix français, donc ces produits ne peuvent plus pénétrer même dans la limite des contingents accordés.

L'Allemagne achète n'importe quoi à n'importe quel prix.

La Yougoslavie dans un protocole confidentiel s'est engagé à prendre certain nombre de mesures qui ne seront pas publiées pour ne pas provoquer de protestations de la part d'autres pays.

Octroi de ristournes réservées à la Yougoslavie qui n'ont d'autre but que de permettre l'utilisation des contingents ouverts à ~~la~~ ce pays.

Ristourne sur les chevaux de boucherie 60 frs par quintal . L'écart des prix pour les chevaux de boucherie étant de 286 frs par cheval



soit 13 % de la valeur...

Cette ristourne porterait sur un contingent annuel de 4000

Ristournes sur : salami, oeufs en coquille, prunes, pruneaux  
fruits secs, bois communs équarris ou sciés, pâtes de cellulose.

Le produits des ristournes sera versé au Gouvernement Yougoslave  
et utilisé entièrement pour stimuler les échanges entre les 2 pays;  
Mais il faudra encore que de son côté le gouvernement yougoslave  
fasse un effort important.

Réduction de taxe de licence sur viande de porc salée ou en  
saumure, volailles, oeufs, haricots en grains

Renseignements en ce qui concerne les oeufs en coquilles  
pour lesquels on a fait des observations sur l'importance de ce  
contingent de 6.000 qx - ce contingent est très infime.

C'est trop souvent l'agriculture qui fait les frais de ces  
accords, mais si vous voulez bien considérer les chiffres, je  
crois qu'il n'y a aucun risque ~~auxquels les représentants des régions agricoles~~  
~~aux représentants des régions agricoles~~ et qu'ils ne peuvent  
aucunement causer de préjudice à l'agriculture française.

M. Bachelet - Je voudrais savoir si réciproquement la Yougo  
slavie va donner des ristournes aux produits français.

M. le Ministre - Cela n'est pas nécessaire. Nous avons une  
situation très favorable à l'exportation; les produits français  
sont très demandés.

M. Beaumont - Je me permets de donner un avis sur deux pro-  
duits qui figurent déjà pour une somme importante: /<sup>I°</sup>chevaux de  
boucherie. Actuellement la boucherie chevaline est complètement  
arrêtée du fait qu'elle ne trouve pas de chevaux de boucherie en  
France.



Il serait nécessaire d'importer des chevaux de boucherie du 1er mars au 1er octobre.

....

M. Rogé - Je crains de nouvelles <sup>saum</sup> <sup>trafic</sup> exploitations de licences..

M. Toy-Ront - ...

M. Néron - Je tiens à vous signaler combien est délicate la question des ristournes <sup>sur les bois : précédent des</sup> 6 En 1934, ratification du traité franco-autrichien sur les bois - il y a 3.000 communes forestières en France - Nous voudrions avoir des renseignements nous permettant d'étudier les répercussions sur chacune de ces catégories de sacrifiés.

M. Labbé - En ce qui concerne les accords douaniers internationaux, il s'agit bien de chevaux sur pied ? N'ayant pas de frontières communes avec la Yougoslavie, et le chemin étant l'Allemagne et l'Italie, ces pays ne s'opposent-ils pas au trafic?.....

.....

Maïs -

M. le Ministre - Nous avons étudié la question avec MM. les Ministres de l'Agriculture et des colonies.

....

Les maïs indochinois sont plus chers et l'Indochine vend tous ses maïs en France. La perte résultant de la différence entre le cours actuel des maïs coloniaux et le cours mondial sera supportée non pas par les importateurs indochinois, mais par le commerçant qui se chargera d'effectuer l'opération de



substitution; il récupèrera cette perte en vendant sur le marché français au bénéfice de la ristourne douanière. Ces mesures ne doivent pas apporter de gêne à la production coloniale puisque les quantités qui ne seront pas vendues seront, pour une valeur égale placées sur le marché français. ~~En raison de~~  
~~nouvelles droits de douane~~.

L'Indochine conserva le même volume d'exportation qu'auparavant, mais cette exportation sera répartie sur deux marchés, le marché français et le marché extérieur. Le système de remplacement ne jouera que dans la limite des contingents, <sup>actuellement</sup> c'est-à-dire 20 % des importations de maïs coloniaux.

Les maïs étrangers ne pourront être importés sur notre marché que rigoureusement dans la limite des contingents ouverts ~~tonnes pour tonnes~~

L'Indochine peut déverser la totalité de son maïs en France sans payer de droits de douane.

Si sur les 6 millions de qx que peut produire l'Indochine l'année prochaine, elle expédie 400.000 qx sur des marchés extérieurs et que ces 400.000 qx soient remplacés par des maïs <sup>yougoslaves</sup>... l'Indochine se créera de ce fait des marchés nouveaux à l'importation grâce au bénéfice de la ristourne qui permettra à l'importateur français de maïs yougoslaves...

M. Beaumont - L'Argentine doit nous fournir des maïs.

M. le Ministre - Il faudrait dénoncer l'accord avec l'Argentine.

*M. Néron remercie M. Gentin de ses explications particulièrement claires et précises*

*La séance est levée à midi trente*

---



Séance du vendredi 31 mars 1939

La séance est ouverte quatorze heures quinze sous la présidence de M Néron  
président de la commission

Sont présents M Néron, Mangon, Lévy, Viellard, Bachelet, Legrist, Turbat, Lohin.  
Mons

Projet de loi ratifiant l'accord international de Londres du 6 mai 1937 pour la  
réglementation du sucre sur le marché mondial  
M Mangon fait approuver son rapport

Projet de loi tendant à ratifier le dernier accord commercial avec le Nicaragua  
M. Mangon donne lecture de son rapport en insistant sur le fait que cet accord  
est ratifié dans des délais particulièrement courts à la demande du ministère des  
affaires étrangères.  
M Mangon est autorisé à déposer son rapport après une protestation de M Néron  
qui s'élève contre la rapidité de la procédure demandée par le gouvernement

Proposition de résolution Ulysse Fabre tendant à relever le taux de droit de douane applicable  
aux pailles de millet à balais.  
La commission adopte sans discussion le rapport de M Turbat

Projet tendant à ratifier les décrets du 1 octobre 1936 portant réduction des droits de  
douane et de taxes de licence  
M Bozé fait approuver son rapport et à la demande de M Néron il est décidé  
qu'un grand débat sera institué devant le Sénat lors du vote de ce projet  
pour indiquer de la manière la plus nette que la Commission a toujours  
désapprouvé les décrets du 1 octobre 1936.

Projet tendant à ratifier le décret du 31 janvier 1938 portant modification de la tarification  
douanière de divers produits (graphite, boulons etc)  
M Ulysse Fabre est autorisé à déposer son rapport

Projet tendant à l'approbation de l'échange de lettres du 11 décembre 1936 relatif à l'entrée par la zone  
frontalière franco-luxembourgeoise d'un contingent de pommes de terre à tarif réduit  
Le rapport de M Lohin est adopté sans discussion



Projet de loi ratifiant le décret du 8 janvier 1938 modifiant la tarification douanière des boîtiers de lampes électriques portatives  
M. Lorin est autorisé à déposer son rapport

Projet ratifiant le décret du 11 décembre 1936 modifiant les droits de douane sur les canots démontables  
M. d'Andlau fait adopter son rapport

Projet de loi ratifiant un décret relatif au régime douanier des maïs en A.E.F.  
Le rapport de M. Gauthon est adopté après observation de M. Turbat et Bachelet

Projet de loi ratifiant un décret relatif au régime douanier des pneumatiques dans les établissements français de l'Océanie  
M. Camé-Bonsalet est autorisé à déposer son rapport

Projet de loi ~~ratifiant~~ un décret relatif au régime douanier des corps gras en Indochine  
M. Labbé donne lecture de son rapport et la Commission l'autorise à déposer son rapport.

Projet de loi ratifiant un décret appliquant les décrets du 1 octobre 1936 modifiant les droits de douane à la Guadeloupe  
Le rapport de M. Chénal est adopté sans discussion.

Projet de loi ratifiant un décret relatif au régime douanier des animaux <sup>vivants</sup> en Indochine  
M. Beaumont fait adopter son rapport

Projet de loi ratifiant un décret relatif au régime douanier de certains produits en ~~Indochine~~ Nouvelle Calédonie  
M. Néron donne lecture du rapport de M. Léon Béraud qui est adopté

Projet (deux) de loi ratifiant deux décrets relatifs au régime douanier de certains produits à la Martinique  
La Commission adopte le rapport de M. Belfort et celui de M. Elby

Projet de loi ratifiant le décret du 27 septembre 1936 relatif au régime douanier des bas et chaussettes de coton  
Le rapport de M. Elby est approuvé



Projet de loi ratifiant un décret relatif au régime domanial des bois de royer  
 M. Vieillard fait adopter son rapport

La séance est levée à 16 heures

---



Séance du mercredi 14 mai 1939

La séance est ouverte à seize heures trente sous la présidence de M Néron  
président de la Commission

Bienvenue M Néron souhaite la bienvenue à M de Chamant nouveau membre de  
la Commission

Résultats du commerce extérieur de la France pour les quatre premiers mois de 1939

M Néron

Au cours des quatre premiers mois de 1939, le commerce extérieur de la France paraît avoir bénéficié d'une certaine amélioration, ainsi que le soulignent les chiffres réunis dans le tableau ci-dessous.

Ces chiffres établissent une comparaison de nos échanges avec l'étranger pendant les quatre premiers mois de chacune des années de 1938 et 1939.

Comparaison en valeur nominale.

	Unité	Quatre premiers mois	
		de 1938	de 1939
<u>Importations</u>			
Objets d'alimentation	millions de francs du moment	1.106	1.151
Matières nécessaires à l'industrie.....		8.262	8.241
Objets fabriqués.....		2.274	2.621
Totaux.....		11.642	12.013
<u>Exportations</u>			
Objets d'alimentation		814	1.044
Matières nécessaires à l'industrie.....		2.751	3.170
Objets fabriqués.....		3.212	4.176
Totaux.....		6.777	8.390
Déficit.....		4.865	3.623



Toutefois, comme ces résultats sont établis en francs dont la valeur s'est modifiée d'une année à l'autre, il nous a paru préférable de convertir ces chiffres en francs-Poincaré (c'est-à-dire en francs représentant 58 milligrammes, 95 d'or fin) de façon à réunir les valeurs établies en unités comparables.

Comparaison en valeur-or.

	Unité.	Quatre premiers mois de :				
		1935	1936	1937	1938	1939
Importations totales.....	millions de francs Poincaré.	5.399	5.955	7.194	5.639	4.788
Exportations totales.....	-	3.796	3.251	3.523	3.296	3.343
Déficit de la balance commerciale.....	-	1.603	2.704	3.671	2.343	1.445
- d° -	en tonnes d'or fin.	94 t,5	159 t,4	216 t,4	138 t,1	83 t,2
Ob-jets d'importation	en millions de francs Poincaré.		1.193	1.348	1.100	1.044
fa-briques d'exportation			1.621	1.535	1.564	1.664

L'examen de ces chiffres permet de constater immédiatement que le déficit de notre balance commerciale ne représente, pour



les quatre premiers mois de 1939, que 83 tonnes d'or fin, contre 138 tonnes pendant les quatre premiers mois de 1938 et 216 tonnes pendant la même période de 1937. Notre passif commercial s'est donc réduit considérablement et est même devenu inférieur à ce qu'il était en 1935. Cependant, si l'on totalise les importations et les exportations pour déterminer l'importance de l'ensemble de notre commerce extérieur, on se rend compte que sa valeur est tombée de 8 milliards 935 millions de francs-Poincaré, pendant les quatre premiers mois de 1938, à 8 milliards 181 millions, pendant la période correspondante de 1939.

Faut-il en conclure que le redressement de la balance commerciale n'a été obtenu qu'au prix d'un étouffement de notre commerce?

Cette appréciation ne serait pas exacte.

°  
° °

Sans doute, nos importations se sont-elles réduites d'une année à l'autre. <sup>Mais</sup> faut-il le déplorer?

Il n'en serait ainsi qu'en ce qui concerne la diminution de nos achats de matières premières qui pourraient paraître indiquer à première vue une réduction de notre activité industrielle; mais il convient d'observer tout d'abord que cette diminution est imputable pour la plus grande partie à une réduction de plus de 25 % de nos achats de charbon à l'étranger dont les importations n'ont été pendant ces quatre premiers mois que de 6 millions de tonnes contre 8 millions pendant la même période de



l'année dernière, et à la réduction de 40 % de nos importations de bois communs par suite d'une meilleure utilisation de la forêt française.

On doit noter d'autre part qu'au cours des années précédentes l'incertitude monétaire avait conduit les industriels français à accumuler des stocks des matières qui leur étaient nécessaires et que nos importations actuelles doivent normalement s'en trouver réduites.

Quant aux importations d'objets fabriqués, leur réduction est éminemment souhaitable. On se souvient en effet qu'au moment même où notre production était paralysée par une législation trop restrictive du travail, d'imprudents abaisséments de tarifs douaniers réalisés à la fin de 1936 avaient eu pour résultat de provoquer, au début de 1937, un véritable envahissement de notre marché par les produits étrangers.

C'est pour remédier à cette situation que des relèvements de tarifs ont été effectués à partir de juillet 1937 et l'on ne peut donc qu'enregistrer avec satisfaction la diminution de nos achats d'objets fabriqués à l'étranger<sup>qui</sup> pour les quatre premiers mois sont passés de 1.348 millions de francs Poincaré en 1937 à 1.100 millions en 1938 et à 1.044 millions en 1939.

Par rapport à 1938, on enregistre des réductions d'importations particulièrement accusées en ce qui concerne la verrerie et la céramique (45 %) le papier et ses applications (55 %) les fils et tissus (25 %) les objets d'habillement (41 %).



Dans la catégorie des produits agricoles, les importations de boissons d'une part, de légumes et fruits d'autre part, sont en forte réduction. Nos achats de viandes et de produits de fermes ont légèrement fléchi. Seules les importations de sucres étrangers sont en <sup>notable</sup> progression, par suite d'une campagne déficitaire en France.

°  
° °

Quant à notre exportation, sa valeur or n'a sans doute que très légèrement progressé, puisqu'elle ne s'est relevée que de 3.296 millions de francs Poincaré pendant les quatre premiers mois de 1938, à 3 milliards 343 millions pendant la même période de 1939, chiffre inférieur à celui des quatre premiers mois de 1937.

Mais il importe de bien souligner que ces indications traduisent plus exactement les rentrées d'or consécutives à nos exportations que l'évolution réelle du volume de nos ventes à l'étranger.

La hausse des prix français a été en effet d'une année à l'autre inférieure à la marge de dévaluation de la monnaie et il s'ensuit que, pour un même paiement en or, nous exportons, à l'heure actuelle, une plus grande quantité de produits.

Cependant cette "vente au rabais n'offre d'intérêt qu'à condition que le développement de ventes soit tel qu'il en résulte un notable accroissement de la recette totale.



Ce résultat ne serait pas atteint si la très faible progression de 47 millions de francs-Poincaré du total de notre exportation se répartissait également entre toutes les catégories de marchandises.

Mais un examen attentif des statistiques démontre qu'il n'en est heureusement pas ainsi: l'insuffisant accroissement en valeur or du total de notre exportation provient presque exclusivement du fléchissement de nos ventes de "matières premières", qui constituent la partie la moins intéressante de notre exportation, puisque c'est celle qui incorpore le moins de travail français. Cette réduction porte surtout sur les minerais de fer, les fontes, fers et aciers, l'aluminium brut.

Au contraire, nos ventes d'objets fabriqués ont progressé très nettement, puisque leur valeur or est passée de 1 milliard 564 millions, pendant les quatre mois <sup>de 1938</sup> ~~correspondants~~ de 1939. En valeur nominale, l'augmentation se chiffre <sup>1 milliard 664 millions pendant les quatre mois correspondants</sup> ~~à 964 millions~~ de francs actuels, soit à 30 % environ. Si l'on tient compte de la hausse des prix intérieurs depuis l'année dernière on peut considérer que notre exportation d'objets fabriqués s'est en réalité développée d'une année à l'autre de 15 à 20 % en moyenne.

Cette progression est particulièrement sensible en ce qui concerne les fils et tissus (dont les tonnages exportés ont augmenté de plus de 50 %), les objets d'habillement



(44% en tonnage), les peaux ouvrées (46 % en poids) et les produits des industries mécaniques.

Notre exportation de produits agricoles accuse également un accroissement appréciable, mais on doit <sup>observer</sup> cependant que cette progression est moins intéressante que celle des ventes d'objets fabriqués. En effet elle porte surtout sur les blés et farines de froment dont l'exportation est effectuée par l'Office du Blé dans des conditions exceptionnelles; on sait en effet que cet organisme débarrasse notre marché des blés en excédent en les vendant grâce au concours financier de l'Etat à des prix très inférieurs à leur prix de revient.

On doit noter d'ailleurs une réduction de nos sorties de vins qui se sont encore fortement réduites par rapport aux quatre premiers mois de 1938.

Il en est de même pour nos ventes de poissons et plus spécialement de morues dont les tonnages exportés se réduisent encore considérablement.

Par contre, nos ventes d'oeufs de volailles et de fromages d'une part et de fruits d'autre part accusent des accroissements marqués par rapport aux quatre premiers mois de 1938.

Quoi qu'il en soit, il convient de retenir de cette étude sur l'état de notre commerce extérieur:

Tout d'abord une diminution considérable de notre passif commercial;

Ensuite la réduction de nos achats de produits finis;

Enfin, le développement de nos exportations d'objets fabriqués.



Ces résultats sont dus évidemment, dans une large mesure à l'amélioration des prix or français par rapport aux prix étrangers, le bénéfice de la <sup>dépréciation</sup> de notre devise en 1937 et 1938 n'ayant pas, comme le fut celui de la dévaluation de 1936, été annulé par l'incorporation dans les prix de revient de charges excessives.

Mais cette situation favorable eut été sans effet sur notre commerce extérieur, si comme l'année passée des conflits sans cesse renouvelés et une réglementation restrictive du travail avaient continué à paralyser notre production, et empêché nos industriels de profiter de la demande intérieure et extérieure.

L'amélioration de notre commerce extérieur apparaît ainsi comme le résultat de l'assouplissement de la législation du travail, du rétablissement de l'ordre et de l'autorité et, enfin, de l'assainissement de notre situation financière.

Mais, il ne faudrait pas cependant tirer de ces observations des conclusions trop optimistes et confondre une amélioration certaine de la tendance avec une évolution vers un redressement inéluctable et complet de notre situation économique.

Nous ne devons pas oublier que les événements extérieurs créent une atmosphère d'incertitude peu favorable au développement de l'esprit d'entreprise; d'autre part, les appels à l'épargne qu'exigent les dépenses de la défense nationale ne peuvent que limiter l'investissement des capitaux dans les affaires privées; enfin les charges fiscales nouvelles nécessitées par le financement de notre réarmement, risquent de peser à nouveau sur les prix de revient et d'annuler dans une certaine mesure la récente amélioration de nos prix.

En fait, le développement de la conjoncture favorable que nous venons de mettre en lumière dépend largement des conditions dans lesquelles évoluera elle-même la situation politique internationale; mais il dépend aussi, dans une très grande mesure, du calme avec lequel les producteurs et commerçants français poursuivront leurs efforts, en faisant confiance à l'action entreprise par le Gouvernement pour le maintien de la paix.



Projets (deux) de loi concernant la ratification de décrets intéressant le régime douanier des farines

Les deux rapports de M. Elly ont été adoptés après observations de M. Bachelet et M. Fabre.

Projet tendant à la ratification du décret du 8 janvier 1938 sur la tarification douanière des produits réfractaires

La commission approuve le rapport de M. Elly lu par M. Néron.

Projet de loi tendant à la ratification du décret du 31 octobre 1936 qui a contingenté les fils tissés et vêtements de coton à l'importation au Pakoumey  
M. Berlin fait adopter son rapport.

Projet de loi tendant à la ratification du décret du 11 décembre 1937 sur la tarification douanière des tuyaux en amiante-ciment

La commission adopte le rapport de M. Elly lu par M. Fabre.

Projet de loi tendant à la ratification du décret du 28 septembre 1937 sur la tarification douanière des fougères et roses à la Martinique

M. Elly lu par M. Fabre donne lecture de son rapport qui est approuvé.

Projet de loi tendant à la ratification du décret du 27 janvier 1938 portant relèvement des droits d'importation sur les fils de soie à Madagascar

Le rapport de M. Léon Benard dont M. Néron donne lecture, est approuvé.

Projet de loi tendant à la ratification du décret du 31 mai 1937 sur la prohibition de l'exportation de l'or en Indochine

M. Bachelet fait adopter son rapport.

Projet de loi tendant à la ratification du décret du 22 octobre 1937 fixant les droits de sortie sur les peaux en Nouvelle Calédonie

M. Beaumont est autorisé à déposer son rapport.

Projet de loi tendant à la ratification du décret du 3 mars 1936 résultant d'une délibération du 16 octobre 1935 de Madagascar sur la tarification douanière des bagues d'allumage

Le rapport de M. Beaumont est adopté.



M Néron

Notre ordre du jour étant épuisé, je désire maintenant vous entretenir d'une question qui me paraît d'une très grande importance.

Vous n'ignorez pas que la Commission de Révision Douanière, instituée en 1936 auprès du Ministère du Commerce, poursuit depuis deux ans la révision de notre tarif.

Ce travail a pour objet :

1°/ d'opérer une refonte de notre nomenclature de façon à l'adapter dans toute la mesure du possible au cadre de la nomenclature internationale de Genève;

2°/ d'introduire dans cette nomenclature des spécifications correspondant aux derniers progrès de l'agriculture et de l'industrie ainsi qu'aux nécessités nouvelles de notre économie;

3°/ d'ajuster les taux de protection de façon à en faire disparaître les anomalies, tout en poursuivant autant que possible le remplacement des contingents actuels par des relèvements de droits de douane.

Ce travail qui est activement poussé par la Commission que préside M. Rist doit, d'après les indications du Ministère du Commerce, être terminé dans quelques mois et soumis ensuite au Parlement.

A ce moment, un effort considérable sera exigé des Commissions des Douanes des deux Assemblées qui se trouveront en présence d'une tâche rendue particulièrement difficile par toutes les interventions qui ne manqueront pas de se produire alors auprès des différents rapporteurs.

.....



Cet état de choses entraîna de telles difficultés lors de la révision douanière de 1927 qu'elle empêcha la réforme d'aboutir devant le Parlement et que le Gouvernement dut la réaliser indirectement par voie d'accords commerciaux, c'est-à-dire en substituant<sup>à</sup> l'examen préalable des Chambres une approbation a posteriori.

C'est pour éviter le retour d'une semblable situation qu'il m'a semblé opportun de désigner dès maintenant au sein de notre Commission les rapporteurs qui seront chargés plus spécialement de telle ou telle partie de notre tarif, afin de leur permettre de procéder sans plus tarder à une étude approfondie de la situation des branches de production rentrant dans leurs compétences.

Tout en vous laissant la liberté de procéder à cette étude comme vous l'entendrez, il m'a semblé que vos travaux devraient être orientés suivant un plan commun, afin de permettre ensuite à la Commission de trouver, le moment venu, dans vos rapports tous les éléments de la discussion qui devra s'engager ultérieurement.

Ce plan paraît devoir comporter les indications suivantes:

I - Situation actuelle de la production considérée -

- |               |   |                                |
|---------------|---|--------------------------------|
|               | ( | a) de la métropole             |
| I° Ressources | ( | b) de nos colonies             |
| en matières   | ( | c) Importations de l'étranger. |
| premières :   | ( |                                |

.....



- 2° Produits de transformation.
- (a) organisations professionnelles (Fédérations, syndicats, cartels, etc.)
  - (b) nombre d'usines ou d'entreprises (diminution ou augmentation par rapport aux dernières années)
  - (c) nombre d'ouvriers (chômage éventuel)
  - (d) importance de la production et son évolution
  - (e) état des prix et leur comparaison par rapport aux prix étrangers.

## II - Productions étrangères -

- 1° en matières premières
- 2° en produits de transformation.

## III - Etat de la consommation -

- 1° comparaison de la consommation et de la production nationale
- 2° Evolution de la consommation
  - (a) en France
  - (b) à l'étranger.

## IV - Commerce extérieur -

- 1° Importations
  - (a) de matières premières
    - (chiffres en valeur et en poids des années 1922, 1928, 1932, 1937 et 1938)
    - (répartition par pays étrangers en 1938.)
    - (répartition par colonies en 1938.)
  - (b) de produits de transformation
    - (chiffres en valeur et en poids des années 1922, 1928, 1932, 1937 et 1938.)
    - (répartition par pays étrangers en 1938)
    - ~~(répartition par colonies en 1938.)~~



	(	(chiffres en valeur et en poids
	(	( des années 1922, 1928, 1932,
	( a) de matiè-	( 1937 et 1938.
2°	(res premières	(
	(	(répartition par pays étrangers
Exportations	(	( en 1938
	(	(chiffres en valeur et en poids
	( b) de pro-	( des années 1922, 1928, 1932,
	( duits de	( 1937 et 1938.
	( transforma-	(
	( tion.	(répartition par pays étrangers
	(	( en 1938.

#### V - Conclusion -

	(	( est-elle favorable?
I°) situation de la pro-	(	(
duction française.	(	( sinon quelles sont les diffi-
	(	( cultés qu'elle rencontre?
	(	(

	(	(a) la protection est-elle trop élevée ou ap-
	(	( paraît-elle insuffisante?
2°	(	(b) le contingentement peut-il être supprimé?
Importations	(	(c) dans la négative, y a-t-il lieu de modifier
	(	( son mode de répartition?
	(	(d) y a-t-il lieu de relever le droit de douane
	(	( et dans l'affirmative quelles seraient les
	(	( répercussions sur nos accords commerciaux
	(	( et par conséquent sur notre exportation?
3°	(	(a) situation de cette exportation et comparai-
Exportations	(	( son avec l'exportation des états concurrents
	(	(b) cette exportation peut-elle être accrue? -
	(	( dans quels pays plus particulièrement? -
	(	( par quels moyens?

Je ne me dissimule pas, mes Cher Collègues que le travail que je vous demande d'accomplir est un travail très considérable. Il convient de remarquer cependant que le plan qui précède n'a d'autre objet que de guider vos travaux et qu'une grande partie des rubriques qui y sont prévues seront sans utilité pour certains des rapports.

Bien entendu, votre Secrétariat mettra à votre disposition tous les éléments statistiques dont il dispose, mais il conviendra en outre, en ce qui concerne notamment les conditions de production que vous vous mettiez en rapport avec d'une part les groupements de producteurs et d'autre part avec les groupements d'importateurs ou d'utilisateurs. Il est en effet indispensable, ~~pour~~ que notre Commission soit renseignée sur tous les intérêts en cause, ~~et~~ pouvoir se prononcer avec l'objectivité nécessaire.



Ces points étant posés, je vais dès maintenant vous énumérer les différents rapports à distribuer, afin que vous puissiez me faire connaître ensuite vos préférences.

### Agriculture.

- 1° - Elevage, viandes, conserves de viandes  
Produits des fermes, beurre, oeufs, fromages, miel, etc.
- 2° - Corps gras: produits oléagineux, huiles végétales, graisses animales.
- 3° - produits des pêches et conserves de poissons.
- 4° - Céréales, farine et produits dérivés.
- 5° - Légumes frais, secs ou conservés.
- 6° - Fruits frais, secs ou conservés.
- 7° - Fleurs et plantes
- 8° - Sucre et denrées coloniales
- 9° - Bois: bruts, sciés; pâtes à papier
- 10° - Vins, esprits et liqueurs
- 11° - Cidre et poiré.
- 12° - Bière et eaux minérales

### Industrie

- 13° - Marbres, pierres brutes et ouvrées.
- 14° - Combustibles minéraux, houille et huiles minérales.
- 15° - Industrie des engrais
- 16° - Industrie des produits chimiques autres que les engrais
- 17° - Teintures préparées, couleurs, peintures, vernis, encres et crayons.
- 18° - Essences de fleurs, produits synthétiques pour la parfumerie, parfumerie et savon de parfumerie.  
Produits pharmaceutiques
- 19° - Savonnerie, stéarinerie, cirages.
- 20° - Céramiques
- 21° - Verrerie et gobeletterie.
- 22° - Industries du lin et du chanvre (textiles, fils, tissus)



- 23° - Industrie du coton (textiles, fils, tissus)
- 24° - Industrie de la laine (textiles, fils, tissus)
- 25° - Industries de la soie et de la rayonne (matières premières  
fils et tissus)
- 26° - Industrie du jute (textiles, fils, tissus)  
Ficellerie, corderie et câblerie.
- 27° - Lingerie et confection - Chapellerie
- 28° - Papiers cartons et leurs applications.
- 29° - Cuirs et peaux préparés; objets en cuir (chaussures,  
gants, maroquinerie, sellerie)
- 30° - Métallurgie du fer, de la fonte et de l'acier (du minerai  
aux barres, fils et tôles)
- 31° - Métallurgie de certains métaux non ferreux (cuivre, plomb,  
zinc, étain, aluminium, nickel, cobalt, etc. - du minerai  
aux barres, fils et tôles)
- 32° - Machines motrices, à vapeur ou à explosion et leurs orga-  
nes.
- 33° - Moteurs et matériels électriques et leurs organes ou acces-  
soires.
- 34° - Matériel pour l'industrie textile: métiers, machines à  
coudre, etc.
- 35° - Matériel d'imprimerie et de papeterie; machines à écrire  
à statistiquer, à autographier, etc.
- 36° - Machines-outils  
Machines agricoles  
Appareils de levage et de pesage
- 37° - Pièces détachées de machines et ouvrages en fer, fonte ou  
acier.
- 38° - Pièces détachées de machines et ouvrages en cuivre ou en  
plusieurs métaux.
- 39° - Outils emmanchés ou non (y compris les outils de mécani-  
ciens.  
Coutellerie  
Articles de ménage et d'économie domestique  
Armes de commerce
- 40° - Meubles et vannerie
- 41° - Instruments de musique
- 42° - Matériel de chemins de fer
- 43° & Cycles et automobiles
- 44° - Embarcations et bâtiments de mer et de rivière
- 45° - Ouvrages en caoutchouc
- 46° - Bijouterie, orfèvrerie, horlogerie.
- 47° - Instruments scientifiques de précision, photographie et  
cinématographie.
- 48° - Tabletterie, bimbelerie, jouets.



La Commission decide que le liste de diverse branches sera adressee aux membres de la Commission pour mieux leur permettre de faire leur choix: les attributions definitive devant etre faites dans une seance ulterieurs

La seance est levee a dix huit heures trente





Séance du mardi 31 mai 1939

La séance est ouverte à 16 heures trente sous la présidence de M Néron  
président de la Commission

Sont présents MM Néron Beaumont Astier Viellard, Berlin, Lederlin, Gauthon,  
Ostermann

Excusé M de Chambrant

### Révision du tarif douanier. Attribution des rapports

M Néron indique les préférences des membres de la Commission pour l'attribution  
des divers rapports; ~~cependant~~<sup>mais</sup> il manque certaines réponses et ~~quelques~~ chapitres sont au  
surplus demandés par plusieurs membres et certains n'ont été demandés par personne aussi  
convient-il de remettre à une séance ultérieure les attributions définitives.

### Discussion sur les méthodes de travail

Après intervention de MM Néron, Viellard, Ulysse Fabe, Gauthon, Ostermann, il est décidé  
que chacun fera un travail d'ensemble, en se basant sur des données numériques  
précises (comme antérieurement) renseignements fournis par organismes corporatifs, mais  
jouir de la plus large initiative

### Plan de la Commission de révision douanière

M Néron indique le but poursuivi par la Commission de révision douanière

1° Révision de la nomenclature pour la mettre en rapport avec celle de la S.D.N

2° Modification du tarif pour supprimer le plus grand contingent

Il faut travailler dès à présent pour être pleinement informé à l'époque où la  
Commission doit soumettre ses conclusions au Parlement.

La séance est levée à dix sept heures trente

---



Séance du mercredi 7 juin

La séance est ouverte à seize heures trente sous la présidence de M Néron  
président de la Commission

Sont présents MM Néron, Ulmer, Lévy, Perlman, Elby, Beaumont, Tasso, Ruge, Bachelet,  
Viellard, Gauthron, Adrien, Richard, Fouilloux, Tinbat, Maroger, Astier, Lamsray,  
Ostermann, d'Andlau, Lederlin  
Excusés MM Belfort, Lignier et de Berny

Résultats du commerce extérieur pour le mois de mai

M Néron

Les résultats du commerce extérieur, pour le mois de mai, viennent d'être publiés hier par la Direction Générale des Douanes.

Il n'entre pas dans mes intentions de vous faire de ces résultats un examen aussi approfondi que celui auquel nous avons procédé il y a 15 jours en ce qui concerne les résultats des 4 premiers mois.

Je tiens cependant à attirer votre attention sur l'impression favorable qu'il est permis de tirer des statistiques de notre commerce pendant les dernier mois écoulé. Ces indications traduisent en effet une nouvelle amélioration par rapport aux mois précédents. Le déficit de notre balance commerciale s'est en effet encore sensiblement réduit par rapport au mois d'avril puisqu'il ne s'établit qu'à 697 millions de francs actuels contre 767 millions pour le mois d'avril. Compte tenu de la dévaluation, ce déficit est, en valeur or, inférieur de 40 % au déficit du mois de mai 1935.

En ce qui concerne les importations, les constatations effectuées sont tout à fait satisfaisantes, le point le plus marquant étant constitué par une réduction de 91 millions de nos achats d'objets fabriqués étrangers.

Par contre, et c'est là le point le plus intéressant, nos exportations de ces mêmes objets fabriqués continuent régulièrement la progression qui s'est manifestée depuis le



début du mois de janvier. Cette augmentation porte à peu près sur toutes les catégories d'objets, mais plus spécialement sur les fils et tissus, les objets d'habillement, les produits des industries mécaniques, les peaux ouvrées, les poteries et verreries, les objets d'art et de luxe et les ouvrages en caoutchouc.

En résumé, les résultats de notre commerce avec l'étranger au cours du mois de mai confirment amplement l'impression favorable que nous avons tirée de son évolution pendant les quatre premiers mois de 1939.

Cette amélioration nous montre que les Français faisant confiance à leur Gouvernement se sont remis courageusement au travail et s'attachent à développer leurs relations commerciales avec les autres pays, sans se laisser hypnotiser par la crainte d'un conflit dont la perspective recule d'ailleurs avec le redressement du pays.

#### Révision douanière. Attribution des rapports

M. Veron indique qu'il se conforme que le Gouvernement soumettra au Parlement la conclusion de la Commission Ait dès la rentrée de novembre

Après avoir tenu compte des réponses et des compétences de chacun des membres de la Commission il est décidé d'attribuer les rapports comme suit

#### AGRICULTURE

- 1° - Elevage, viandes, conserves de viandes: M. Beaumont
- 2° - Produits des fermes, volailles, lapins, beurre, oeufs, fromages, miel, etc: M. Labbé
- 3° - Corps gras: produits oléagineux, huiles végétales, graisses animales: M. Tasso
- 4° - Produits des pêches et conserves de poissons: M. Tasso
- 5° - Céréales, farine et produits dérivés: M. Lamy
- 6° - Semences et graines fourragères, fourrages: M. Gautron
- 7° Légumes frais, secs ou conservés: M. Ulysse Fabre
- 8° - Fruits frais, secs ou conservés: M. Astier



- 157
- 9° - Fleurs et plantes: *m Turbat*
  - 10° - Sucre et denrées coloniales: *m Bachelot; m Léon Binard*
  - 11° - Bois communs: bruts, sciés: *m Vielland*
  - 12° - Bois résineux - pâtes à papier - produits résineux: *m Bonties*
  - 13° - Vins, esprits et liqueurs: *m Ostermann*
  - 14° - Cidre et poiré: *m Bannay*
  - 15° - Bière et eaux minérales: *m d'Andlau*

### INDUSTRIE

- 16° - Marbres, pierres brutes et ouvrées: *m Fouilloux*
- 17° - Combustibles minéraux, houille et huiles minérales: *m Ulmo*
- 18° - Industrie des engrais: *m Maroger*
- 19° - Industrie des produits chimiques autres que les engrais: *m Chanal*
- 20° - Teintures préparées, couleurs, peintures, vernis, encres et crayons: *m Chanal*
- 21° - Essences de fleurs, produits synthétiques pour la parfumerie, parfumerie et savons de parfumerie.  
Produits pharmaceutiques. *m Turbat*
- 22° - Savonnerie, stéarinerie, cirages: *m Toy Riont*
- 23° - Céramiques: *m Elby*
- 24° - Verrerie et gobeletterie: *m Adrien Richard*
- 25° - Industries du lin et du chanvre (textiles, fils, tissus): *m de Berry*
- 26° - Industrie du coton (textile, fils, tissus): *m Lederlin*
- 27° - Industrie de la laine (textile, fils, tissus): *m Bachelot*
- 28° - Industries de la soie et de la rayonne (matières premières, fils et tissus): *m Serlin*
- 29° - Industrie du jute (textile, fils, tissus, sacs).  
Ficellerie, corderie et câblerie: *m Serlin*
- 30° - Lingerie et confection, chapellerie: *m de Berry*
- 31° - Papiers, cartons et leurs applications: *m Bonties*
- 32° - Cuirs et peaux préparés; objets en cuir (chaussures, gants, maroquinerie, sellerie): *m Beaumont*
- 33° - Métallurgie du fer, de la fonte et de l'acier (du minerai aux barres, fils et tôles): *m Ulmo*
- 34° - Métallurgie de certains métaux non ferreux (cuivre, plomb, zinc, étain, aluminium, nickel, cobalt, etc. - du minerai aux barres, fils et tôles): *m Maroger*
- 35° - Machines motrices, à vapeur ou à explosion et leurs organes: *m Labbe*
- 36° - Moteurs et matériels électriques et leurs organes ou accessoires: *m Maroger*
- 37° - Matériel pour l'industrie textile: métiers, machines à coudre, etc: *m de Chamard*
- 38° - Matériel d'imprimerie et de papeterie; machines à écrire, à statistiquer, à autographier, etc: *m Vielland*



- 39° - Machines-outils.  
Machines agricoles.  
Appareils de levage et de pesage: *m Ulysse Fabre*
- 40° - Pièces détachées de machines et ouvrages en fer, fonte ou acier: *m Ulysse Fabre*
- 41° - Pièces détachées de machines et ouvrages en cuivre ou en plusieurs métaux: *m Vielland*
- 42° - Outils emmanchés ou non (y compris les outils de mécaniciens)  
Coutellerie.  
Articles de ménage et d'économie domestique.  
Armes de commerce: *m Lévy*
- 43° - Meubles et vannerie: *m Lévy*
- 44° - Instruments de musique: *m Lannay*
- 45° - Matériel de chemins de fer: *m Ulmo*
- 46° - Cycles et automobiles: *m Ostermann*
- 47° - Embarcations et bâtiments de mer et de rivière.
- 48° - Ouvrages en caoutchouc: *m Tasso*
- 49° - Bijouterie, orfèvrerie, horlogerie: *m Gautron*
- 50° - Instruments scientifiques de précision, photographie et cinématographie: *m Carie-Bonvalet*
- 51° - Tabletterie, bimbeloterie, jouets: *m Fouilhoum*

Projet de loi tendant à ratifier le décret du 31 janvier 1938 modifiant la tarification douanière de certains produits (fil de phosphore tenace, tissus de poils purs ou mélangés)  
Le rapport de *m Elly* est adopté sans discussion

Projet de loi tendant à ratifier le décret du 11 mai 1937 relatif au régime douanier des encreux à la Martinique  
*m de Berry* fait approuver son rapport

Projet de loi tendant à ratifier le décret du 11 décembre 1937 portant modification de la tarification douanière de divers produits textiles  
La Commission autorise *m Serlin* à déposer son rapport

La séance est levée à dix huit heures trente

---



Séance du mercredi 11 juin 1939

La séance est ouverte à quatorze heures quinze sous la présidence de M. Néron président de la Commission

Sont présents MM Néron, Beaumont, Turbat, Laroque, Charal, Rogé, Ulmer, Legrist, Gauthron, Vieillard, Lechin, d'Andlau, Ulysse Fabis, Bachelet

Projet de loi ratifiant le décret du 14 octobre 1937 modifiant les droits de sortie sur les produits de détail

M. Beaumont est autorisé à déposer son rapport

Projet de loi tendant à l'approbation des échanges de lettres du 18 décembre 1937 relatifs à l'octroi à l'Union économique belgo-luxembourgeoise d'un contingent de peaux de lapin

Le rapport de M. Rogé est approuvé

Projet de loi ratifiant le décret du 30 novembre 1937 sur le régime douanier des combustibles dans les établissements de l'Océanie

La commission autorise M. Charal à déposer son rapport

Projet de loi relatif au décret du 16 novembre 1937 modifiant le régime douanier des segments de piston

M. Ulmer donne lecture de son rapport qui est approuvé

Projets de loi (deux) tendant à ratifier les décrets des 9 avril 1937 et 13 janvier 1938 portant modification de la tarification douanière de divers produits

Après observations de MM. Beaumont, Rogé et Laroque la Commission adopte les deux rapports de M. Manoger lus par M. Néron.

Projet de loi ratifiant le décret du 15 décembre 1936 modifiant les droits de douane sur le millerand

M. Néron fait approuver le rapport de M. Manoger

Projet de loi tendant à ratifier deux décrets du 21 novembre 1937 l'un modifiant la tarification douanière de divers produits de l'industrie céramique et de la verrerie l'autre la tarification douanière de divers produits

Le rapport de M. Richard est adopté



### Régime de la verrerie française

M. Rogé attire l'attention de la Commission à cet égard. Il est question d'autoriser l'installation de verrerie tchécoslovaque en France ce qui pourrait constituer un péril pour les usines françaises actuellement existantes.

Après observation de M. A. Richard et M. de la Commission décide d'attirer l'attention du ministre du Commerce sur ce problème particulièrement délicat.

### Protection des fabriques de bouteilles isolantes

M. Néron indique que les importations de cet article ont augmenté considérablement. Il donne lecture de la note adressée par les industriels français qui précisent qu'ils sont largement en état de faire face à tous les besoins dans de meilleures conditions de prix et de qualité, mais il leur est très difficile de faire face au dumping allemand.

Les industriels réclament le triplement de droits, cette augmentation paraît considérable mais il semble qu'une majoration de droits s'impose.

Après une brève discussion il est décidé que M. Rogé déposera une proposition de résolution dans ce sens que rapportera M. Richard.

### Résultats derniers

M. Néron annonce que les documents nécessaires aux travaux des rapporteurs leur seront fournis dans la quinzaine.

La séance est levée à quinze heures.

---



161

Séance du jeudi 5 octobre 1929

La séance est ouverte à 10 h.30 sous la présidence de M. Néron, Président.

Sont présents : MM. Néron, Charal, Maroger, Turbat, Loubès, Ulys, Ledebin, Bachelet, Ferlin, Cané-Bonvalet, Rogé, Moïse Lévy, de Berny, Beaumont, Richard, Labbé, Lantier.

Excusés : MM. Fabre, d'Andlau, Lignier, Elby, Gautron.

### Méthodes de travail de la commission pendant les hostilités

Exposé de M. Néron.

Mes Chers Collègues,

Plusieurs d'entre vous, et notamment notre ami M. Maroger, ont demandé instamment que nous nous réunissions en vue d'examiner les questions très importantes que soulèvent, du point de vue économique, les circonstances nouvelles résultant de l'état de guerre.

J'ai souscrit d'autant plus volontiers à ce vœu, qu'il entrerait dans mes intentions de vous convoquer en vue de déterminer avec vous les conditions dans lesquelles il conviendrait d'organiser, pendant les hostilités, le contrôle que la Commission des Douanes doit exercer sur l'action économique du Gouvernement.

Ce contrôle apparaît d'autant plus indispensable que de profondes modifications ont dû être apportées à notre législation économique dans le sens d'un accroissement considérable du rôle de l'Etat :

Comme vous le savez, un décret en date du 1er septembre a prohibé l'importation de la totalité des marchandises à la seule exception de l'or. De même l'exportation d'un grand nombre de produits nécessaires, soit à l'armement, soit à la vie du pays, a dû être interdite. Ces prohibitions sont, bien entendu, tempérées par des dérogations, mais il n'en reste pas moins que les courants d'importation et d'exportation sont soumis désormais au principe de l'auto-



risation préalable.

Au surplus, le régime du contrôle des changes, imposé par les circonstances exceptionnelles que nous traversons, est venu placer plus étroitement encore le commerce extérieur sous le contrôle gouvernemental.

Enfin, le souci tant d'assurer le ravitaillement du pays que de priver l'ennemi des marchandises qui lui sont nécessaires pour la poursuite de la guerre, va conduire le Gouvernement à se porter acheteur sur le marché mondial de stocks importants de denrées ou de matières premières dont les importations dépendront dès lors uniquement des décisions des Ministres compétents.

Ainsi, à notre politique traditionnelle de la liberté des échanges et des paiements, se trouve désormais substitué un contrôle étroit du commerce extérieur.

Le rôle économique de l'Etat apparaît plus étendu encore si l'on considère la nécessité dans laquelle va se trouver le Gouvernement de maintenir à l'intérieur du pays des activités qui bien que ne relevant pas directement de la défense nationale n'en sont pas moins indispensables à la vie du pays; afin d'économiser notre or dans toute la mesure du possible, il est en effet indispensable de limiter nos importations aux seules marchandises que nous ne pouvons absolument pas produire nous-mêmes; de même tout doit être mis en oeuvre pour maintenir de larges courants d'exportation dont la valeur permettra de compenser dans une certaine mesure les achats à l'étranger d'armes et de matières pre-



mières.

Ces aperçus soulignent l'importance primordiale du problème économique dans la conduite de la guerre et la tâche énorme qui dans ce domaine incombe désormais à l'Etat.

Pour répondre à ces attributions nouvelles, le Gouvernement s'est adjoint de nouveaux ministères ou organismes, à savoir :

Le Ministère du Blocus,

Le Ministère de l'Armement,

Le Haut-Commissariat de l'Economie Nationale,

Le Service du Ravitaillement Général.

Ces organes nouveaux sont, aux termes mêmes de leurs attributions, tous appelés à collaborer avec le Ministère du Commerce, dans la conduite de notre politique commerciale et notamment de notre politique contractuelle.

Dans quelles conditions cette collaboration va-t-elle avoir lieu? Pourra-t-elle s'exercer avec la cohésion nécessaire? Ne risque-t-il pas d'en résulter certains conflits d'attributions ou une certaine confusion dans la direction de notre politique économique qui, plus que jamais, exige une impulsion précise?

Telles sont les questions que certains d'entre vous ont cru devoir me poser et qui m'ont incité à prendre immédiatement contact avec MM. Gentin, Pernet et Serruys



en vue d'obtenir des précisions sur leurs rôles respectifs.

Je m'empresse de vous faire connaître que j'ai rapporté de ces entretiens l'assurance formelle que la direction de notre politique commerciale intérieure et extérieure restera comme par le passé l'apanage du Ministre du Commerce. Il est en effet indispensable qu'il n'y ait aucune indécision sur le Ministre responsable de l'organisation de notre économie et il était logique de maintenir cette responsabilité au Département que son rôle du temps de paix prépare le plus utilement à l'accomplissement de sa tâche nouvelle.

Néanmoins, le rôle économique dévolu au Gouvernement est devenu si important et si complexe, les décisions à prendre dans ce domaine devront tenir compte de tant de considérations et d'intérêts divergents, qu'il est impossible de se rendre compte de prime abord si l'organisation actuellement adoptée correspond bien aux nécessités du moment. Il est possible, au contraire, que l'expérience démontre la nécessité d'une organisation plus précise et plus complète du mécanisme économique existant à l'heure actuelle.

Tous ces problèmes, notre Commission ne saurait s'en désintéresser, sous peine de manquer à son devoir d'organe de contrôle parlementaire. Ce contrôle qui, - je m'empresse de le dire - doit plus que jamais, dans mon esprit, prendre la forme d'une collaboration avec



le Gouvernement devra s'exercer étroitement et d'une façon suivie.

Aussi, m'a-t-il semblé opportun de vous proposer de nommer, au sein de notre Commission, une sous-commission, composée de six à huit ~~un~~ de nos membres, qui se réunirait régulièrement, soit chaque semaine, soit tous les 15 jours, afin de suivre attentivement l'évolution des questions qui ressortent à notre compétence et éventuellement réclamer la réunion plénière de la Commission, lorsque l'on se trouverait en présence de questions présentant un caractère de gravité suffisant.

Avant de mettre aux voix cette proposition, j'aimerais entendre les remarques ou les suggestions de ceux d'entre vous qui voudront bien demander la parole.

Après cet exposé, la discussion s'engage sur les propositions de Président. M. Lantier suggère la formation d'une sous-commission commune du Commerce et des Douanes. M. Péron indique qu'il y avait pour les cas importants, par ex. l'audition des Ministres, mais que les questions de politique économique qui vont se poser concernent essentiellement la négociation de nouveaux accords commerciaux, donc des questions relevant de la compétence de la Commission des Douanes - et non de la Commission du Commerce. M. Rogé estime que toutes les questions économiques sont étroitement enchevêtrées et c'est ainsi que les questions de ravitaillement ne dépendent pas de la Commission des Douanes et suggère la formation d'une grande Commission des questions économiques qui comprendrait de représentants des 3 commissions : Douanes, Commerce, Agriculture, et pourrait ainsi contrebalancer efficacement l'action un peu envahissante de la Commission des Finances.

M. Maroger souligne l'importance de la guerre économique et l'importance de faire tenir notre système économique pendant une longue période. Le rôle du Gouvernement, c'est l'organisation de la vie économique du pays; le rôle du Parlement, c'est de s'assurer que la vie économique se coordonne, et cela dans tous les domaines, y compris les travaux publics et la marine marchande.

MM. Ullmo et Rogé se plaignent des mesures déjà introduites, de la création de nouveaux intermédiaires alors qu'elle est prohibée, de tous les organismes nouveaux créés, de l'augmentation de 8% des combustibles solides.



## Composition et rôle de la sous-commission

La sous-commission envisagée comprendrait: MM. Turbat, Chanal, Maroger, Rogé, Lubbe, Dachelet, Ulmo, Lauvray, Jerlin et Fabre. Devra-t-elle travailler en contact avec d'autres sous-commissions, celle de l'agriculture qui existe déjà, celle du commerce qui sera constituée la semaine prochaine? M. Rogé insiste pour une réunion plénière, non de 3 sous-commissions, mais de 3 commissions; pour une réunion rapide, de manière à éviter le contrôle absolu et omnipotent de la Commission des Finances. Il faudrait prendre contact avec les ministres pour entendre l'exposé du sens de leur programme.

Après discussion, il est décidé que les Présidents des 3 commissions prendront contact pour la fixation de cette réunion commune et de l'ordre du jour. Les ministres devraient convoqués, non pas simultanément, mais successivement, et dans l'ordre suivant: Commerce - Agriculture - Bleus.

La séance est levée à 11 h. 15.

Séance du jeudi 19 octobre 1939

### Réunion de la sous-commission <sup>(1)</sup>

La séance est ouverte à 10 h. 30 sous la présidence de M. Néron, président de la Commission.

MM. Tay-Riant et Faillaux sont adjoints à la sous-commission.

M. Néron indique que la réunion commune des 3 commissions économi-ques prévue à la séance précédente ne pourra avoir lieu avant le 15 novembre, en raison des travaux actuels des commissions, de la traversée et des élections des Conseils généraux. Il est décidé que, avant cette réunion, les membres de la Commission enverront au Secrétariat les questions qu'ils désirent poser concernant la vie économique et la vie générale du pays.

M. Néron déclarant ne pouvoir donner la Présidence, M. Ulmo et Fabre est nommé président de la sous-commission.

---

(1) Présents: MM. Néron - Chanal - Fabre - Jerlin - Faillaux - Turbat - Lauvray - Lubbe - Rogé - Ulmo - Lankier - Maroger.



Une discussion s'engage sur le nombre de sous-commissions qu'il est nécessaire de prévoir. Il est décidé de s'en tenir pour le moment à une seule sous-commission, pour éviter les spécialisations prématurées.

La sous-commission décide de s'occuper immédiatement de la question de l'exportation, dont l'a chargé M. Maroger. Comment concilier les exportations à la production et à l'exportation avec les entrées des marchandises à l'exportation? M. Maroger est chargé de préparer un rapport sur la question.

M. Tey-Riant estime que, avant toute enquête, il est urgent d'obtenir la simplification des formalités d'exportation: il faut s'adresser à un Ministère, mais c'est un autre Ministère qui décide (ex: Agriculture et Commerce). M. Dufau-Péres, conseiller technique, indique que le système mis au point par le Conseil supérieur de la Défense nationale, ne comporte pas actuellement de délai supérieur à 5 jours entre la signature du premier Ministère responsable (par ex. l'Agriculture) et l'arrivée au Bureau de Douane.

M. Maroger remarque que l'on se trouve dans une période de "voyage" du contrôle des changes, alors que celui-ci est instauré depuis 5 ans en Allemagne; c'est le passage de l'économie libre à l'économie fermée qui, pour certaines industries, se fait bien, pour d'autres, pas du tout. Les industries d'exportation demandent à être assimilées aux industries travaillant pour la Défense nationale, en ce qui concerne les facilités qui leur sont accordées: affectation d'ouvriers, approvisionnement en matières, etc... M. Maroger conclut à la nécessité d'une enquête spécialisée, proposition par profession.

Une discussion s'engage sur les facilités ou obstacles offerts actuellement à l'exportation. M. Fabre estime que l'on a un peu trop la phobie d'exportations qui gagneraient l'Allemagne par des voies détournées (ex: abricots confits de Marseille vers la Hollande). M. Tey-Riant insiste avec force sur la multiplicité d'avis aux importateurs et exportateurs insérés récemment à l'officiel, et les complications de la procédure. M. Labbé indique que les exportations d'industries liées à destination de l'Angleterre se font sans difficultés. M. Lantès exprime la même opinion pour tout ce qui concerne les exportations à destination de l'Angleterre. Il faut toutefois faire une réserve pour les produits de luxe.

#### Méthode de travail de la sous-commission

M. Chancel suggère la même méthode que celle en vigueur à la Chambre pendant la dernière guerre. Le rapporteur entend



directement les intéressés; c'est seulement au cas de difficultés que ceux-ci sont entendus par la sous-commission; et, au cas de difficultés très graves, par la Commission.

M. Maroger suggère préalablement à toute enquête, l'audition du Ministère du Commerce. Sur la proposition de M. Lantier, il est décidé que M. Maroger assistera l'après-midi à la réunion de la Commission du Commerce à laquelle le Ministère doit faire un exposé. La semaine suivante, la sous-commission des Douanes entendra elle-même M. Gentin. Cette audition est fixée au jeudi 26 octobre. 15 heures.

M. Maroger conduira ensuite son enquête suivant la méthode indiquée par M. Chânel.

### Facilité à l'exportation

M. Tzankovitch revient sur la question de la procédure d'autorisation des exportations. Il estime que, ds maintenant, la Commission doit émettre un vœu tendant à leur simplification, et qu'il n'est aucun besoin d'une enquête sur ce point. Il est appuyé par plusieurs de ses collègues, notamment MM. Fabre et Faillaux. La sous-Commission adopte finalement à l'unanimité le vœu suivant:

"La sous-Commission permanente des Douanes, réunie sous la présidence de M. Néron, considérant que l'exportation présente un intérêt essentiel pour la vie de la Nation, exprime à l'unanimité le désir de voir simplifiés et accélérés les différentes formalités imposées actuellement aux exportateurs".

La séance est levée à 12 h. 10

### Séance du jeudi 26 octobre

#### Sous-Commission

La séance est ouverte à 15<sup>h</sup> 15.

Président: M. Ulysse Fabre

Présents: MM. Rogé - Turbat - Lauray - Chânel - Maroger - Serlin - Bachelier.



REUNION DE LA COMMISSION DES DOUANES DU JEUDI 7 DECEMBRE 1939.

---

La séance est ouverte à 16 heures, sous la présidence de M. Néron.

Présents: MM. Chanal, Gautron, Labbé, d'Andlau, Turbat, Fabre, Elby, Maroger, Lauvray, Serlin.

Excusés: MM. Rogé, Betfert, Lourties, Fouilloux, Lederlin.

La Commission examine la situation des projets de lois portant ratification des décrets douaniers et non encore soumis au vote du Sénat.

La ratification de ces décrets doit, on le sait, intervenir dans les 4 mois qui suivent le moment où ils ont été pris; ce délai étant augmenté du temps des intercessions.

En juin, il y a eu un dépôt massif de projets de ce genre au Sénat et aucune ratification n'a pu intervenir. Sans doute la question peut paraître présenter maintenant un intérêt rétrospectif. Tant que dureront les pleins pouvoirs, c'est-à-dire pendant toute la durée des hostilités, les décrets resteront en vigueur, car il suffira de prorogations successives par décrets-lois, mais dès le lendemain de la guerre ils cesseront d'avoir effet et les <sup>bi</sup>prohibitions tomberont. S'il n'y a plus de pleins pouvoirs, il faudrait qu'intervinssent des ratifications en nombre considérable. Il paraît douteux que le Parlement ait alors le temps d'y procéder dans les délais voulus. Notre industrie et notre agriculture risquent ainsi de se trouver dé-

sormais devant la concurrence internationale à un moment où il s'agirait de reconquérir les marchés.

Il paraîtrait donc souhaitable de procéder dès maintenant à la ratification de ces décrets.

Après discussion, la Commission décide de distinguer trois catégories de rapports :

I° un rapport d'ordre général concernant tous les décrets portant relèvement du tarif douanier métropolitain;



2° un rapport d'ordre général concernant tous les décrets portant modification des tarifs douaniers coloniaux.

(Ces deux rapports devant être confiés à M. Rogé, Rapporteur Général).

3° des rapports particuliers concernant les accords commerciaux passés avec les différents pays. Les rapporteurs devant être désignés ultérieurement.

Cette procédure limitant considérablement le nombre des rapports permettra d'éviter que ne soient inscrites à l'ordre du jour du Sénat des discussions concernant des projets d'apparence secondaire.

M. DUFAU-PERES expose ensuite de la part de M. GENTIN, Ministre du Commerce, les projets de réorganisation de son Ministère concernant les services de l'expansion commerciale et les renseignements à donner aux exportateurs (Voir document).

MM. MAROGER, FABRE, ELBY, LABBÉ, soulignent l'intérêt de ce projet et remercient le Ministre du Commerce d'avoir préparé l'exportation comme une arme de guerre.

Ces projets de réorganisation doivent nécessiter une centaine de personnes et des crédits de l'ordre de 10 millions, soit 20 minutes de guerre. C'est une question de gouvernement, le Gouvernement tout entier doit se préoccuper de la question et reconnaître au Ministère du Commerce le rôle qui lui est nécessaire dans la conduite de la guerre économique.

M. DUFAU-PERES indique que la question est urgente, en raison de la discussion toute proche du budget et des projets que prépare par ailleurs le Haut-Commissaire de l'Economie Nationale. Il serait nécessaire que le Ministère du Commerce obtînt comme les autres Ministères de guerre le droit de faire détacher des officiers dans ses services.

Pour faciliter la réussite de ce projet, la Commission unanime décide de mandater son bureau auprès du Président du Conseil.

Après discussion sur les différentes dates possibles, il est décidé que M. Ulysse Fabre prendra contact le soir même avec le Directeur du Cabinet du Président du Conseil et que le mercredi 13 décembre il se rendra auprès de M. Daladier avec MM. Néron et Maroger pour insister sur la nécessité absolue de réaliser ce projet de réorganisation du Ministère.

M. NÉRON termine en remerciant le Ministre de l'effort constructif qu'il a ainsi fourni  
La séance est levée à 17 h 30.



La séance est ouverte à 10 h. 30, sous la Présidence de M. Ulysse FABRE.

Présents : MM. Néron, Lauvray, Serlin, De Dion, Rogé, Maroger, Bachelet, Gautron, Ulmo, Elby, Labbé, Lourties, Parayre.

M. Ulysse FABRE indique que s'il préside au lieu et place de M. Néron c'est que celui-ci a tenu à maintenir l'unité de vue et à faire présider cette séance plénière par le Président de la Sous-Commission puisque c'est ce dernier qui a jusqu'ici étudié le problème de l'exportation. Il indique le souci de la Commission d'être en collaboration confiante avec les Ministres et se réjouit de l'audition de trois d'entre eux : M. Ducos, sous-Secrétaire d'Etat à la Guerre et à l'Intendance, M. RIO, Ministre de la Marine Marchande et M. Gentin, Ministre du Commerce.

M. MAROGER rapporteur résume les difficultés dont se sont plaints les exportateurs, en particulier dans leurs rapports avec l'Intendance. Ces difficultés sont particulièrement graves pour l'industrie de la laine : 95 % de ces matières premières viennent de l'étranger. La laine représente plus de 10 % des exportations françaises. Ses exportations paient ses importations. Les débouchés ne manquent pas par suite de la carence de l'Allemagne. Or l'Intendance a tout réquisitionné et elle a même refusé de donner la laine nécessaire pour de simples échantillonnages. Sans doute les Anglais ont mis l'embargo sur les laines des Dominions, mais il reste le marché libre de l'Amérique du Sud. Or à l'heure actuelle il y a seulement 4000 tonnes embarquées à destination de la France alors qu'il faudrait à l'industrie environ 100.000 tonnes. Il y a aussi la question des pourparlers avec l'Angleterre.

M. DUCOS commence par affirmer le souci qu'il a de faciliter les exportations, mais indique les difficultés que l'on rencontre pour l'Amérique du Sud par suite de la nécessité de payer en dollars et les obstacles apportés par le Ministre des Finances. Il reconnaît que l'Armée est une grande dévoreuse.



M. Ulysse FABRE remarque que la difficulté essentielle c'est qu'on ne puisse connaître ni la quantité ni les prix de la laine disponible.

M. DUCOS indique les améliorations qui ont été apportées à la situation depuis le début de la guerre. Au début de la Guerre, il y avait seulement 40.000 tonnes disponibles sans espoir d'arrivages substantiels avant décembre 1939. Néanmoins, dès le 14 septembre on a libéré les laines mérinos; quant aux croisés 25000 tonnes ont été utilisées par l'Intendance. Il lui en reste à l'heure actuelle 15.000, soit la consommation d'un mois et demi environ, ce qui arrive tout juste à faire le soudage. Il est impossible d'en affecter aux populations civiles. L'intendance ne mérite aucun reproche, elle a laissé 1000 tonnes de mérinos par mois à l'industrie privée mais a dû prendre tous les croisés pour les besoins militaires des deux pays.

La politique a été encore moins rigoureuse que celle des Anglais qui, au début, n'ont rien laissé à l'industrie civile.

En ce qui concerne les cotons le plan d'importation pour la guerre prévoyait 350.000 tonnes par an. On avait commandé en septembre et octobre 55.000 tonnes, pas davantage parce qu'on espérait, en raison d'une prime américaine à l'exportation du coton, obtenir des prix plus satisfaisants par la suite. En réalité le stock de coton s'est montré nettement insuffisant. Au début de décembre, on a dû passer une commande de 200.000 tonnes dont 73.000 sont arrivées; le complément devant arriver en fin décembre et en janvier, l'Intendance a mis à la disposition des industries privées 16.000 tonnes en octobre et en novembre et 14.500 sur les arrivages de décembre et de janvier. Elle a levé la réquisition des filés de coton ayant des numéros supérieurs au n° 24.

Examinant la politique de l'Intendance, M. Ducos indique que les progrès réalisés ont été considérables; que chaque soldat doit avoir bientôt deux couvertures de laine et deux paires de brodequins (en novembre fabrication des chaussures 1.200.000 paires; en décembre 1.600.000) C'est toujours à l'Intendance que l'on adresse des reproches, mais il faudrait aussi regarder du côté d'autres services comme le Ravitaillement.



121  
M. Ulysse FABRE signale les nombreux abus individuels et locaux qui ont été commis par l'Intendance et déclare qu'il y a des gens qui mériteraient d'être fusillés .

Ces observations sont appuyées par MM. Lauvray, Ulmo et Rogé.

Le Président s'associe toutefois à l'hommage rendu par M. Ducos à l'Intendant Général Bernard.

M. Maroger - Le recensement aurait dû être fait beaucoup plus tôt, ce qui aurait empêché le blocage total par l'Intendance. Mais c'est le passé, en ce qui concerne l'avenir est-ce que l'industrie exportatrice peut être assurée en 1940 de disposer du tonnage nécessaire à l'exportation?

M. Ducos - C'est une question d'arrivage donc de bateaux

M. Gentin souligne la part d'inconnu qu'il est impossible d'éliminer. Que sera la guerre? Que seront les besoins? Il n'y aura peut-être pas seulement l'entretien et l'habillement du pays, mais aussi la nécessité d'un habillement nouveau. Les restrictions à l'intérieur seront nécessaires Il faudra conserver le maximum pour l'exportation.

M. Bachelet demandant dans quelles conditions doit se faire l'achat des laines métropolitaines, M. Fabre indique la nécessité de rester sur le terrain des exportations.

M. Lauvray se préoccupe du stock des filochages.

M. Rogé - Quand le commerçant aura pu faire des achats aura-t-il la certitude de n'être pas réquisitionné?

M. Fabre conclut le débat sur l'Intendance en affirmant avec force qu'il faut éviter les excès de zèle et la réquisition du double de ce qui est en réalité nécessaire.

M. Rio, Ministre de la Marine Marchande indique que la question des transports domine tout. Jusqu'ici on a dû s'abandonner à l'empirisme. En ce moment, les demandes dépassent de beaucoup les quantités de tonnage. Il faut élaborer un programme général de transport. Ce programme sera envoyé à Londres la semaine prochaine pour une coordination complète entre la France et l'Angleterre.

Exemple des difficultés des transports : 60.000 balles de coton qui sont flottés ne viennent pas directement mais par bateaux américains, d'où les transbordements à faire dans



les ports d'Espagne.

Jusqu'ici les marchandises ont été transportées à un prix scandaleusement bas, au moins par les transporteurs français. Mais on est obligé de chercher un appoint de tonnage dans les pays voisins: Norvège, Pays-Bas, Grèce, Yougoslavie. En France il y a un contrôle absolu du fret, en Angleterre c'est un système différent, celui de la licence et le Ministre de la Marine Marchande britannique reçoit de vives reproches des armateurs anglais qui veulent obtenir une hausse des frets. Les affrètements qu'ils viennent de conclure avec les norvégiens vont entraîner une hausse des frets.

Exemple de prix pratiqués:

En France : 9 sh. 6  
en Angleterre: 11 sh. 6  
en Norvège : 21 sh. 6

Les restrictions pour la France seront proches. Il faudra sortir du programme des transports tout ce qui n'est pas

indispensable aux besoins du pays. Pour les exportations de France les demandes seront satisfaites car on aura un tonnage très largement suffisant. Si on importe par exemple 4 millions de tonnes, ce sera très bien d'arriver à en exporter 1 million.

La guerre sous-marine ne présente pas de dangers par trop redoutables, les mines sont plus ennuyeuses.

M. Maroger - On a tout de même signalé des retards fâcheux dans les chargements (soie, vins, fromages) il faut arriver à une organisation permettant d'entreposer dans de meilleures conditions et de ne pas laisser trop longtemps les marchandises à quai.

M. Rio - Certaines difficultés dépendent des Travaux Publics. De toutes façons il faut s'attendre à une hausse formidable des frets.

M. Fabre remercie beaucoup le Ministre de son exposé qui a produit une excellente impression sur la Commission et il se félicite de le voir présider aux destinées de la Marine Marchande.

M. Maroger - Est-ce que les hausses prévues pour les frets se répercuteront sur les exportations de la même façon que sur les importations? Dans l'affirmative, ce



serait l'étranger qui paierait la hausse et cela pourrait entraîner une diminution de notre exportation.

M. Wlysse Fabre, après le débat de MM. Rio et Ducos, rend compte de la démarche qu'il a effectué la veille avec MM. Néron, Maroger et Roger auprès du Président du Conseil, à la suite de ce qui avait été décidé dans la dernière réunion de la Commission. Il est heureux d'annoncer à ses Collègues que le Président du Conseil a pleinement adhéré au projet de réorganisation du Ministère du Commerce.

M. Gentin remercie très vivement la Commission du précieux concours qu'elle lui a apporté et on se propose de lui indiquer les nouvelles améliorations apportées à l'exportation. C'est là une question très importante: 1° parce que l'exportation apparaît comme le seul moyen d'économiser notre trésor de guerre; 2° parce que à côté de grosses difficultés, il y a également de grosses impossibilités d'exporter dans les pays d'où l'Allemagne est exclue: 3° parce que l'exportation n'était pas une grande notion nationale et que toute l'éducation du pays est à faire.

Etant donné que, à la différence de ce qui se passe pour l'importation, la prohibition n'est pour l'exportation qu'un régime exceptionnel. Une Commission a été chargée de réviser la liste des prohibitions. On a déjà pu en exclure: graines de semences, Roquefort, Camembert, certains articles pharmaceutiques, mètres, baromètres, ciment dentaire, etc. On a obtenu des dérogations au principe général de prohibition pour les cuirs et peaux, pour les fils et filés de laine. On a dû établir une prohibition pour éviter une exportation qui aurait nuit aux besoins essentiels du pays, mais on pourra débloquer dans quelques temps.

On a apporté des assouplissements aux formalités d'importation: colis postaux n'ayant pas le caractère commercial, essence de rose qui ne pouvait être importée parce que arrivant dans des récipients en fer blanc qui étaient eux-mêmes interdits.

On a accéléré la délivrance des licences d'importation et d'exportation. A l'origine, ces questions passaient au Ministère du Commerce par cinq bureaux et une section doua-



nière, on a tout centralisé à la Section Douanière qui a été renforcée. Toutes les demandes de licences arrivées au Ministère dans la matinée sont sorties le soir même. Quant au ministère responsable, les demandes y restent un délai maximum de 8 jours.

M. Gentin revient à nouveau sur les projets de réorganisation du Ministère. Une lettre rectificative au budget sera transmise au Sénat et le Sénat voudra bien faire un abatement à titre indicatif pour que la question puisse être soumise à la Chambre et les crédits augmentés.

M. Maroger s'inquiète de l'importance des crédits demandés et souligne qu'il ne faut pas hésiter à demander beaucoup à M. Reynaud.

M. Gentin indique que les crédits demandés seront applicables à deux ordres de projets: 1° la réorganisation des régions économiques avec 20 inspecteurs du Commerce et de l'industrie; la réorganisation de l'Administration centrale avec le service d'expansion économique qui sera

sous les ordres directs du Directeur du Commerce Extérieur; 3° le paiement du personnel de la caisse de compensation de la Chambre de commerce qui est intégré maintenant dans le mécanisme du contrôle des changes et qui procèderait au dépouillement de la vie économique du pays.

M. De Dion indique que le Salon de l'automobile a dû être supprimé pour cette année.

M. Elby demande le montant des crédits.

M. Gentin indique qu'il s'agira au maximum d'une dizaine de millions.

M. Maroger estime qu'il faudrait avoir une cinquantaine d'hommes bien payés (100.000 frs).

M. Fabre lève la séance en remerciant le Ministre de la bonne grace qu'il a apportée à ses explications devant la Commission, en l'assurant à nouveau de la volonté de cordiale collaboration de celle-ci.

La séance est levée à midi 30.



Réunion de la Commission des Douanes  
du 25 janvier 1940

---

Membres présents: MM. Lauvray, Turbat, Néron, Fabre Labbé, Converset, Rogé<sup>x</sup>, Vincent, Chanal, Lederlin, Gautron.

Excusés : MM. Bachelet, Fritilloux, Mauger, Toy-Riont, Vieillard.

La séance est ouverte à 16 heures par M. TURBAT doyen d'âge des membres présents. Il propose à la Commission de renouveler son bureau par acclamation.

Le bureau est ainsi renouvelé :

Président: M. Néron

Vice-Présidents: MM. Chanal, Ulysse Fabre

Secrétaires: Toy-Riont, Bachelet.

Rapporteur Général; Rogé<sup>x</sup>.

M. Néron remercie ses Collègues au nom du bureau et propose de fixer au mercredi 31 janvier l'installation définitive du Bureau. Il en est ainsi décidé.

M. Fabre pose la question des pouvoirs de la Sous-Commission.

M. Néron indique que cette question sera résolue à la prochaine séance.

La séance est levée à 16 h. 15.



## REUNION DE LA COMMISSION DES DOUANES DU 31 JANVIER 1940

---

Membres présents : MM/ Néron, Roger, Maroger, Gautron, Converset, Emile Vincent, Sigrist, Serlin, Lauvray, Bachelet, Fabre, Turbat, Lourties.

Excusés: MM. Fouilloux, Toy-Riont, Viellard, d'Andlau, Lederlin.

La séance est ouverte à 16 h.15 sous la présidence de M. Néron. Celui-ci souhaite la bienvenue aux membres nouveaux de la Commission, MM. Pézières, Converset et Emile Vincent. Il exprime à nouveau les remerciements du Bureau tout entier pour sa réélection et passe à l'examen de l'ordre du jour.

### I - Distribution de rapports -

M. Néron indique que la Commission des Douanes a été saisie le 30 décembre 1939 d'un certain nombre de projets de lois portant ratification de décrets coloniaux. Il propose de confier les rapports au Rapporteur Général M. Roger. Celui-ci indique que, étant déjà chargé de donner l'avis de la Commission des Colonies, il ne peut accepter les rapports. Ces derniers sont confiés à M. Maroger.

### II - Problème de l'exportation -

M. Néron rappelle les travaux de la Sous-Commission de l'exportation et les projets de réorganisation du Ministère du Commerce auxquels ils avaient abouti. Il rappelle également l'échec de ces projets lors de la discussion du budget, malgré l'intervention de M. Maroger.

M. Maroger exprime sa désillusion devant les résultats obtenus. Dès fin octobre la Commission avait pris position, elle n'avait trouvé dès lors aucun contradicteur. Elle avait obtenu, après démarche officielle, l'assentiment du Président du Conseil et du Ministre des Finances et paraissait avoir l'assentiment du Sénat lui-même. Il a/suffi de quelques résistances de la Commission des Finances pour empêcher la réalisation de ce projet.



177  
Cette Commission a paru craindre une tentative de nationalisation ou du moins de bureaucratisation de l'industrie. Peut-être la présentation du projet était-elle un peu insuffisante et n'a-t-on pas assez clairement expliqué le rôle qu'auraient à jouer les nouveaux fonctionnaires. La discussion de l'interpellation Hachette prévue pour le lendemain 1er février aurait pu permettre la réalisation du projet, la maladie de M. Gentin reportant cette discussion, il semble qu'à la marche normale des travaux parlementaires il sera impossible d'aboutir avant Pâques, alors cependant qu'on a l'assentiment des Ministres intéressés.

M. Roger estime que l'on a déjà obtenu quelques résultats et propose, avant toute autre démarche, d'écrire au Ministre des Finances pour lui demander d'une manière ferme quand sera déposé le projet de loi.

Au cours d'une discussion à laquelle prennent part notamment MM. Néron, Roger, Fabre et Maroger, M. Dufau-Pérès indique que si M. Gentin n'a pas encore déposé son projet c'est parce que après avoir pressenti M. Caillaux il a compris l'hostilité de celui-ci.

M. Fabre déclare qu'il faut porter la question devant le Sénat tout entier et que alors que l'on a créé depuis la guerre des régiments de nouveaux fonctionnaires il est inadmissible d'en refuser quelques-uns là où un rendement serait particulièrement utile.

M. Dufau-Perès - Il ne faudrait pas croire malgré les termes de la loi du 11 juillet 1938 que ce projet tende à faire passer toute l'activité économique entre les mains du Ministre du Commerce. On veut faire le contraire de l'économie dirigée puisque l'on veut débarrasser les commerçants de certaines entraves. Au lieu de 'inspecteurs' il faudrait dire 'conseillers techniques'.

Le Ministère du Commerce avait demandé le détachement dans ses cadres de quelques officiers, mais en raison des règles très strictes pour les affectations spéciales (particulièrement strictes pour les officiers de certaines armes) il ne lui a pas été possible d'obtenir satisfaction.

M. Ulysse Fabre indique que, étant donné qu'il s'agit d'une demande de crédit, le Sénat ne peut prendre l'initiative d'une Proposition de Loi; il ne peut que voter une proposition de résolution. Ce qui allongerait singulièrement les délais de réalisation du projet. Il vaudrait mieux un projet de loi rapide et il



propose pour cela une démarche de la Commission auprès de MM. Daladier et Gentin.

Il est décidé que cette démarche aura lieu le mercredi 7 février. Le Bureau de la Commission accompagné de M. Maroger se rendra au Ministère du Commerce et à la Présidence du Conseil.

M. Maroger estime d'ailleurs que l'on aurait pu procéder par décret-loi.

### III - Questions diverses -

M. Bachelet demande à M. Dufau-Pérès: 1°) s'il ne serait pas possible de détacher certains fonctionnaires des autres services au nouveau service de l'exportation; 2°) si la Commission pourrait connaître les statistiques du commerce extérieur qu'elle n'a plus en sa position depuis la guerre.

M. Dufau-Pérès - Le Conseil supérieur de la Défense Nationale a interdit la publication de ces statistiques. Il faudrait que le Président de la Commission des Douanes put figurer sur la liste de ceux à qui sont adressées ces publications.

En tous cas, après une diminution des exportations de 70% en octobre et une remontée légère en novembre, le mois de décembre a accusé des résultats supérieurs de 10 millions à ceux de décembre 1938 pour les exportations d'objets fabriqués.

L'Angleterre voit d'ailleurs beaucoup plus grand que nous: il y a un service de l'Expansion commerciale avec 300 personnes et un Ministre spécial M. Hudson.

M. Néron adresse à M. Gentin tous ses vœux de rétablissement.

M. Fabre pose la question des pouvoirs de la Sous-Commission.

M. Gautron demande si on pourrait y adjoindre des membres nouveaux. M. Dufau-Pérès, s'il ne devrait pas y avoir comme à la Chambre une sous-Commission pour les importations et la délivrance des licences.

M. Maroger indique que d'autres problèmes se poseront et déjà des problèmes de démobilisation industrielle. Que deviendront les industries qui avaient de grosses commandes de l'Intendance et qui vont en avoir moins, par exemple pour les chaussures?

Il est décidé que la prochaine séance aura lieu le mercredi 7 février à 16 heures.

La séance est levée à 17 heures.



Membres présents: MM. Néron, Chanal, Fabre, Maroger, Labbé, Sigrist, d'Andlau, Turbat, Vincent, Lauvray, Moïse Lévy, Converset. Bachelet.

La séance est ouverte à 16 h.10 sous la Présidence de M. Néron. Celui-ci indique que la Commission devrait se saisir du problème de l'importation et des licences, mais, en l'absence de M. Dufau-Pérès retenu à Londres, propose de renvoyer ce sujet à une prochaine séance.

Il rend compte des démarches effectuées le matin même par le Bureau de la Commission, auquel s'était joint M. Maroger, auprès de M. Gentin et du Président du Conseil et il se félicite de l'accueil cordial qui leur a été réservé et pense que la question de la réorganisation des services commerciaux sera prochainement tranchée par décret-loi.

M. Ulysse Fabre - Le Président du Conseil a donné une promesse formelle de réalisation par décret-loi sous la seule réserve que le Ministre du Commerce vienne défendre son projet devant la Commission des Finances.

Cette procédure du décret loi paraît tout à fait normale (urgence, vote unanime par la Chambre, hostilité de la Commission des Finances du Sénat se manifestant seulement sur des détails, modifications apportées au projet primitif).

M. Maroger se montre moins optimiste que M. Fabre et pense que le travail de la Commission des Douanes n'est pas achevé. Peut-être faudra-t-il vaincre encore des difficultés devant la Commission des Finances. Par ailleurs M. Gentin paraît en éprouver à l'intérieur même du Ministère.

Il faudra modifier le projet primitif beaucoup trop étriqué.

M. Maroger propose une démarche auprès du Ministre des Finances, car M. Gentin sera obligé de passer par son intermédiaire.

M. Ulysse Fabre pense qu'il suffit pour le moment de se tenir en contact avec M. Gentin et cette proposition est adoptée.

La séance est levée à 16 h.20.